

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA TRANSMISSION

DU

Bénéfice de l'Assurance sur la Vie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Lundi 16 Janvier 1911, à trois heures

PAR

EMMANUEL PRUVOST

Président : M. WAHL.

Suffragants { MM. HITIER.
PERCERON.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1910

DE LA TRANSMISSION

DU BÉNÉFICE DE L'ASSURANCE SUR LA VIE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA TRANSMISSION

DU

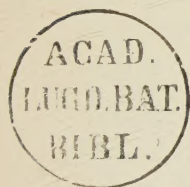
Bénéfice de l'Assurance sur la Vie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Lundi 16 Janvier 1911, à trois heures

PAR

EMMANUEL PRUVOST



Président : M. WAHL.

Suffragants { MM. HITIER.
PERCERON.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1910

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

INTRODUCTION HISTORIQUE

L'Assurance sur la Vie est de ces contrats dont on peut dire qu'ils n'ont pas d'histoire. Elle est née à une époque relativement récente, sous le coup des nécessités comme la vente, le louage, le contrat de société sont nés à l'époque romaine sous le coup d'autres nécessités plus impérieuses. Tous les contrats d'origine ancienne ou moderne ont ceci de commun qu'ils sont nés, se sont développés, se sont transformés sous le coup et au fur et à mesure des besoins d'une société grandissante ou décadente. Et ceci prouve que, loin de vivre d'abstractions, le Droit ne fait qu'obéir aux lois du progrès et de l'évolution et n'en est, en somme, que la consécration. Il en est du Droit comme des Sciences naturelles : c'est la fonction qui crée l'organe.

Ce principe, — qui aurait sa place dans l'historique de toute étude juridique, — me permet d'expliquer comment il se fait que l'assurance sur la vie n'ait pas d'histoire, comme il se fait qu'elle soit née à une époque aussi récente, alors que tous les autres contrats avaient déjà, depuis longtemps, pris l'extension et la forme définitive que nous leur connaissons.

L'explication est à la fois simple et double : elle est simple, parce qu'elle se résume dans ce fait que le

besoin de s'assurer sur la vie ne s'était pas fait sentir assez impérieusement pour donner naissance à ce contrat ; elle est double, parce qu'à côté de cet obstacle d'ordre matériel, pratique, historique, il en existe un autre, d'ordre juridique celui-là, qui a étouffé, à sa naissance, ce besoin de s'assurer ou pour mieux dire en a empêché l'éclosion rapide.

Le formalisme qui a commencé par dominer exclusivement à Rome, en matière de contrats comme en matière d'acquisition de propriété ou de droit de famille, s'explique par la rareté des relations entre individus. La gêne résultant des formes n'était pas aperçue à l'époque où chaque chef de famille suffisait normalement aux besoins de sa maison, les contrats étaient des actes rares auxquels on avait le temps de se préparer à loisir (1). Ce formalisme qui nous choque, ces duretés qui nous révoltent, ce symbolisme qui nous surprend, blessaient infiniment moins la conscience peu délicate des premiers âges. Mais un jour est venu où les choses ont changé, où les progrès de la civilisation, le développement du commerce, la multiplicité des transactions qui en était la conséquence, la nécessité de faire vite, ont rendu plus gênante la lenteur qu'entraînait le formalisme. La conscience publique devenant plus raffinée, on ouvrit les yeux sur le caractère choquant du vieux système. Les besoins impérieux d'un peuple qui se civilisait, les nécessités d'une nation qui s'agrandissait, ruinèrent le système vieillot, étroit, mesquin, des contrats primitifs, du nexum, du contrat verbal, du contrat littéral, et amenèrent la création

(1) Consulter à cet égard le *Manuel Élémentaire de Droit Romain*, de M. GIRARD, professeur à la Faculté de Droit de Paris, p. 432 et 433.

de nouveaux contrats qui n'étaient ni formels, ni de droit strict. 

Dans ces conditions, il n'y avait pas de raison pour que le contrat d'assurance ne prenne pas naissance tout comme le contrat de vente et de louage. Et, cependant, ce contrat d'assurance a attendu des siècles et des siècles avant de prendre jour. Quelle en est la raison ?

Le besoin ne s'en était pas fait sentir ; le risque n'apparaissait pas. Ce n'est que du jour où les relations entre hommes ont pris un grand développement, où les facilités de communication ont rapproché les individus, où la vie intense a multiplié les risques, qu'on a songé à se prémunir contre ces risques et à s'assurer. De ce jour, l'assurance était née, et elle était née sous le coup de nécessités impérieuses, comme la vente à l'époque romaine était née sous le coup du besoin élémentaire de l'homme de vendre et d'acheter.

Et cela est tellement vrai que la première forme sous laquelle nous apparaît le contrat, c'est celle de l'assurance maritime, parce que le risque de mer était apparu le plus dangereux. Plus tard est apparue l'assurance terrestre sous toutes ses formes, depuis l'Assurance sur la Vie jusqu'à l'Assurance contre l'Incendie, la Grêle ou les Accidents. Chaque jour, les nécessités de la vie intense que nous subissons amènent de nouvelles branches d'assurance : c'est contre le Vol, c'est contre la Maladie, c'est contre la Faillite, c'est contre les Pertes d'argent ; que sais-je !

A côté de l'obstacle pratique, historique, qui a empêché la naissance du contrat d'Assurance sur la Vie, il existe un obstacle d'ordre juridique qui s'est

opposé également à la formation de ce contrat, et dans la suite en a retardé les applications. C'est le principe de la non-stipulation pour autrui qui a été posé par le Droit Romain où on l'a appliqué dans tout son rigorisme et que nous retrouvons dans le Code civil atténué par un tellement grand nombre d'exceptions que le principe s'en trouve renversé. A Rome, les stipulations pour autrui étaient nulles en ce sens qu'elles ne faisaient naître d'action ni pour le stipulant, ni pour le tiers. Ce principe, absolu à l'origine, reçut avec le temps des atténuations sensibles mais limitées à certaines espèces seulement. Il s'opposait entre autres à la formation du contrat d'Assurance sur la Vie au profit d'un tiers. Il n'autorisait l'assurance qu'au profit de l'assuré ou de ses héritiers.

Le Code civil a repris ce principe, en y apportant de notables exceptions, pas suffisantes toutefois pour permettre l'assurance au profit de tiers. Mais la nécessité impérieuse de cette assurance se fit tellement sentir qu'on fit plier les principes un peu formalistes qui l'empêchaient de naître ; et puis, alors, on chercha une base juridique à la stipulation pour autrui, on s'évertua à la justifier pour permettre au contrat d'assurance de se développer. Il n'est pas douteux qu'il y a un lien évident entre les progrès de la stipulation pour autrui et ceux de l'Assurance sur la Vie. Ce qui prouve une fois encore que le Droit ne vit pas d'abstractions, mais qu'il naît, se transforme, au contact des réalités.

Ai-je besoin d'ajouter qu'il y a encore un obstacle, d'ordre scientifique celui-là, qui a retardé la formation du contrat d'Assurance sur la Vie. Et cet obstacle ne me semble pas moins sérieux que les précédents.

« L'Assurance sur la Vie, dit M. Herbault, suppose, une science des chiffres très développée, permettant des calculs de probabilité ; un état civil régulièrement tenu, une statistique exacte et une connaissance approfondie du mouvement de la population, afin d'établir sur des bases certaines les tables de mortalité ; un esprit d'association très développé, des profits élevés permettant l'épargne, un gouvernement assurant la sécurité, car il s'agit d'un contrat de longue durée ; une justice impartiale réprimant les abus, un esprit de famille très avancé, une connaissance sérieuse des lois de l'économie politique » (1).

C'est pourquoi Pascal a dû poser les bases du calcul des probabilités ; Laplace et Buffon ont dû apporter le tribut de leur science ; Duvillard et Deparcieux ont dû appliquer la statistique à la vie humaine, avant que l'Assurance sur la Vie, s'appuyant, d'autre part, sur les travaux de célèbres économistes ou philanthropes tels que Bastiat et Cochin, ait pu pénétrer dans les habitudes humaines et prendre l'essor qu'on lui voit aujourd'hui.

L'Assurance sur la Vie, c'est le produit d'une civilisation plus éclairée, plus instruite, plus prévoyante, plus sûre de son lendemain que ne le sont d'ordinaire les civilisations primitives. Aussi, un auteur allemand, Wilgand, affirme-t-il fort justement dans son ouvrage « *Die Schule des lebens Versicherungs agent* », que la pratique des Assurances sur la Vie est le meilleur thermomètre de la civilisation d'un pays.

(1) HERBAULT. *Traité des Assurances sur la Vie*, p. 52.

* * *

Maintenant que nous avons essayé de dégager ces quelques principes, que nous avons fait la philosophie de l'histoire du contrat d'Assurance sur la Vie, arrivons à ce qu'on appelle proprement l'Historique de la question.

Bien que l'Assurance sur la Vie n'ait pas été pratiquée dans l'antiquité, il n'est pas permis de supposer que l'idée d'une semblable opération ne se soit pas présentée à l'esprit des anciens. A Rome, les conventions basées sur la durée de l'existence humaine s'étaient manifestées par l'insertion de certaines modalités dans le contrat de rente viagère. Non seulement des rentes étaient constituées d'individu à individu, mais on voyait aussi des individus promettant de payer, leur vie durant, une rente à l'Etat, soit pour les dépenses générales de la République, soit pour les jeux du cirque. Le *Digeste* mentionne les rentes viagères et traite de leur valeur. La loi Falcidia interdisait aux testateurs de distraire au préjudice de leurs héritiers légaux plus des trois quarts de leur héritage. Pour appliquer cette loi, les juristes devaient donc évaluer les legs qui comportaient des rentes viagères. C'est ainsi que l'on trouve dans la loi 68 *Ad legem Falcidiam* (*Digeste*, livre XXXV, titre II) une véritable table de mortalité tracée par Ulpien qui indique le moyen de calculer la valeur d'une rente viagère constituée sur une seule tête, en déterminant la vie moyenne aux diverses époques de l'existence.

Sous le Bas-Empire, on rencontre les sodalitates, puissantes sociétés ayant une analogie avec nos associations mutuelles et destinées à assurer à chacun de ses membres le paiement des frais de sépulture et des cérémonies religieuses qui l'accompagnaient.

On peut voir une origine de l'Assurance sur la Vie dans les ghildes germaniques ou vastes associations d'assurances générales et mutuelles, assurances maritimes, assurances contre l'incendie, contre certaines peines pécuniaires, contre la mort, toutes associations répartissant sur ceux qui en faisaient partie les dommages soufferts par quelques-uns de leurs membres, et qui paraissent constituer l'idée-mère de l'assurance en général, idée que les Romains n'avaient jamais su dégager à l'époque classique, même dans le *nauticum foenus* qui n'était qu'une simple spéculation sur les hasards maritimes.

L'idée de l'Assurance sur la Vie paraît avoir commencé à être mise en pratique sous la forme d'assurance maritime appliquée aux personnes exposées aux risques de mer. Au moyen âge, pour la première fois, l'on comprit que le risque est une réalité que l'on peut séparer idéalement du fait dont elle fait partie pour lui assigner sa valeur propre et en faire l'objet d'un contrat spécial, et on en arriva à créer le contrat d'assurance. L'Assurance maritime fut donc la première forme du contrat d'Assurance sur la vie. Malheureusement, les assurances maritimes ne tardèrent pas à dégénérer en spéculations sur la vie des navigateurs. On prit l'habitude, avant d'entreprendre un voyage, de déposer une certaine somme entre les mains de l'assureur, en stipulant qu'au cas de retour on aurait

droit au double ou au triple de la somme déposée ; et qu'au cas contraire, si on ne revenait pas, la Compagnie d'assurance n'aurait rien à restituer. L'abus était criard ; des spéculations effrénées s'en suivirent. « Il n'était rien, dit Francis, dans ses *Annals of life Assurance*, sur quoi l'on ne souscrivit des polices, ou qui ne servit de matière à des gageures. » L'assurance était devenue un jeu, ayant tous les symptômes, tous les caractères de nos courses modernes ; on pontait sur la tête d'un navigateur, d'un roi, d'un homme politique, comme sur les champs de course on ponte sur un favori.

Ces opérations dangereuses ne tardèrent pas à attirer l'attention des législateurs et furent par la suite généralement prohibées. C'est ainsi qu'un statut de Gênes de 1588 les défendit ; l'Ordonnance des Pays-Bas (chap. II), en 1570, l'Ordonnance d'Amsterdam de 1598, le Guidon de la Mer en 1589, l'Ordonnance de Middelbourg en 1600, l'Ordonnance de Rotterdam en 1604, le Code suédois en 1666, enfin l'Ordonnance de 1681 (art. 10) pour la France, contiennent la même prohibition.

L'Angleterre mit plus longtemps à s'émouvoir de ces spéculations : au début du xviii^e siècle, on voit la vie de sir Robert Walpoole assurée par plusieurs milliers de livres sterling, on voit les primes hausser lorsque son existence paraissait en danger par suite des émeutes ; lorsque Georges II livrait bataille à Deltingen, on pariait 25 pour 100 contre son retour.

L'Angleterre sut pourtant dégager au milieu de ces gageures hasardeuses et immorales la notion vraie de l'Assurance sur la Vie. Et en 1706 fut fondée à Londres,

par une charte de la reine Anne, la première Société d'Assurance sur la Vie, l'Amicable Society, qui prospéra rapidement. L'Equitable Society, fondée en 1762, fut la première société fonctionnant dans des conditions normales. Puis, les Compagnies se multiplièrent petit à petit, si bien qu'à la fin du XVIII^e siècle, l'institution était en pleine prospérité et avait trouvé sa véritable voie.

Le développement des assurances en Angleterre amena chez nous une vive réaction et incita le gouvernement français à s'en occuper. Un arrêt du Conseil du 3 novembre 1787 autorisa la création de la Compagnie Royale d'Assurances. La Révolution vint, qui étouffa la jeune institution. Déterminée par un discours exalté de Cambon, la Convention rendit un décret en date du 24 août 1793, supprimant « les associations connues sous le nom de Caisses d'Escompte, de Compagnies d'Assurances à Vie, et généralement toutes celles dont le fonds capital repose sur des actions au porteur. » (1) Lors de la confection des Codes, il n'y avait donc plus, en matière d'assurances sur la vie, que les traditions de l'Ordonnance de 1681. Le Code civil, dans son article 1964 relatif aux modalités du contrat aléatoire, le Code de commerce dans le titre X, livre II, relatif aux assurances maritimes, sont muets sur le Contrat d'Assurances sur la Vie. Ce silence est significatif, si on le rapproche des paroles prononcées par Portalis au Corps législatif : « Il est, dit-il, des contrées où l'on autorise des assurances sur la vie des hommes. Mais, en France, de pareilles conventions ont toujours

(1) DUVERGIER. *Lois annotées*, 1793, p. 162.

été prohibées. Nous en avons la preuve dans l'Ordonnance de 1681 qui n'a fait que renouveler les défenses antérieures. Ces espèces de pactes sur la vie humaine peuvent n'être pas sans danger. La cupidité qui spéculé sur les jours d'un citoyen est souvent bien voisine du crime qui peut les abrégés. »

Le comte Corvetto, dans l'Exposé des motifs du Titre précité du Code de commerce, disait : « La liberté est estimable à prix d'argent ; la vie ne l'est pas. » Merlin écrit dans son Répertoire qu'« une telle convention est contraire aux bonnes mœurs et pourrait donner lieu à des quantités de tromperies. » En 1823, le conseiller Favard de Langlade qualifie cette opération de « honteuse ».

Cependant, après les troubles de la Révolution et les guerres de l'Empire, les affaires reprenant quelque essor, l'idée contenue en germe dans les arrêts du Conseil de 1787 et 1788 fut reprise, et le gouvernement fut sollicité par des Compagnies contre l'Incendie de donner son autorisation à des opérations d'Assurances sur la Vie. Cette autorisation fut donnée à la Compagnie Générale le 22 décembre 1819, après avis du Conseil d'Etat, dont nous extrayons ce passage qui en contient le motif : « Considérant que ce genre de contrat ne peut naître que d'un sentiment généreux et bienveillant qui porte le souscripteur à s'imposer des sacrifices pour assurer aux objets de son affection un bien-être et une aisance dont sa mort pourrait les priver. » L'année suivante, la même autorisation était donnée à la Compagnie Royale (aujourd'hui la Nationale).

Les Compagnies végétèrent tout d'abord au milieu

de l'indifférence générale. Cependant, il s'en fondait : l'Union, le Phénix, l'Impériale, la Caisse paternelle, la Caisse Générale des Familles.

En 1859, une vive réaction se manifesta dans l'esprit public : cette institution, que les nécessités de la civilisation avaient arrachée péniblement du sein d'une législation trop étroite, entra alors dans une période de développement intense qui depuis lors n'a fait que grandir.

Si nous nous reportons aux statistiques publiées en la matière, nous voyons que dans les quinze dernières années, la marche des Compagnies françaises a toujours progressé. Pendant l'année 1908, ces Compagnies ont assuré des capitaux s'élevant à près de 500 millions, exactement 497.469.071 francs ; et l'on peut évaluer à 5 milliards le montant des assurances en cours.

Tel est brièvement exposé l'historique de ce contrat dont il nous reste à établir la légalité par l'examen des quelques dispositions législatives rendues en la matière. C'est d'abord la loi du 5 juin 1850, dont l'article 33 dispose que « tout contrat d'assurance sera rédigé sur papier d'un timbre de dimension », et dont l'article 37 ajoute que « les Compagnies et tous assureurs sur la vie pourront s'affranchir de l'obligation imposée par l'article 33, en contractant avec l'Etat un abonnement de 2 francs par 1.000 francs de total des versements. »

C'est ensuite la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, dont l'article 66 soumet à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement les sociétés d'Assurances sur la Vie, mutuelles ou à primes. C'est encore la loi

du 11 juillet 1868 portant création, sous la garantie de l'Etat, de deux Caisses d'Assurances. C'est, enfin, la loi du 21 juin 1875 relative à divers droits d'enregistrement et soumettant aux droits de mutation par décès « les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus pas l'assureur à raison du décès de l'assuré ».

Il nous faut signaler la loi récente du 17 mars 1905, relative à la surveillance et au contrôle des Sociétés d'Assurances sur la Vie et de toutes les entreprises dans lesquelles intervient la durée de la vie humaine.

Tous ces documents prouvent surabondamment la légalité de ce contrat auquel ni la doctrine, ni la jurisprudence n'ont, d'ailleurs, contesté ce caractère. L'utilité d'une loi sur le contrat d'Assurance sur la Vie n'est niée aujourd'hui par personne et déjà de nombreux pays ont, dans le cours du siècle dernier, devancé la France, en légiférant sur cette importante matière. En France, un projet de loi destiné à régler ce contrat a été déposé par M. Trouillot. Son titre III traite spécialement des Assurances sur la Vie. Ce projet est le résultat des travaux d'une Commission spéciale instituée en 1902 et dont le rapporteur fut M. Lyon-Caen, ancien doyen de la Faculté de Droit de Paris, membre de l'Institut (1).

Avant d'aborder l'étude spéciale que nous nous sommes proposée, il importe de définir le Contrat d'Assurance sur la Vie, d'en étudier la formation et la nature. Quelques notions générales et fort succinctes s'imposent.

(1) Le rapport de M. Lyon-Caen a été déposé le 17 juin 1904. Les rapporteurs spéciaux ont été M. Berr pour les assurances contre l'incendie, M. Lefort pour les assurances sur la vie, M. Lyon-Caen pour les assurances en général.

NOTIONS GÉNÉRALES

SUR LE

CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE

Il est fort difficile de donner une définition complète et précise de l'Assurance sur la Vie ; et la difficulté provient de la variété des combinaisons auxquelles celle-ci se prête. J'emprunte une des meilleures au « Traité élémentaire du Droit civil », de M. Planiol : « L'Assurance sur la Vie est un contrat par lequel l'assureur, moyennant une prime annuelle ou unique, promet à l'assuré ou à ses ayants droit une somme d'argent sous certaines éventualités dépendant de la vie ou de la mort d'un assuré ou d'un tiers ». Ajoutons immédiatement que la somme que devra verser l'assureur peut aussi bien consister en un capital à payer de suite qu'en une rente viagère. Les Assurances sur la Vie, envisagées dans le sens le plus large et d'une façon générale, comprennent toutes les opérations basées sur la durée de la vie humaine.

Ces opérations empruntent des quantités de formes qu'on peut ramener à trois types principaux : l'Assurance en cas de vie, l'Assurance en cas de décès et l'Assurance mixte.

a) L'Assurance en cas de vie est celle qui ne donne

droit aux effets du contrat qu'autant que l'assuré existe à une date fixe. Elle a pour but d'attribuer une somme à l'assuré qui vit encore à une époque déterminée. Si l'assuré meurt avant cette époque, la Compagnie acquerra les primes, sans que les héritiers y aient aucun droit.

b) L'Assurance en cas de décès est celle qui prend pour point de départ des obligations de l'assureur la mort soit de l'assuré lui-même, soit d'un tiers. Ici, l'échéance du capital est indéterminée.

Ce deuxième type d'assurances se prête à des combinaisons multiples :

La plus fréquente est l'assurance vie entière : c'est celle qui est souscrite pour toute la vie de l'assuré ; le bénéfice n'est payable qu'à son décès à quelque époque qu'il se produise. La prime peut être due toute la vie, comme elle peut n'être que temporaire.

Une autre combinaison, c'est l'assurance de survie : celle-ci est soumise à la condition résolutoire de la survie de la personne désignée comme bénéficiaire. Si celle-ci vient à mourir avant l'assuré, l'assurance est résolue et les primes sont acquises à la Compagnie. Le grand avantage qu'offrent ces assurances, c'est que les primes sont moins élevées qu'en cas d'assurances vie entière. Les primes vont en décroissant à mesure que le bénéficiaire avance en âge.

Une autre combinaison, employée surtout par les personnes qui veulent se procurer du crédit, est l'assurance temporaire. L'assuré stipule que, s'il décède pendant un temps de 15 à 20 ans, la Compagnie paiera une somme fixée ; sinon, celle-ci encaisse les primes. Voici comment cette assurance peut servir de moyen

de crédit : l'emprunteur souscrit cette assurance pour la durée du prêt ; et, de cette manière, s'il vient à décéder, le prêteur est certain d'être remboursé immédiatement.

L'Assurance en cas de décès peut être souscrite sur deux têtes. C'est une forme d'assurance qui a lieu surtout entre époux. L'assurance est contractée par les deux époux et stipulée payable au décès du premier mourant.

c) Le troisième type d'assurance, c'est l'Assurance mixte. Elle permet à l'assuré de toucher le capital stipulé, s'il vit au terme fixé, tout en ayant l'avantage de donner au bénéficiaire le montant de l'Assurance en cas de décès prématuré. Quoique dans ces assurances, les primes soient plus élevées que dans les autres, elles jouissent d'une très grande faveur à cause du double avantage qu'elles présentent : elles sont un acte de prévoyance pour le cas de décès de l'assuré ; elles sont un acte d'épargne pour le cas de survie.

Deux combinaisons se greffent sur ce troisième type d'assurance : l'Assurance mixte ordinaire et l'Assurance à terme fixe. Dans cette dernière, le capital n'est jamais payé à l'époque déterminée ; en cas de décès prématuré, les primes ne sont plus versées à la Compagnie.

Tels sont les divers types d'Assurances sur la Vie. Ils ne présentent pas de difficultés. Aussi, dans la suite de notre étude, pour plus de simplification et plus de clarté, nous ne raisonnerons que sur le cas d'Assurance en cas de décès qui est le plus courant, sauf à signaler les particularités que présentent les autres genres d'Assurances sur la Vie au point de vue qui nous

intéresse, si c'est nécessaire. Nous ne jugeons pas utile d'entrer dans d'autres considérations générales qui seraient superflues.

Et nous abordons, sans plus tarder, l'objet même de notre étude.

DU DROIT DE TRANSMISSION

L'Assurance sur la Vie a pour but de couvrir un risque et de mettre à l'abri de ce risque la femme et les enfants de l'assuré. C'était son but primitif. Mais on n'en est pas resté là. On a vu dans l'Assurance sur la Vie non pas seulement la préservation contre un risque, mais une valeur de patrimoine, un bien comme un autre. Et alors est venue aussitôt l'idée de s'en servir comme d'un instrument de crédit, assimilable à un bien quelconque et, dès lors, susceptible de faire l'objet d'une foule d'opérations, susceptible d'être vendu, cédé, donné en nantissement, donné à titre de donation, légué, etc... Et là est le vrai but de l'Assurance sur la Vie, qui est moins la réparation d'un préjudice que la formation d'un capital.

Le risque n'est pas un sinistre produisant un appauvrissement dans le patrimoine : c'est l'arrêt d'une thésaurisation en cours. Et c'est, à notre avis, la grosse différence qui sépare l'Assurance sur la vie des autres branches d'Assurances. Celle-ci, d'une façon générale, est moins un contrat d'indemnisation qu'un procédé d'enrichissement. Il est bon, toutefois, de faire remarquer que le capital assuré peut être, dans certains cas, inférieur au préjudice réellement subi et n'indemnise

pas l'assuré de la perte éprouvée ; dans ce cas, l'assurance ne peut plus être considérée comme un procédé d'enrichissement, mais amène, au contraire, un appauvrissement, une diminution dans la réparation du dommage.

Quoiqu'il en soit, on peut poser comme principe que l'Assurance sur la Vie n'est pas un contrat d'indemnisation. « Elle est, dit fort justement M. Planiol, l'acquisition d'un capital que le défunt n'a pas eu le temps de former. Le décès d'un tiers a été pris comme échéance incertaine de la constitution du capital à former, comme on aurait pu prendre tout autre événement incertain ».

« L'Assurance sur la Vie, dit Conteau, c'est l'escompte des fruits d'un travail futur ou d'une épargne projetée, qui pourront être interrompus par la mort ; c'est la création d'un capital assuré contre les risques de cette mort. Ce capital ne repose que sur la personne même du contractant. Le crédit qu'il peut procurer est donc la réalisation du problème longtemps cherché du crédit personnel. » (1).

Ce caractère spécial de l'Assurance sur la Vie explique toute l'importance que comporte le droit de transmission et qui a fait de cette institution un admirable instrument de crédit.

Cette faculté de transmission a toujours été reconnue. Les Législations étrangères l'admettent universellement. En France, la loi du 11 juillet 1868 (art. 4, parag. 2) a restreint cette faculté par une dérogation

(1) Voir COUTEAU, n° 88. — Voir Pandectes françaises, v° Assurances sur la vie, nos 34, 35, 36 et 50.

flagrante au droit commun. Aux termes de l'article 4 de cette loi, les sommes assurées par la Caisse des Assurances sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de moitié, sans que toutefois la part incessible ou insaisissable puisse descendre au-dessous de 500 francs. Cette disposition est exorbitante. Il n'est ni juste ni raisonnable de priver de la libre disposition d'un capital formé par lui un homme qui s'est montré prévoyant. On a répondu à cette objection que l'assurance prévue par la loi de 1868 constituait une véritable caisse d'épargne dont le produit était destiné à la famille, mais ne pouvait être faite sur la tête d'un tiers. On a dit aussi que cette dérogation au droit commun était motivée par le but tout spécial de la loi. Quoi qu'il en soit, et malgré cette restriction spéciale à un cas déterminé, il reste acquis et de principe que l'assuré a le droit de céder à des tiers le bénéfice de l'Assurance sur la Vie.

C'est là d'ailleurs une faculté dérivant de la nature du contrat. Le bénéfice de l'assurance, en effet, n'est pas destiné d'une façon générale à profiter à l'assuré lui-même ; il est appelé à profiter à un tiers, soit que cette transmission au sens large soit faite par voie d'attribution ou par voie de transmission. Loin de s'opposer à cette faculté de transmission, les polices contiennent souvent une stipulation expresse à ce sujet. On ne voit d'ailleurs pas pourquoi la cession ne pourrait pas être opérée. Toutes les créances sont susceptibles d'être cédées ; or, ici, de quoi s'agit-il, sinon d'une créance contre un tiers, l'assureur. La clause de transmission n'a donc même pas besoin d'être stipulée dans la police ; et alors même qu'elle

ferait défaut, le droit de transmission n'en devrait pas moins être admis sans difficulté.

En général pourtant, les statuts des Compagnies contiennent à cet égard une disposition permettant de rendre l'assurance transmissible.

« Le contractant peut, disent d'ordinaire les polices, s'il a été expressément stipulé dans les conditions manuscrites que la police est faite à son ordre, en transférer la propriété par un endossement régulier, conformément aux articles 137 et 138 du Code de commerce. Tous les cessionnaires successifs ont la même faculté. »

D'ailleurs, on ne saurait trop favoriser cette faculté de transmission. Il n'y a pas de raison pour ne pas assimiler à ce point de vue la police d'assurances aux autres valeurs mobilières. Et on ne voit pas pourquoi on ne reconnaîtrait pas à ce titre la faculté d'être au porteur ou nominatif au choix des parties, transmissible de main en main sans l'observation d'aucune autre formalité, même à l'égard des tiers, s'il est au porteur, transmissible par un simple transfert sur les registres de la Compagnie, s'il est nominatif. Mais n'anticipons pas : nous reprendrons cette idée en son lieu et place, et nous verrons les avantages et les inconvénients qu'elle présente.

Notre étude sera divisée en deux parties : dans la première, nous examinerons quels sont les modes de transmission du Bénéfice de l'Assurance sur la Vie ; dans la seconde, nous étudierons d'abord les effets généraux de cette transmission, et ensuite les effets spéciaux, suivant les modes employés.

PREMIÈRE PARTIE

MODES DE TRANSMISSION DU BÉNÉFICE DE L'ASSURANCE SUR LA VIE

Au début de cette Etude, une première remarque s'impose. Nous avons trouvé qu'il était difficile de traiter des procédés de transmission *stricto sensu* sans parler en même temps des procédés d'attribution, les uns et les autres ayant suivant les cas des effets semblables ou différents et n'étant en réalité que des modalités de la transmission considérée *lato sensu*. Nous comprendrons donc sous le terme générique de transmission pris dans un sens large à la fois et l'attribution et la transmission.

Ceci dit, il importe de savoir quels sont les procédés de transmission du Bénéfice de l'Assurance sur la Vie.

La transmission peut avoir lieu :

Soit par le contrat lui-même, soit par un acte postérieur ;

Soit à titre onéreux, soit à titre gratuit ;

Soit en faveur d'une personne nommément désignée, nettement déterminée, soit au profit de personnes indéterminées, mais déterminables au jour où la

convention recevra effet à leur profit, tels que les héritiers.

Dans certains cas, il y aura attribution ; dans d'autres, il y aura transmission. Et nous verrons le grand intérêt que cette distinction présente au point de vue des effets.

Mais dans tous les cas, la cession n'a lieu qu'autant que les conditions prescrites par les articles 1108 et suivants du Code civil sont remplies.

Il faut donc, pour que la cession soit valable, quatre conditions ; il faut :

1^o Que l'assuré et le bénéficiaire soient capables, de telle sorte que la transmission effectuée par une personne dépourvue de capacité légale est sans valeur ;

2^o Qu'il y ait consentement ;

3^o Qu'il y ait une cause licite ;

4^o Que la transmission ait lieu au profit d'une personne certaine.

L'Etude de ces conditions trouvera tout naturellement sa place dans notre Deuxième Partie, où il est traité précisément des conditions auxquelles la transmission devient définitive.

Retenons seulement ici, pour la définir, la cause licite.

D'après le Code civil, toute obligation doit avoir une cause et cette cause est indispensable à sa validité. La règle est formulée dans l'article 1108-4^o qui exige « une cause licite dans l'obligation ».

Tout d'abord, l'obligation doit avoir une cause. Mais qu'est-ce que la cause ? Dans les contrats synallagmatiques, la cause de l'obligation de chacune des parties est l'obligation de l'autre ; dans les donations,

on ne peut trouver d'autre cause à l'engagement que le motif de l'intention littérale. Or, l'obligation de l'assuré consiste dans le paiement de la prime ; c'est un objet précis et certain. L'obligation du bénéficiaire consiste soit dans le prix convenu, si la transmission est à titre onéreux, soit dans la libéralité, si elle existe à titre gratuit. La police peut, en effet, être transmise à titre onéreux moyennant un prix déterminé : c'est alors une vente. Toutefois, cette hypothèse se présente rarement. Le plus souvent, la police est donnée en paiement ou en garantie à un créancier pour le désintéresser.

La transmission doit, d'autre part, avoir une cause licite. Ainsi, serait nulle la transmission du bénéfice d'une assurance, en garantie du prix de cession d'une maison de jeu ; de même, serait nulle la transmission à titre gratuit du bénéfice d'une assurance à une congrégation non autorisée, ou, plus généralement, à une association non reconnue. Dans les deux cas, la cause, c'est-à-dire l'obligation de l'autre partie, est illicite ; donc, la transmission est nulle.

Nous venons d'énumérer les conditions générales auxquelles la transmission du Bénéfice de l'Assurance sur la Vie est soumise et qui en assurent la validité.

Examinons maintenant quels sont les modes divers mis à la disposition de l'assuré pour transmettre son bénéfice.

Bien des classifications ont été proposées en cette matière. On peut classer les divers modes de transmission, suivant que celle-ci est faite à titre gratuit ou à titre onéreux. La transmission à titre onéreux se subdivise, à son tour, en cas où la police n'est pas payable à

ordre (avenant en pleine propriété ou à titre de garantie, — Cession ordinaire de l'article 1690, — Nantissement de l'article 2075 C. civil ou article 91 C. commerce, — Tradition), et en cas où la police est à ordre (endossement régulier et endossement pignoratif). La transmission à titre gratuit peut être envisagée au moment du contrat ou postérieurement au contrat. A cette classification, nous préférons et nous adoptons celle qui consiste à distinguer les divers modes de transmission suivant que celle-ci est faite par le contrat lui-même ou par un acte postérieur. Et, dans cette deuxième classification, nous ferons rentrer indirectement la première.

A. — *Transmission par le Contrat.*

Le Bénéfice de l'Assurance peut, en premier lieu, être transmis par le contrat lui-même. La créance contre la Compagnie est appliquée directement à la personne gratifiée, c'est-à-dire au bénéficiaire, si la stipulation est faite en faveur d'une personne déterminée. Au cas contraire, c'est-à-dire si la police est faite sans désignation de bénéficiaire, la créance appartient au patrimoine de l'assuré. Dans le premier cas, il y a attribution du bénéfice, par opposition à transmission, c'est-à-dire que le tiers auquel le bénéfice a été attribué par le contrat acquiert un droit propre, un droit qui n'a jamais existé dans le patrimoine de l'assuré. Dans le second cas, il y a attribution au profit de l'assuré, c'est-à-dire pour celui-ci l'acquisition dans son patrimoine d'un droit qui ne pourra jamais plus être attribué à un autre, mais seulement transmis, sauf ce qui sera dit plus loin de l'avenant.

Dans tous les cas, il n'y a qu'une seule opération consistant en ce que l'assuré se fait promettre par l'assureur qu'une somme sera versée à telle personne. Il n'est pas juste, comme l'a fait remarquer M. Bailly, dans un travail fort intéressant d'ailleurs sur la Transmission, de faire une distinction entre les deux cas et de décider que si l'opération est faite au profit de l'assuré ou de ses ayants cause, il n'y a qu'une seule opération entre l'assureur et l'assuré, tandis qu'au cas

où l'opération est faite au profit d'un tiers, il intervient une double opération : une, entre l'assureur et l'assuré, l'autre, entre l'assuré et le bénéficiaire, cette dernière étant une stipulation pour autrui (1). Cette distinction est à rejeter. Il convient de ne voir, dans les deux cas, qu'une seule et même opération.

Au cas où la stipulation est faite sans désignation de bénéficiaire, l'assuré se réserve implicitement, mais nécessairement la faculté de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entend attribuer le bénéfice de l'assurance (2).

Cette transmission par le contrat comporte-t-elle des formes spéciales ?

Evidemment non. Elle participe des formes auxquelles le contrat est soumis dans son ensemble. Point n'est besoin de notification, puisque la Compagnie assureur, en apposant sa signature sur la police, par l'entremise de ses agents, est réputée connaître la personne qui est bénéficiaire du contrat et envers laquelle elle se trouve engagée. Cette notification est encore moins nécessaire quand le bénéficiaire a accepté dans le contrat, ce qui rend la transmission définitive à son égard et irrévocable.

La transmission par le contrat, disions-nous, participe des formes auxquelles le contrat est soumis ? Quelles sont ces formes ?

La formalité d'un acte écrit n'est nullement exigée comme une condition de l'existence de ce contrat. C'est un contrat purement consensuel et l'écriture n'est

(1) BAILLY. Observations sur la transmission du bénéfice de l'assurance sur la vie et sur les clauses relatives à cette transmission.

(2) Cassation, 7 août 1888. SIREY 88.1.27. D. P. 89.1.118.

pas de son essence ; elle n'est que l'instrument destiné à faire la preuve de l'engagement convenu (1).

Dans l'usage, les assurances ne se forment que par un écrit appelé police (2). Les clauses imprimées des polices d'assurance font la loi des parties. Elles sont obligatoires aussi bien que les clauses manuscrites, car elles sont au même titre des conditions valablement proposées, débattues et acceptées par les contractants.

La personne qui s'assure contracte sous l'empire de préoccupations diverses, auxquelles les Compagnies cherchent à donner satisfaction le plus largement possible, en lui permettant de choisir entre diverses combinaisons celle qui répond le mieux au but proposé.

Lorsque l'attribution est faite au profit de l'assuré lui-même sans désignation de bénéficiaire, l'assurance n'intéresse que les deux parties contractantes, l'assureur et l'assuré : et, dans ce cas, pas de difficultés. La forme du contrat est la même que pour les autres contrats synallagmatiques, lesquels sont soumis aux conditions prescrites par l'article 1325 du Code civil. La police, dans ce cas, doit contenir les noms, prénoms, professions et domiciles des parties, l'indication du terme de l'échéance, la fixation des primes, le montant de la somme assurée, l'époque précise où les risques commencent et finissent pour l'assureur, leur étendue et leur nature.

Lorsque, au contraire, l'attribution est faite au profit d'un tiers déterminé, quelle forme emprunte le contrat ? Les combinaisons revêtant le caractère de stipulations

(1) Voir Grenoble, 18 novembre 1850. D. Rép. Ass. Terr. 183. — Colmar, 18 mars 1861. — Grenoble, 19 août 1879. SIREY, 80.2.325.

(2) Conf. Cassation, 5 novembre 1862. SIREY 68.1.147. — Bordeaux, 14 juillet 1873. SIREY 74.2.365.

pour autrui introduisent dans le contrat, soit immédiatement, soit éventuellement, divers éléments étrangers aux deux parties contractantes, et susceptibles de compliquer le mécanisme que nous venons de représenter sous sa forme la plus simple. Le contrat peut être souscrit et attribué dans une pensée de libéralité ou pour lui faciliter l'accomplissement d'un devoir naturel. Ce peut être, au contraire, un acte destiné à garantir l'exécution d'une obligation par lui contractée. La jurisprudence décide, à cet égard, qu'il y a là une pure question de fait à résoudre d'après l'intention du contractant (1).

En tout cas, elle n'a jamais assujéti le contrat d'assurance aux formalités spéciales des actes destinés à effectuer des libéralités par donation entre vifs ou testamentaire (Code civil, article 931 et suiv. ; 937 et suiv.). L'acte sous seing privé est donc suffisant, et l'acceptation expresse du tiers bénéficiaire n'est pas nécessaire pour la validité du contrat (2).

Rien n'empêcherait, d'ailleurs, de dresser les polices d'assurance dans la forme notariée. Cette forme n'est pas usitée en cette matière, malgré les avantages qu'elle présente au point de vue de la sécurité des parties.

La question des formes de la transmission par le contrat est, nous l'avons vu, des plus simples, qu'il s'agisse d'une attribution au profit de l'assuré ou au profit d'un tiers déterminé.

Ce qu'il importe de dégager, c'est la nature du contrat

(1) Voir Dijon, 3 avril 1874. D. 78.2.18. — Rouen, 27 juillet 1875 D. 76.2.182. — Amiens, 26 avril 1888. D. 90.1.383.

(2) Voir Mâcon, 12 juillet 1899. D. 01.2.309.

désignant un bénéficiaire dès le moment de sa formation. Cette question présente un intérêt primordial au point de vue des effets du contrat.

Le contrat d'Assurance sur la Vie qui contient attribution du Bénéfice de l'Assurance à une personne déterminée, constitue une stipulation pour autrui jointe à une stipulation pour soi-même dans les conditions de l'article 1121 du Code civil, soit en raison de ce que le profit matériel de l'assurance peut, dans certaines éventualités, revenir au stipulant, soit en raison de ce que le profit moral résultant pour lui des avantages faits à un bénéficiaire de son choix lui donne un intérêt personnel dans la convention. C'est un principe aujourd'hui unanimement admis par la Jurisprudence et une grande partie de la doctrine, que l'attribution à un tiers déterminé du Bénéfice d'une Assurance sur la Vie constitue une stipulation pour autrui régie par l'article 1121 Code civil (1).

En conséquence, le tiers bénéficiaire acquiert immédiatement, par le fait même de la stipulation, un droit au capital assuré, droit que la Jurisprudence qualifie de direct et personnel.

L'application que fait la Jurisprudence du principe de l'article 1121 du Code civil en cette matière écarte toute idée de contrat entre le stipulant et le bénéficiaire venant s'ajouter au contrat primitif entre l'assureur et l'assuré. « Le droit du tiers, dit fort justement M. Planiol, ne dérive pas d'un contrat fait par lui avec le promettant ; il n'y a pas deux contrats successifs, mais un seul, celui qui a été conclu entre le promettant

(1) Notamment Cassation, 29 juin 1896 ; Paris, 22 juin 1898 D. 98.2.374. — DUPUICH, note 7, n° 14.

et le stipulant. C'est de ce contrat que naît directement l'action ouverte au tiers, et tout ce qu'on lui demande, c'est de ratifier l'acte qui a été fait à son intention par une personne qui n'était point son mandataire » (1).

L'acceptation du bénéficiaire n'est pas nécessaire pour l'acquisition du droit résultant d'une stipulation pour autrui. Elle pourra intervenir valablement après la faillite ou la liquidation judiciaire (2) du stipulant ou même après sa mort.

(1) PLANIOL. *Traité élémentaire de Droit Civil*, tome II, n. 1251 — Voir *contra* plus haut, BAILLY.

(2) Poitiers, 12 février 1906. *Rec. Périod. d'assur.* 06.184.

B. — *Transmission par un acte postérieur.*

L'assuré a le choix entre divers procédés de désignation d'un bénéficiaire, postérieurement au contrat, et la Jurisprudence en distingue nettement les effets. Tous les modes de transmission autorisés par la loi sont propres à être mis en pratique pour le Bénéfice de l'Assurance sur la Vie.

Le droit au capital assuré, la créance contre la Compagnie d'Assurances comme toute créance peut être cédée, donnée en garantie, donnée à titre de donation, léguée, suivant les formes diverses mises à sa disposition par la loi.

Il importe de distinguer nettement, au seuil de cette étude, les procédés de transmission qui opèrent attribution et ceux qui opèrent transmission. La différence consiste en ce que le tiers auquel le bénéfice a été, non pas attribué par la police ou l'acte équivalent, mais transmis par un acte de disposition ultérieure, n'a aucun droit propre et direct au capital assuré. Il acquiert le droit transmis tel qu'il figurait dans le patrimoine du disposant, et affecté de toutes les charges que lui a values le passage dans ce patrimoine. Il en est autrement si le bénéfice lui en a été attribué : il acquiert un droit propre, en vertu de la stipulation faite à son profit. Cette distinction a un intérêt fondamental au point de vue des effets : et je ne la signale, ici, dans cette partie qui traite des formes de la trans-

mission, que pour mettre en lumière l'intérêt qui s'attache au choix de ces formes.

Les procédés de transmission sont : le transport-cession, l'endossement et la transmission en forme quasi-testamentaire. Les procédés d'attribution sont : l'avenant et la déclaration unilatérale de volonté de la part de l'assuré.

Il importe, pour l'étude spéciale que nous allons faire des formes de transmission, d'adopter une autre classification. Dans un premier chapitre, nous passerons en revue les divers procédés de transmission à titre onéreux, c'est-à-dire transmission suivant le droit civil (Avenant ; cession de l'article 1690) ; transmission suivant le droit commercial (endossement régulier) ; nantissement (avenant, article 2075 Code civ. ; art. 91, Code com., endossement pignoratif) ; tradition.

Dans un deuxième chapitre, nous passerons en revue les divers procédés de transmission à titre gratuit. (Donation, sous toutes ses formes ; Testament).

Cette classification, comme toutes les classifications d'ailleurs, n'est pas d'un rigorisme absolu ; elle ne vaut que comme mode de classement et qu'en tant qu'elle permet de donner un cadre à des éléments divers. On verra, en effet, que certaines modes de transmission à titre onéreux, tels que l'avenant, la cession-transport et, pour certains même, l'endossement, peuvent servir à réaliser des transmissions à titre gratuit. Toute classification, quelle qu'elle soit, est défectueuse ; mais telle qu'elle est, elle est nécessaire.

CHAPITRE PREMIER

MODES DE TRANSMISSION A TITRE ONÉREUX

SECTION PREMIÈRE

Modes de transmission suivant le Droit civil.

Nous n'étudierons, dans ce paragraphe que l'avenant et la cession de l'article 1690 en tant qu'ils opèrent transmission en pleine propriété du Bénéfice de l'assurance et seulement au point de vue de la forme.

I. — L'AVENANT

L'avenant est une convention qui advient entre l'assureur et l'assuré pour modifier ou compléter, d'un commun accord, les conventions primitives du contrat. L'avenant n'est pas autre chose qu'une modification apportée au contrat primitif, conçue dans les formes mêmes de cette convention primordiale et à laquelle, dès lors, concourent toutes les parties intéressées, l'assureur comme l'assuré. Cet avenant vaut par lui-même, abstraction faite de toutes les formalités édictées par les articles 1690 et 2075 du Code civil ;

une signification se concevrait d'autant moins que l'assureur, partie principale, intervient lui-même au contrat (1).

L'avenant est, d'après M. Dumaine, auquel nous empruntons cette définition « un acte qui intervient entre les Compagnies d'Assurances et le souscripteur d'une police pour modifier la convention ou en expliquer les termes. »

La rédaction d'un avenant suppose absolument l'intervention de l'assureur.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que si la Compagnie n'est pas tenue de souscrire l'avenant et que si elle peut s'y refuser à raison des modifications proposées, la personne qui a signé la police peut, seule, solliciter et signer l'avenant ; dans le cas contraire, si le bénéficiaire est intervenu à la police et a accepté, comme dans le cas d'une assurance de garantie, son consentement est rigoureusement nécessaire pour la délivrance de l'avenant.

La rédaction d'un avenant comporte-t-elle des formes spéciales ? Nullement. Le plus fréquemment, l'avenant est rédigé sur une feuille distincte de la police, laquelle reste aux mains de l'assuré. L'avenant fait corps avec la police qui est considérée avoir été contractée à l'origine telle qu'elle est modifiée par l'avenant. Cependant, dans certains cas, il peut y avoir de graves inconvénients à laisser à l'assuré la police et l'avenant en même temps. Ainsi, lorsqu'un avenant attribue le bénéfice de l'assurance à titre de garantie à un tiers

(1) Cassation, 15 janvier 1888. D. P. 88.1.77. S. 88.1.121. — Amiens, 26 avril 1888 ; Amiens, 31 janvier 1889 ; Besançon, 30 avril 1902 ; Seine, 29 janvier 1900 ; Paris, 2 juillet 1896.

créancier, la Compagnie ne peut pas en même temps laisser aux mains de l'assuré la police primitive souscrite au profit de ses héritiers. Elle serait exposée à payer deux fois, au cas où un assuré peu scrupuleux transférerait la police à un tiers, sans mentionner l'avenant (1).

Ce mode de transmission offre des avantages multiples : il procure un titre nouveau corrigeant le contrat primitif et précisant les engagements réciproques ; il supprime toute idée de fraude, puisqu'il est fait d'accord entre l'assuré et l'assureur, tiers absolument désintéressé. De plus, à raison de sa nature spéciale, il produit des effets spéciaux très remarquables et que nous étudierons à leur place.

Contentons-nous, pour le moment, de fixer la nature de ce contrat. Quelle est-elle ? L'avenant ne constitue ni une novation par changement de créancier, ni une cession de créance ; c'est une modification au contrat primitif, attribuant au bénéficiaire désigné le Bénéfice de l'Assurance comme le lui aurait attribué pareille stipulation dans la police originale, l'assuré étant censé n'avoir jamais eu aucun droit au Bénéfice de l'Assurance.

Pendant longtemps, on considéra l'avenant substituant un bénéficiaire à un autre comme une cession de créance régie par les articles 1690 et 2075 du Code civil dont la portée, en matière de cession, semblait être générale. Cette théorie inspira de nombreux arrêts et jugements. Citons seulement ceux de Douai, 9 juin 1886 (Rép. Defrenois 886, p. 749), et de Rennes, 23 juin 1873 (D. 79.2.155). Les auteurs qui soutenaient

(1) DUBOIS. *Du bénéfice de l'assurance sur la vie*, p. 53.

cette théorie se basaient sur cette idée, manifestement erronée, qu'il existe deux contrats distincts : le premier conclu entre l'assureur et l'assuré, et le second constituant une cession par l'assuré au bénéficiaire de la créance acquise par la première opération. Cette théorie est, d'ailleurs, abandonnée aujourd'hui et rejetée par la Jurisprudence.

L'avenant n'est pas une cession de créance ; en effet que se passe-t-il en cas d'avenant ? Lorsqu'un assuré, après avoir signé une police d'Assurance sur la Vie et avoir attribué le capital exigible à un tiers, en donne le bénéfice à une autre personne par un avenant qu'ont accepté toutes les parties, notamment la Compagnie d'Assurances, le contrat primitif est modifié dans un seul de ses éléments. Qu'y a-t-il de changé ? L'objet du contrat est identique ; le stipulant et le promettant restent tenus de la même façon ; seul, le bénéficiaire est changé.

Puisque nous dénions à l'avenant le caractère de cession de créance, nous ne pouvons lui en attribuer les effets. Du fait que la désignation d'un bénéficiaire faite par avenant produit les mêmes effets que si elle était contenue dans la police et ne constitue pas une cession de créance, nous tirons les conséquences suivantes, à savoir : 1^o Au point de vue de la forme, l'avenant n'est pas soumis aux formalités de signification et d'acceptation prescrites par les articles 1690 et 2.075 C. c., pour le transport des créances ;

2^o Au point de vue de ses effets, l'avenant ne contient pas une donation du capital assuré ; il contient seulement donation des primes ; le bénéfice en est censé avoir toujours appartenu aux tiers désignés par

l'assuré. L'avenant produisant le même effet que la clause attributive contenue dans la police, le Bénéfice de l'Assurance échappe en pareil cas à la réclamation soit des créanciers, soit des héritiers de l'assuré. ; [§] 3^o Au point de vue de la capacité, l'avenant ne réalisant pas une cession du bénéfice, l'assuré n'a pas besoin d'avoir la capacité de céder. La capacité de s'assurer lui suffit pour réaliser un avenant. Et nous verrons que la capacité de transmission n'est pas la même que la capacité de s'assurer.

Les nullités édictées par les articles 446 et 447 C. com. ne sont donc pas applicables. La capacité du bénéficiaire doit s'apprécier au jour du contrat d'assurance.

L'avenant constitue-t-il une novation par changement de créancier ? L'avenant n'est pas non plus une novation par changement de créancier, bien qu'on puisse, à certains égards, l'en rapprocher. La novation par changement de créancier, dans les termes du § 3 de l'article 1271 du Code civil, existe lorsqu'il y a substitution d'un engagement à un autre, ou d'un créancier nouveau à un créancier primitif. En cas d'avenant passé pour donner à une personne le bénéfice dont une autre avait été, jadis, gratifiée, on retrouve certainement les éléments exigés pour l'existence de la novation et servant à distinguer celle-ci de la cession de la créance : l'arrivée d'une obligation nouvelle, le remplacement d'une obligation par une autre, et le consentement du débiteur en la personne de la Compagnie d'Assurances. L'avenant disposant qu'un bénéficiaire recueillera le profit de l'assurance au lieu et place d'un autre bénéficiaire porté au contrat primitif implique que les parties ont voulu donner à la convention nouvelle un effet novatoire.]

C'est en vertu de ces principes et de cette assimilation que la Cour de Paris, dans un arrêt du 18 juillet 1884, proclame que l'avenant intervenu dans ces conditions constituait non pas une cession de créance, mais une novation par changement de créancier.

Nous ne nierons pas qu'il y ait, à beaucoup de points de vue, un rapprochement entre l'avenant et la novation par changement de créancier. Mais l'effet novatoire de l'avenant a de tous autres effets que celui reconnu à la novation. L'avenant est une modification au contrat primitif, qui rétroagit à la date même de ce contrat et est réputé avoir été fait à l'époque du contrat primitif ; il fait corps avec la police et ne fait qu'un avec elle. Au contraire, dans la novation, il y a deux contrats successifs, l'un remplaçant l'autre ; le deuxième contrat novatoire prend date à l'époque où il est réellement passé. Et de là, découlent des conséquences nombreuses. C'est grâce à cette fiction de la rétroactivité de l'avenant qu'on est arrivé à le rendre valable dans des circonstances comme celle de la faillite où il semblait bien que l'assuré failli n'eut plus aucun pouvoir de disposition. C'est ce caractère même de l'avenant, ce sont les particularités du contrat d'Assurance sur la Vie qui nous empêchent d'assimiler l'avenant à une novation par changement de créancier.

II. — CESSIION DE L'ARTICLE 1690.

A l'avenant, mode d'attribution du bénéfice de la police, il convient d'opposer le transport-cession, mode de transmission du droit commun.

Tout assuré peut, sans l'intervention de la Compa-

gnie d'Assurances, céder à un tiers le bénéfice de sa police au moyen de l'article 1690, C. C., comme il peut céder toute créance d'une autre nature.

Quelles sont les formalités exigées pour cette transmission de droit commun ?

Entre les parties, il n'est pas besoin de formalités spéciales. Il suffit qu'il y ait consentement des contractants et remise de la police au cessionnaire ; il ne s'agit, en effet, ici, que de la cession d'un titre incorporel. Vis-à-vis des tiers, par application de l'article 1690 C. C., une créance n'est valablement cédée qu'autant qu'elle a été signifiée ou acceptée par le débiteur dans un acte authentique.

Les prescriptions de l'article 1690 du Code civil sont applicables en matière d'assurances sur la vie. Il sera donc nécessaire, si l'on recourt à ce procédé, que la cession soit signifiée à la Compagnie d'Assurances ou acceptée par elle dans un acte authentique. Cette signification de la cession à la Compagnie n'a d'autre but que de procurer à cette dernière la certitude qu'elle n'aura pas à payer à d'autres personnes. Cette crainte est d'ailleurs superflue, puisque dans la pratique la Compagnie ne consentira à verser que sur le vu du titre qui nécessairement ne se trouvera qu'entre les mains d'une seule personne. Les conséquences de ces principes sont faciles à tirer : si le versement est fait avant la signification, la Compagnie est valablement libérée ; au cas contraire, c'est-à-dire si la signification est faite, elle ne se libérera qu'en payant entre les mains du cessionnaire envers qui elle est désormais tenue. La simple tradition du titre n'aura d'effet qu'entre l'assuré et le bénéficiaire. Seule, la signification lie les tiers, c'est-à-dire les Compagnies.

En résumé, un contrat d'assurances qui revêt la forme civile, c'est-à-dire qui n'est pas négociable par voie d'endossement et ne contient pas la clause de transmissibilité à l'ordre du souscripteur, ne peut être transmis valablement que moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 1690 et suivants : cession par acte public ou privé, signification de la cession à la Compagnie ou son acceptation par acte authentique.

La Cour de Paris, en présence d'une clause mentionnant que le transfert sur le titre suffit à l'égard de la Compagnie, mais qu'à l'égard des tiers la loi indique d'autres formalités, a décidé que cette disposition ne constitue pas dans ses termes une stipulation faite au profit de tiers, qu'elle ne contient qu'une simple indication derrière laquelle la Compagnie a entendu en toute hypothèse abriter sa responsabilité, mais sans vouloir, par une contradiction qui serait inexplicable, anéantir dans ses conséquences légales les autres dispositions du même article. (1).

Il n'est pas inutile de faire remarquer qu'en cas de déclaration de faillite du cédant, la formalité de la signification doit être accomplie en temps utile pour que la cession soit opposable à la masse des créanciers (2).

En quoi la cession de la police se distingue-t-elle de la novation ?

Il y a lieu de bien distinguer ces deux opérations, et cela à deux points de vue ; la novation de créance exige : un engagement nouveau destiné à en remplacer

(1) Paris, 2 avril 1879. DALLOZ, 79.2.130. J. g. d. a. t. 2.589.

(2) Dijon, 13 janvier 1890. DALLOZ 90.1.73.

un autre plus ancien, et le consentement du débiteur. Au contraire, lorsqu'une police, une créance est cédée, l'obligation ne subit aucune modification, elle reste la même ; l'assentiment n'est pas imposé ; comme c'est l'ancienne créance qui survit, le débiteur n'a pas besoin d'être consulté.

La cession de l'article 1690 diffère aussi de l'avenant à beaucoup de points de vue que nous examinerons plus loin : contentons-nous de signaler ici que la cession ne procure au cessionnaire qu'une créance éventuelle, tandis que l'avenant attribue au gratifié le bénéfice même de l'assurance.

SECTION II

Mode de Transmission suivant le Droit commercial ou Endossement régulier.

1^o *Observations générales.*

La police peut être à ordre. C'est là une clause d'un usage fréquent, dont tous les auteurs reconnaissent la légalité et qui a pour elle l'approbation de la Jurisprudence.

On a contesté à la police d'assurance le droit d'être stipulée à ordre, sous le prétexte fallacieux qu'il n'existe aucune analogie entre l'assurance sur la vie et les contrats susceptibles de revêtir la forme d'un effet à ordre.

Cette opinion est aujourd'hui abandonnée ; et il est unanimement reconnu que la police d'assurance sur la vie peut emprunter la forme de l'endossement. Ce mode de transmission est trop avantageux pour qu'on l'ait restreint à la seule lettre de change ; et puisqu'on l'a étendu aux chèques, aux warrants, aux connaissements, aux actions et obligations d'entreprises civiles, il n'y a pas de raison pour ne pas appliquer aux contrats d'assurance sur la vie un mode de transmission qui facilite tant les transactions.

Le projet de loi élaboré par la Commission Extra-parlementaire prévoit, dans ses articles 18 et 52, la faculté pour les polices d'assurances-vie d'être à ordre.

L'article 52 du projet dit expressément : « La police

d'Assurances sur la Vie peut être à ordre. Elle ne peut être au porteur. L'endossement d'une police d'Assurance sur la Vie à ordre doit, à peine de nullité, être daté, indiquer le nom du bénéficiaire de l'endossement et être signé de l'endosseur. L'indication de la valeur fournie n'est pas exigée. L'endossement n'est opposable à l'assureur qu'autant qu'il a été porté à sa connaissance par lettre recommandée ou que l'assureur a reconnu par écrit le porteur comme bénéficiaire de la police. »

La faculté d'endosser un titre est la conséquence naturelle et nécessaire de la clause à ordre. Tout titre qui renferme la clause à ordre est cessible par endossement ; cette cessibilité en forme un des attributs essentiels ; elle s'identifie avec le titre comme avec la clause à ordre d'où elle découle.

La clause à ordre doit être nettement stipulée ; il convient toutefois de faire remarquer que les mots « à ordre » ne sont point sacramentels et que les parties peuvent exprimer autrement leur intention, pourvu que celle-ci ne soit pas douteuse. Il ne faut pas oublier que la loi est très formaliste, et que, dans les cas où la clause à ordre est permise, elle ne peut être sous-entendue. Par conséquent, un titre ne contenant pas la clause à ordre ne peut se transmettre qu'en observant les formalités de l'article 1690 (1), à moins qu'il ne soit au porteur.

Il est donc certain, en résumé, que la transmission par la voie de l'endossement est valable. Mais, pour ce, la police doit formellement et nécessairement stipuler

(1) Trib. Civil Seine, 27 juin 1892. *Le Droit*, 3 août 1892. — Cassation, 12 janvier 1897. D. P. 47.1.60.

que le contrat est transmissible par endossement. L'absence de disposition à cet égard rendrait le droit commun applicable.

2^o Avantages et inconvénients de ce mode de transmission.

Ce mode de transmission présente des inconvénients qu'il convient de signaler. Tout d'abord, l'endossement des polices est plein de dangers ; il demande, pour être régulier, certaines conditions de rédaction qui ne sont pas toujours bien observées. Ce n'est pas un mode de transmission aussi rapide qu'on pourrait le supposer. En effet, les Compagnies qui admettent que leurs polices soient transmissibles par endossement ont l'habitude de stipuler, dans les conditions même de celles-ci, que le bénéficiaire par endossement n'aura, à son tour, la faculté d'endosser qu'à la condition que cet endossement soit approuvé par la personne sur la vie de laquelle l'assurance repose. De cette façon, dans les cas où il y a des endos successifs, l'exigence des Compagnies fait perdre à ce mode de transmission tout l'avantage qu'il comporte.

Ce mode de transmission a, de plus, un champ moins large que la cession de l'article 1690 et que l'avenant. La transmission à titre gratuit, — d'après certains seulement, d'ailleurs, — ne peut se faire par endossement. En effet, dit-on, un titre n'est cessible de cette façon qu'autant qu'il y a indication de la valeur fournie, c'est là une condition essentielle. Or, en pareil cas, il n'y a pas de valeur fournie.

Si l'endossement a les inconvénients que nous venons de signaler, il a, par contre, des avantages considérables qui en font un procédé de transmission

fort recherché. La faculté d'endossement a le grand avantage de donner au souscripteur le moyen de transférer à une tierce personne le Bénéfice de l'Assurance sans révélation de la transmission, sans frais, sans perception d'aucun droit fiscal. D'autres parts, l'endossement affranchit le cessionnaire de toutes les fins de non-recevoir opposables au cédant ; il soumet de plein droit le cédant non pas seulement à la garantie de l'existence du droit, mais aussi à la garantie de la solvabilité du débiteur. à la garantie du paiement effectif lors de l'échéance.

En raison de tous ces avantages, les Compagnies ne refusent pas de créer des polices transférables par endos. Voici comment s'expriment habituellement les polices à cet égard :

« Le contractant peut, s'il a été expressément stipulé dans les conditions manuscrites que la police est faite à son ordre, en transférer la propriété par un endossement régulier, conformément aux articles 137 et 138, C. comm. Le bénéficiaire par endossement a la même faculté ; mais, tout endossement est nul, s'il n'est approuvé par la personne sur la vie de laquelle l'assurance repose. » L'insertion de cette dernière clause est de trop ; il est loisible aux Compagnies de la supprimer.

L'insertion de la clause à ordre ne rend en rien le contrat assimilable à une lettre de change, parce que dans la création d'un titre à ordre, ce qui est emprunté à la lettre de change, ce n'est pas sa nature spéciale, ni les particularités inhérentes à son caractère, mais uniquement sa forme à ordre.

3^o Où est insérée la clause à ordre ?

La clause à ordre peut être insérée aussi bien dans les articles imprimées que dans les dispositions manuscrites ; que les conditions générales des polices contiennent ou non un article qui autorise sans restriction le transfert par endossement, il sera toujours prudent, pour prévenir toute discussion, d'exprimer en termes formels l'intention des parties, d'insérer la clause à ordre dans les conditions manuscrites de la police. Et nous estimons qu'une Compagnie, qui a délivré une police dont les conditions générales autorisent l'endossement et dans les conditions manuscrites de laquelle ne figure pas la clause à ordre, serait mal venue à contester la validité de l'endossement en faisant valoir que les conditions manuscrites qui ont été rédigées par elles ne contiennent pas la clause à ordre. Par contre, les tires, notamment les créanciers opposants d'un endosseur, en conflit avec le porteur, qui, sur le fondement de l'article 149 C. comm. contesterait la validité des saisies-arrêts pratiquées par eux, risqueraient fort d'être déboutés de leur demande et de s'entendre dire que la clause était à ordre. (Trib. Comm., Seine, 9 janvier 1893. Recueil périod. des Assurances, 93, 240) (1).

Ajoutons aussi qu'une police d'Assurance sur la Vie ne peut être réputée à ordre et transmissible par voie d'endossement, lorsque les conditions de transfert stipulées dans la police ne reproduisent qu'incomplètement les éléments de l'endossement légal (2).

(1) Voir sur cette question M. DUBOIS, *Du bénéfice de l'assurance sur la vie*, p. 51 ; et BAILLY, *Rec. Périod. des assurances*, 1893, p. 318.

(2) Cassation, 4 mars 1857. *Journ. Assur.*, 1858, p. 84.

4^o *Quels articles du Code régissent l'Endossement de la Police ?*

L'Endossement de la Police est régi par les articles 137 et suivants du Code de commerce. La police à ordre est transférée *erga omnes* par un endossement régulier et conforme aux prescriptions des articles précités.

L'arrêt de la Cour de Paris du 2 avril 1879 déclare, en termes formels qu'au cas d'endos, l'assuré qui veut céder le Bénéfice de son Assurance est dispensé de l'accomplissement des formalités de l'article 1690 C. c., et que le cessionnaire est, par le seul fait de l'endossement, investi à l'égard de tous du droit de réclamer le capital, objet de l'assurance (1).

Il a été jugé, toutefois, en sens contraire, que la cession par voie d'endossement d'une police d'Assurance sur la Vie est nulle à l'égard des tiers, qu'elle est un contrat purement civil qui ne peut être valable que par l'art. 1690. (Seine, 17 décembre 1855) (2).

Ce dernier arrêt est contraire à toute la Jurisprudence, et je ne le signale que comme une exception à la règle. La Jurisprudence est aujourd'hui unanime pour déclarer valable la transmission au moyen d'un endossement de la police d'assurance payable à ordre (3).

Quelles sont les formalités exigées par l'art. 137 ? Il n'est pas nécessaire que l'endos soit écrit par l'endosseur, s'il a été lu, approuvé et signé par lui (3). Mais :

a) L'endossement doit être daté ; le défaut de date

(1) Dans le même sens, Lyon, 16 juillet 1885. *Journal Assurances*, 1886, p. 14.

(2) *Journal Assurances*, 1856, p. 88.

(3) Montpellier, 7 mai 1900. D. 04.2.169.

constitue une cause de nullité (1). L'endossement en pareil cas serait nul en tant qu'acte translatif de propriété, et ne vaudrait que comme procuration (Comm., 138). Toutefois, la présomption ainsi établie par cet article est susceptible d'être combattue par la preuve contraire et des faits particuliers, comme une correspondance échangée entre les parties pouvant faire écarter l'hypothèse du mandat et impliquer une constitution de gage (2). Certains tribunaux admettent que la date inexacte ne constitue pas une cause de nullité lorsqu'il n'y a pas eu fraude (Cassation, 21 décembre 1864, D. P. 65.1.30 ; Cour Paris, 20 juillet 1889, Ledoyen).

b) L'endossement, en second lieu, doit indiquer le nom de la personne à l'ordre de qui il a lieu. La remise d'une police d'assurance endossée en blanc n'opère pas le transfert de la police. (Bruxelles, 2 août 1866). L'endossement en blanc admis pour les autres assurances (Article 18, 2^e alinéa du projet de loi sur les Assur.), n'est pas possible en matière d'Assurances sur la Vie.

L'article 52 (2^e alinéa) du projet de loi exige que l'endossement contienne toujours le nom du bénéficiaire. Une question se pose au cas où l'assurance est contractée sur la vie d'un tiers ; le consentement de celui-ci est-il nécessaire, lorsque la cession est consentie au cours de l'assurance ?

Les avis sont partagés. Certaines Compagnies (l'*Urbaine*, la *Nationale*, la *Générale*) déclarent que l'endossement est nul, s'il n'est pas approuvé par la

(1) Lyon, 2 avril 1901. D. 04.2.169.

(2) Paris, 20 février 1894. D. 94.2.401.

personne sur la vie de laquelle repose l'assurance. C'est aussi l'avis de M. Vibert. Il est préférable de dire avec M. Herbault que, lors de la formation du contrat, un droit de créance est né au profit du contractant, que ce droit est sa propriété, et qu'à moins de clause contraire, il doit pouvoir en disposer librement. Le cédant, d'ailleurs, a pu sans le consentement du tiers contracter une assurance en cas de décès sur sa tête ; il n'y a aucune raison pour en décider autrement en cas de cession.

c) L'endossement doit-il, en troisième lieu, indiquer la valeur fournie ? La plupart des arrêts décident que l'endossement d'une police d'assurance doit, pour être régulier, mentionner la valeur fournie ; à défaut de cette mention, l'endossement serait irrégulier et ne vaudrait que comme procuration (1). Toutefois, d'après ces mêmes arrêts, le cessionnaire de la police est admis à prouver, à l'égard de son cédant, et même à l'égard de la faillite de celui-ci, que la cession de la police lui a été faite soit à titre de propriété, soit à titre de gage, contre valeur fournie par lui (2).

Si la valeur fournie n'est pas énoncée, le porteur est donc autorisé à prouver la réalité d'une valeur fournie ; la preuve en est recevable *erga omnes*, disent certains arrêts (3) ; elle n'en est autorisée que contre l'endosseur et ses ayants cause, dit la Cour de Cassation (4).

(1) Dijon, 3 avril 1874 ; Paris, 13 décembre 1871 ; Lyon, 8 février 1884 ; Lyon, 3 avril 1889.

(2) *Journal des Assurés*, 1884, p. 273.

(3) Paris, 25 novembre 1889. D. 90.2.349. — Paris, 20 février 1894. D. 94.2.401. — Trib. Seine, 27 octobre 1896. *Rec. Pér. d'Assur.* 97.173.

(4) Cassation, 17 août 1881. D. 82.1.340. — Cassation, 12 nov. 1890. D. 91.1.408.

La preuve doit être censée faite, et le porteur doit être réputé tenir la police, non à titre de nantissement, de mandat, ou à tout autre titre précaire, mais bien comme propriétaire, s'il justifie avoir payé à l'assureur toutes les primes échues depuis la souscription de la police jusqu'au décès de l'assuré, alors d'ailleurs qu'il n'existe entre la valeur de la police et le montant des primes payées aucun écart choquant (1).

Il n'est pas nécessaire que la valeur fournie soit égale à la valeur de l'effet endossé. Elle peut être moindre, notamment si le paiement de cet effet présente un risque. Or, ce risque est certain quand la créance cédée est aléatoire. Et la valeur d'une police d'Assurance sur la Vie cédée par voie d'endossement n'est pas égale au montant du capital assuré, mais seulement à la valeur de rachat qu'avait la police au moment de la transmission. Il en est ainsi, alors surtout que cette cession comporte obligation, pour le cessionnaire, de continuer le paiement des primes (2).

L'assureur qui, malgré l'irrégularité de l'endossement, paie de bonne foi avant la déclaration de faillite du souscripteur le montant du capital assuré entre les mains du porteur de la police, fait un paiement valable et libératoire (3). Il a été jugé, par application des mêmes principes, que la mention : valeur reçue comptant, insérée dans un endossement, constitue un endos régulièrement causé ; que l'on ne peut arguer de fausseté la cause ainsi mentionnée que tout autant

(1) Montpellier, 7 mai 1900. D. 04.2.169.

(2) Montpellier, 7 mai 1900. D. 04.2.169.

(3) Paris, 13 décembre 1876. D. P. 78.2.18. — Dijon, 3 avril 1874. S. 76.2.319. — Lyon, 8 février 1884. *Rec. Périod. Assur.* 85.606.

qu'il existe un commencement de preuve par écrit ; et que la substitution des mots : valeur reçue comptant, au mot : valeur en compte, ne constitue pas une antidate, laquelle, d'ailleurs, serait sans effet, si elle avait été faite sans fraude à l'égard des tiers (1).

En résumé, l'endossement doit indiquer la valeur fournie, au moins par des équivalents. Un endossement irrégulier comme ne contenant pas l'indication de la valeur fournie n'a, aux termes de l'article 138 (Comm.), que la valeur d'une simple procuration. Mais la présomption établie par l'article 138 (Comm.) est susceptible d'être combattue par la preuve contraire (2).

On peut se demander s'il y a vraiment lieu d'appliquer aux polices à ordre les art. 137 et 138 du Code de commerce, qui déterminent les mentions à insérer dans l'endossement d'une lettre de change et adoptent une présomption d'après laquelle l'endossement qui ne contient pas toutes ces dispositions ne vaut que comme procuration. Cette présomption est généralement critiquée comme étant trop formaliste et pouvant être contraire à l'intention des parties. Et c'est à juste titre que dans le rapport qu'il a adressé au Ministre du Commerce au nom de la Commission chargée d'élaborer un projet de loi sur les assurances, M. Lyon-Caen estime que l'indication de la valeur fournie n'est pas plus nécessaire dans les polices d'Assurances sur la Vie que dans les autres polices. Cette mention est généralement considérée comme ne se justifiant par aucune raison pour l'endossement des lettres de change et des billets à ordre où elle est exigée (art. 137 et 138 C. comm.)

(1) Paris, 20 juillet 1889.

(2) Paris, 20 février 1894. *Journ. Assur.* 1894, 242.

En effet, une obligation est valable, bien que l'écrit qui la constate n'en mentionne pas la cause (C. civil, art. 1132). Pour justifier les dispositions de l'article 110, on a dit notamment que, par là, on voulait protéger le tireur et faire en sorte qu'il ne se dessaisit pas imprudemment de la traite avant d'en avoir reçu la valeur au profit d'un preneur qui la négocie et qui est ensuite déclaré en faillite. Mais il n'y a pas là une protection sérieuse ; si le tireur a confiance dans le preneur, il ne craindra pas d'indiquer dans la lettre de change, comme reçue, une valeur qui ne lui a pas été réellement fournie. Aussi la plupart des lois étrangères n'exigent-elles pas l'indication de la valeur fournie. (1) Le même raisonnement s'applique, à plus forte raison, à l'endossement des Polices d'Assurances sur la Vie.

L'article 52 du projet de loi élaboré par M. Lyon-Caen résoud la difficulté en mentionnant expressément que « l'indication de la valeur fournie n'est pas exigée ». Un arrêt de la Cour de Lyon du 2 avril 1901 porte que la nécessité de l'indication de la valeur fournie n'est pas exigée (2).

Le même article 52 du projet exige pour la validité de l'endossement des polices une condition qui jusqu'ici n'était pas exigible. Estimant qu'il importe que l'assureur connaisse la personne au profit de laquelle l'endossement est fait et qui, comme porteur de la police, a le droit de toucher la somme assurée, l'article 52 porte que « l'endossement n'est opposable à l'assureur que lorsqu'il a été porté à sa connaissance par une lettre recommandée ou que l'assureur a reconnu

(1) LYON-CAEN et RENAULT. *Manuel de Droit Commercial*, p. 411.

(2) Lyon, 2 avril 1901. D. 04.2.169.

par écrit le porteur comme bénéficiaire de la police ».

Cette dernière formalité, si elle était exigée, ferait perdre à la faculté d'endossement des polices d'assurances un de ses principaux avantages. A notre avis, la cession n'a nullement besoin d'être notifiée à l'assureur ; le cessionnaire du titre est *ipso facto*, abstraction faite de toute formalité, investi du bénéfice à l'égard des tiers et à la date de l'endossement. La clause à ordre ne rendrait plus aucun service si le cessionnaire restait tenu dans ses rapports avec le débiteur cédé de remplir des formalités qui se rapprochent de celles exigées par les articles 1690 et suivants.

En résumé, et pour nous en tenir aux conditions actuellement exigées par la Jurisprudence, l'endossement des polices est valable à condition d'être daté, d'indiquer la valeur fournie (sous réserve de ce qui a été dit à ce sujet) et d'énoncer le nom de celui à l'ordre de qui il est passé.

Si l'endossement réunit ces conditions, il est régulier et il investit incommutablement le cessionnaire de la propriété de la police et de toutes les prérogatives qui y sont attachées, sans qu'il soit nécessaire de remplir les formalités de l'article 1690. Les tiers, en pareil cas, ne peuvent s'en prévaloir pour soutenir qu'en l'absence de ces deux formalités, le porteur n'est pas vis-à-vis d'eux saisi de la propriété des sommes assurées (1). Dans l'espèce visée par l'arrêt de la Cour, une personne était assurée sur la vie à la Compagnie la Nationale, et avait transféré sa police par endossement à une autre personne. Un créancier de l'assuré primitif prétendait que l'article 12 de la police, stipu-

(1) Cour de Paris, 2 avril 1879. *Journ. Assurés*, 1879, p. 215.

lant à la fois la transmissibilité du contrat par endossement, et réservant à l'égard des tiers l'observation des formalités de l'article 1690, la cession ne lui était pas opposable, parce qu'elle n'avait pas été notifiée à la Compagnie, conformément à l'article 1690. Un jugement du Tribunal de la Seine avait annulé le transfert de l'assuré primitif. La Cour de Paris a infirmé le jugement, en déclarant que « cette disposition de l'article 12 ne constitue ni dans ses termes, ni dans l'intention des parties qui l'ont dictée, une stipulation faite au profit des tiers, et dont ceux-ci puissent se prévaloir ; qu'elle ne contient qu'une simple indication derrière laquelle la Compagnie la *Nationale* a entendu en toute hypothèse abriter sa responsabilité, mais sans vouloir, par une contradiction qui serait inexplicable, anéantir la faculté de transport à ordre qu'elle venait de consentir par les autres dispositions de l'article 12 » (1).

Nous venons de voir à quelles conditions peut être fait l'endossement de la police.

5^o *Où doit être libellé cet endossement ?*

Il peut être libellé sur les deux doubles de la police ; mais cela n'est pas nécessaire, il suffit que le transport par voie d'endossement soit libellé sur le double de la police qui a été remis à l'assuré et signé par lui. La Compagnie arguerait vainement de nullité ce transfert par le motif qu'il n'aurait pas été transcrit sur le double qu'elle a conservé entre ses mains (2).

(1) Pandectes Françaises. V^o Assurances sur la vie, n. 418.

(2) Angers, 28 décembre 1881. D. P. 83.2.105.

SECTION III

Nantissement.

L'assurance en cas de décès n'est pas seulement un moyen de crédit en ce qu'elle peut être contractée par un débiteur au profit d'un de ses créanciers. Elle l'est encore, parce que l'assuré, après la conclusion d'une assurance sans désignation d'un bénéficiaire déterminé ou tant que le bénéficiaire n'a point accepté, peut constituer en gage à un de ses créanciers le bénéfice de l'assurance. Rien ne s'oppose à ce qu'une police d'assurance puisse faire l'objet d'un nantissement. Il n'y a là rien d'immoral ni de contraire à la loi, l'article 2071. C. c. qui définit le nantissement ayant une portée générale.

Mais, comment cette constitution en gage peut-elle être faite ?

L'assuré peut recourir : soit à un transfert direct (Article 2075 C. civil), soit à la signature d'un avenant constatant qu'il ne s'agit que d'une garantie, soit à la voie de l'endossement, mais à la condition que l'endossement soit régulier et qu'il y ait, notamment, la mention d'une contre-valeur, soit au transfert de l'article 1091, C. comm si le gage est commercial. Ce sont ces quatre procédés que nous allons passer succinctement en revue :

I. — TRANSFERT EN GARANTIE DE L'ARTICLE 2075 C. C.

Si le contrat a un caractère purement civil, si la police

n'est ni au porteur, ni négociable par voie d'endossement, il faut appliquer les règles édictées par les articles 2074 et 2075 du Code civil.

Il faut donc pour que la constitution du gage de la police soit valable : 1^o Qu'il soit fait un acte public ou un acte sous signatures privées enregistré. (C. civ., 2074) ; 2^o que cet acte soit signifié au débiteur de la créance donnée en gage, en l'espèce à la Compagnie d'Assurances (C. civ., 2075), ou qu'il soit accepté par lui ; 3^o Que la police soit remise au cessionnaire ou à un tiers convenu (C. civ., 2076).

Il faut donc qu'il y ait rédaction d'un acte public ou privé enregistré contenant la déclaration de la somme due ainsi que l'espèce et la nature de la chose remise en gage, que l'acte de nantissement soit signifié à la Compagnie débitrice, que la police ait été mise et reste en la possession du créancier.

Ces formalités sont essentielles ; elles ne sauraient être remplacées par un équivalent. Ainsi, à la notification à faire à l'assureur, on ne pourrait substituer la rédaction d'un avenant signé par l'assureur et l'assuré, et stipulant que la somme assurée sera, au moment du décès, payée non pas au bénéficiaire primitif de la police, mais au créancier-gagiste jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû.

A défaut de paiement, le créancier-gagiste ne pourra disposer du gage, sauf à lui de faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, ou qu'il sera vendu aux enchères (art. 2078 C. civ.).

II. — AVENANT EN GARANTIE

Un autre procédé plus simple, très usité, dont l'article 57 du projet de loi admet la validité, c'est l'avenant en garantie. L'assuré peut faire dresser un avenant indiquant comme bénéficiaire le créancier-gagiste avec stipulation que le droit de celui-ci subsistera, sera éteint en tout ou en partie selon que la dette garantie existera encore, aura été complètement payée ou acquittée en partie lors du décès de l'assuré.

Si le transfert a lieu par un avenant substituant au bénéficiaire primitif le créancier qui doit être muni d'une garantie, il suffit de l'adhésion de la Compagnie. Aucune formalité spéciale n'est nécessaire, et les prescriptions des articles 2075 et suivants sont sans application. L'avenant en garantie comme l'avenant en pleine propriété se rattache au contrat et n'est, comme lui, qu'une modification ou un complément du contrat primitif. C'est le mode le plus simple, le plus sûr et le plus rapide.

III. — ENDOSSEMENT PIGNORATIF

Si la police est transmissible par voie d'endos, l'assuré peut consentir, soit un nantissement commercial ordinaire, soit un nantissement régulier énonçant que la police a été remise à titre de garantie (Art. 91, § 2, C. comm.). Cet endossement est appelé endossement de garantie ou pignoratif.

Le nantissement pignoratif n'a pas besoin d'être signifié à la Compagnie pour être opposé aux tiers (1).

(1) COUTEAU, 474. — Paris, 12 février 1857. S. 57.2.136. — Dijon, 3 avril 1874. S. 76.2.319. — *Contra* : Seine, 31 août 1877.

La Cour de Rouen, par arrêt du 28 avril 1874 (Sirey, 74.2.314), a jugé que la transmission faite à un créancier avec la mention « valeur en garantie », constitue un nantissement.

L'endossement à titre de garantie est admis par le Code de commerce (article 91), pour la constitution en gage d'une créance à ordre lorsque le gage est commercial, c'est-à-dire quand la dette garantie est commerciale elle-même. Il est douteux qu'un titre à ordre puisse être constitué en gage dans cette forme, quand la dette garantie est une dette civile. Afin de faire cesser le doute en ce qui concerne les polices d'Assurance sur la Vie à ordre et d'en faciliter la mise en gage, l'article 57, dernier alinéa, du projet de loi, admet expressément, pour ces polices, l'endossement à titre de garantie même pour une dette civile.

La constitution du gage se constate, même vis-à-vis des tiers, par les modes de preuve ordinaires admis en matière commerciale (Art. 109, C. comm.). Les formalités exigées pour la constitution du gage commercial ont, d'ailleurs, été simplifiées par la loi du 23 mai 1863. L'article 91, alinéa 2 du Code de commerce, porte que « le gage à l'égard des valeurs négociables peut aussi être établi par un endossement régulier, indiquant que les valeurs ont été remises en garantie. » Cet article vise surtout les polices d'Assurances à ordre (1) ; en effet, il est rare pour les effets de commerce dont on transfère la propriété pour se procurer de l'argent.

(1) Exemple de formule d'endossement pignoratif : « Transfère le bénéfice de la présente police à M. X... en garantie de la somme de.... et jusqu'à concurrence de ce que je resterai lui devoir au jour de mon décès ».

IV. — TRANSFERT EN GARANTIE D'UNE POLICE NON ENDOSSABLE

Lorsque le gage est commercial, c'est-à-dire qu'il est donné soit par un commerçant, soit par un non-commerçant pour un acte de commerce, et si la police n'est pas transmissible par voie d'endos, que se passe-t-il ?

Dans ce cas, le nantissement se constate à l'égard des tiers comme à l'égard des parties contractantes, conformément aux dispositions de l'article 109 (C. com., 91, § 1). Le nantissement doit être signifié à la Compagnie pour être opposable aux tiers (C. comm., 91 § 4) et la remise de la police doit être faite au créancier-gagiste ou à un tiers convenu (C. comm., 92).

Il n'est pas inutile de faire remarquer que, sous quelque forme qu'ait lieu le transfert à garantie, la police doit être remise au cessionnaire. Cette condition est exigée d'une façon absolue par l'article 2076 du Code civil, et par l'article 92 (1^{er} alinéa) du Code de commerce. Le débiteur doit être mis hors d'état de disposer de la chose engagée ou de s'en servir pour se procurer frauduleusement du crédit. Le souscripteur d'une police peut-il donner celle-ci en nantissement à un créancier, après en avoir attribué le bénéfice à un tiers ? Il ne peut le faire qu'au cas où le tiers n'a pas encore accepté le bénéfice.

Il convient, pour en terminer, d'exposer une difficulté qui peut surgir relativement à l'interprétation des contrats de nantissement. Il s'agit

du cas où l'assuré aurait stipulé que le capital serait versé à lui-même en cas de vie à une date déterminée, et s'il était mort à cette date, à un tiers. Il convient, en supposant le défaut d'acceptation régulière, d'interpréter l'acte de cession, de rechercher si la cession comprenait seulement les droits stipulés en faveur de l'assuré au cas de survie, et non les droits stipulés en faveur du bénéficiaire. Les espèces de ce genre rentrent dans le domaine exclusif du fait. Et c'est aux juges à s'inspirer des intentions des parties. Le doute doit s'interpréter contre le cessionnaire. C'est l'application de l'article 1162, C. civil : Dans un contrat de nantissement, c'est le créancier qui, déterminant la garantie sur laquelle repose sa confiance, stipule.

SECTION IV

Tradition.

Nous n'envisagerons ici la tradition que comme un mode de délivrance d'un titre transmis à titre onéreux, et non comme un mode de transfert à titre gratuit.

Une Police d'Assurance sur la Vie est-elle transmissible par la simple tradition ?

On s'est basé, pour soutenir l'affirmative, sur ce que, d'après les articles 1607 et 1689 (Civ.), la tradition des droits incorporels se fait par la remise des titres. Mais il importe de bien déterminer le sens des mots et de ne pas faire de confusion regrettable. La tradition dont parlent les articles 1607 et 1689 n'est qu'un mode de délivrance qui n'a rien de commun avec la translation de propriété ; la tradition, la délivrance n'est que l'exécution du contrat par la mise en possession de l'acheteur. Sans doute, le cédant doit délivrer, faire tradition au cessionnaire de la créance qui fait l'objet de la cession, et cette délivrance se fait par la remise des titres. Mais cette délivrance suppose qu'il y a une translation de propriété qui la précède. La tradition n'a donc pas pour objet de transférer la propriété de la chose parce que la propriété est déjà transmise. Ce n'est que dans le don manuel que nous étudierons plus loin que la tradition emporte transport de la propriété.

Le transfert de propriété se fait par l'un des moyens que nous avons indiqués (cession de l'art.1690, avenant,

endossement). Entre les parties, le consentement de celles-ci suffit pour le transfert de la police ; vis-à-vis des tiers, la cession et la délivrance ne valent qu'autant que certaines formalités auront été accomplies, et qui varient, suivant qu'il s'agit d'une créance ordinaire, d'un titre nominatif, d'un titre à ordre ou d'un titre au porteur.

Lorsqu'il s'agit d'un titre au porteur, les formalités sont simplifiées ; la créance se confond avec le titre et se transmet en même temps que lui, par une simple tradition de la main à la main. Même ici, il faut remarquer que la tradition n'est qu'un mode de délivrance, le transfert résulte du consentement des parties. Mais, vis-à-vis des tiers, il est permis de dire que la tradition a opéré transfert.

C'est donc uniquement dans le cas où un titre est au porteur qu'on peut considérer la tradition comme un mode de transmission à titre onéreux.

Mais les Polices d'Assurances sur la Vie ont-elles la faculté d'être au porteur ?

Certainement oui. Aucun principe juridique n'interdirait à une Compagnie d'Assurances de stipuler que ses polices d'Assurances sur la Vie auront la faculté d'être au porteur.

Cependant, il faut dire que cette forme au porteur, admise dans les autres branches d'assurances, est généralement exclue en matière d'Assurances sur la Vie. La facilité de la transmission, dit-on, pourrait donner lieu à des abus.

C'est pour les éviter que, lorsqu'il s'agit d'une police à ordre, on exige que l'endossement contienne le nom du bénéficiaire, et qu'on prohibe la faculté de l'endossement en blanc.

De telles exigences ne se concevraient pas, si l'on pouvait recourir à la forme au porteur, disent les adversaires de notre théorie.

L'article 52 du projet de loi dit d'ailleurs expressément : « La police d'Assurances sur la Vie ne peut être au porteur. » Comme conséquence de ce principe que les polices d'Assurances sur la Vie ne peuvent être au porteur et que les valeurs mobilières au porteur sont seules transmissibles par tradition il nous faut conclure que les polices d'Assurance sur la Vie ne peuvent être cédées par tradition manuelle (1).

Ceci n'est exact que si l'on s'en rapporte aux usages des Compagnies d'Assurances à cet égard consacrées par le projet de loi ci-dessus visé. Mais dans l'état actuel du droit, on peut dire que les polices d'Assurances sur la Vie ont la faculté d'être au porteur ; elles peuvent donc se transmettre par simple tradition.

(1) En ce sens : Cour Paris, 24 décembre 1872 (DIGEON) ; Narbonne, 28 juin 1899, F. — La solution contraire a été proclamée par : Paris, 18 mai 1867. D. P. 93.1.178, note. — Riom, 23 janv. 1889. D. P. 93.1.179.

CHAPITRE II

MODES DE TRANSMISSION A TITRE GRATUIT

Le bénéfice du contrat d'Assurance sur la Vie peut être transmis, non seulement à titre de vente, cession ou nantissement, mais aussi à titre de libéralité ; cette transmission peut avoir lieu, soit au moment où le contrat intervient, soit postérieurement à la convention et au cours de son exécution.

Dans le premier cas, il y a stipulation pour autrui ; dans le second cas, il y a transmission à titre gratuit valant ou non suivant les cas stipulation pour autrui.

Dans le premier cas, la libéralité consiste dans la première prime payée d'avance et dans le droit incorporel, résultant du contrat, de renouveler l'assurance aux conditions prévues ; dans le deuxième cas, la libéralité comprend en outre la valeur du contrat à cette époque, c'est-à-dire la valeur de rachat.

De deux choses l'une : ou la libéralité résulte du contrat lui-même, et dans ce cas il y a une stipulation pour autrui régie par l'article 1121 Code civil et non soumise aux règles de forme édictées pour les donations

entre vifs ; ou la libéralité résulte de la cession d'une police déjà existante, et dans ce cas l'assuré pourra soit recourir à un acte solennel passé dans les formes prescrites par les articles 931 et suivants Code civil, soit désigner par une disposition testamentaire le tiers à qui il veut transmettre le bénéfice du contrat, soit, sans employer les formes solennelles des donations, recourir à un avenant, ou, ce qui est plus discutable, à un endossement.

Nous avons vu, sous la rubrique « De la transmission par le contrat », comment se faisait la transmission à titre gratuit du bénéfice de l'assurance par le contrat, ou plus exactement l'attribution du bénéfice de la police.

Nous allons examiner ici les modes de transmission à titre gratuit postérieure au contrat.

SECTION PREMIÈRE

De la Donation.

C'est improprement que l'on emploie le mot de donation pour caractériser la transmission à titre gratuit et entre vifs du bénéfice d'une Assurance sur la Vie. En effet, aux termes mêmes de l'article 894 Code civil, la donation entre vifs est l'acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte. Mais, lorsqu'une personne se fait promettre par une Compagnie qu'à son décès la caisse de cette Société versera une somme déterminée, cette personne ne se dépouille pas, elle ne prend rien dans son patrimoine, puisque le capital assuré n'en a jamais fait partie. On ne peut voir une donation dans un acte qui intervient non point entre le donateur et le donataire, mais seulement entre le donataire et un tiers. Ceci n'est exact toutefois que lorsque l'assurance a été créée primitivement au profit d'un tiers ; dans ce cas, l'assuré a formé une valeur qui n'a jamais existé un seul instant dans son patrimoine. Au cas où l'assuré a contracté l'assurance à son profit personnel, la transmission qu'il en fait à titre gratuit est bien une donation ; car c'est bien une valeur de son patrimoine dont il s'appauvrit en la cédant à un tiers. Mais qu'est-ce que cette valeur ? Dans les deux cas, c'est une créance incertaine, éventuelle, soumise à l'accomplissement

par l'assuré de certaines conditions essentielles, telles que le paiement des primes, la non-aggravation des risques. Ces conditions auxquelles la créance est subordonnée et qui sont le fait de l'assuré-donateur rendent cette transmission révocable et empêchent que celle-ci puisse constituer une donation. La faculté laissée à l'assuré de révoquer, soit directement, soit indirectement, la transmission de bénéfice faite à titre gratuit ne permet pas de donner à celle-ci la dénomination de donation. En effet, le caractère essentiel de la donation est d'être irrévocable.

En réalité, la transmission gratuite constitue une libéralité d'une nature spéciale, libéralité qui consistera simplement dans le montant des primes.

La donation de la police faite au cours de l'assurance peut revêtir différentes formes :

I. — DONATION PAR ACTE AUTHENTIQUE OU SOUS SEINGS PRIVÉS

De deux choses l'une : Ou la donation du Bénéfice de l'Assurance ne constitue pas une stipulation pour autrui, et, dans ce cas, l'assuré doit, s'il désire gratifier un tiers du droit au bénéfice, recourir à un acte solennel de donation passé dans les formes prescrites par le Code civil. La donation par acte authentique est régie par les articles 931 et suivants du Code civil et l'article 9 de la loi du 12 août 1902. L'acceptation du donataire peut avoir lieu par l'acte même ou par un acte postérieur notifié au donateur. (Art. 932, C. civ.).

La femme mariée donataire doit être autorisée par son mari ou par justice à peine de nullité (1).

(1) COUTEAU, 494. -- Cassation, 25 janvier 1879. D. 79.1.76.

La donation doit être signifiée à la Compagnie ou acceptée par elle dans un acte authentique. Ou la donation du capital assuré constitue une stipulation pour autrui, et, alors, il est inutile de recourir aux formes des donations. En effet, il est de principe incontestable que les stipulations pour autrui (et l'assurance primitivement faite en faveur d'un tiers et ensuite transmise n'est pas autre chose qu'une stipulation pour autrui), ne sont pas soumises aux règles de forme édictées pour les donations entre vifs, même quand elles constituent de pures libéralités.

D'ailleurs, en matière de rente viagère, les formes requises pour les donations ne sont pas nécessaires, d'après l'article 1973, C. civ. ; on ne saisit pas pourquoi il en serait autrement pour l'Assurance sur la Vie.

En conséquence, et seulement dans le cas de stipulation pour autrui, la preuve de la libéralité peut résulter d'un acte sous seing privé ; l'acceptation du bénéficiaire n'est assujettie à aucune forme ni à aucune condition particulière.

II. — DON MANUEL

Le don manuel est la donation d'un meuble corporel réalisée par simple tradition. La tradition est ici un élément essentiel du contrat ; elle seule lui donne force et vigueur et remplace pour lui la solennité des donations ordinaires.

La tradition, dans le don manuel, n'est pas l'exécution d'une convention antérieure, mais le fait constitutif du contrat ; elle n'est pas un mode de délivrance, elle emporte transport de la propriété. Mais le don manuel

n'est possible que pour les meubles corporels. Une créance, chose incorporelle, ne peut donc pas faire l'objet d'un don manuel, pas même lorsqu'elle est constatée par un titre transmissible par endossement, comme un billet à ordre ou une lettre de change ; le procédé qu'il faut employer alors pour transférer la propriété de la créance est l'endossement du titre.

Par exception, une créance constatée par un titre au porteur peut faire l'objet d'un don manuel ; on sait qu'en pareil cas, la créance s'incorpore dans le titre et appartient au porteur. Mais comme les polices d'Assurances sur la Vie n'ont pas la faculté d'être au porteur, uniquement d'ailleurs parce que les Compagnies leur refusent cette faculté, il s'en suit qu'on ne peut, pratiquement, transmettre à titre gratuit par don manuel le Bénéfice d'une Assurance sur la Vie. La police d'Assurance sur la Vie — non au porteur — constituant un droit incorporel non susceptible de tradition ne peut être transmise par don manuel. La simple détention ne saurait être considérée comme une présomption de propriété en faveur du tiers détenteur (1).

III. — DONATION DÉGUISÉE

La donation de la police peut être déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux.

La donation peut être déguisée sous la forme d'une cession, par exemple. Je vous cède le bénéfice de ma

(1) DEFRENOIS, 273. — Trib. Narbonne, 28 juin 1899 ; Rép. Not. 11204. — *Contra* : HERBAULT, n° 218. — COUTEAU, 477. — Riom, 23 janvier 1889. D. 93.1.177. — DUPUICH, n° 158.

police pour une somme déterminée, et je vous donne, par le même acte, quittance du prix sans l'avoir reçu.

La donation d'une police à ordre peut être réalisée par un simple endossement indiquant que la valeur du titre a été payée à l'endosseur, alors que celui-ci n'a rien reçu.

La validité des donations déguisées est, aujourd'hui, certaine en Jurisprudence et par une longue suite d'arrêts remontant à 1801.

IV. — AVENANT FAIT AU COURS DU CONTRAT

D'ordinaire, l'assuré, qui entend gratifier une autre personne du droit de réclamer le Bénéfice de l'Assurance, se borne, au cas où la police n'a pas été conclue dès le début en faveur d'un tiers, à rédiger, d'accord avec la Compagnie, un avenant attribuant le bénéfice à cette personne. Ce mode de transmission est très avantageux. Il n'exige aucune formalité ; il suffit que les conditions intrinsèques exigées par les règles générales sur les dispositions à titre gratuit soient observées, et aussi que l'avenant contienne les mentions nécessaires, c'est-à-dire celles de la police. En outre, l'avenant a ce précieux avantage de laisser au signataire la latitude de revenir sur la libéralité sans difficultés sérieuses : le souscripteur n'a qu'à modifier l'attribution bénéficiaire ou même résilier l'assurance. Lorsque le bénéficiaire est désigné dans un avenant substitué à la police originale, l'avenant forme avec la police un tout indivisible emportant l'application de la règle de la stipulation pour autrui (1).

(1) C. Civ. 1121. — Cassation, 16 janvier 1888. S. 89.1.97. — Seine, 2 avril 1898. D. 98.2.373.

La même solution devrait s'appliquer au cas d'une addition faite à la police pour désigner le tiers bénéficiaire qui n'y était pas indiqué tout d'abord, si, dans la police, le stipulant s'était réservé d'y désigner ultérieurement la personne qu'il entendait faire profiter de son assurance (1).

La Cour de Bordeaux, par un arrêt du 27 décembre 1896 (D.97.2.233), a étendu le même effet à l'inscription du bénéficiaire dans un blanc ménagé dans la police et ce dans une espèce où cette inscription n'était pas de la main de l'assuré.

V. — DON PAR CESSIION DE L'ARTICLE 1690

On aurait tort de croire que la cession de l'article 1690 constitue exclusivement un procédé de transmission à titre onéreux. Le plus souvent, sans doute, le transport de créance se fait à prix d'argent et, dans ce cas, a le caractère d'une vente. Mais il peut aussi se faire à titre gratuit et, dans ce cas, prendre le caractère de donation.

Il est clair que la cession sera soumise à des règles différentes suivant qu'elle constitue une vente ou une donation. Au cas de donation, il faudra se conformer aux règles de forme édictées d'une façon générale pour les donations, à moins que la transmission ne constitue une stipulation pour autrui auquel cas elle n'empruntera aucune forme spéciale. Mais, dans tous les cas, les formalités exigées par les articles 1690 et suivants seront nécessaires pour rendre la cession opposable aux tiers.

(1) Seine, 18 février 1875. *Journ. des Assur.*, 1876, p. 375. — *Contra* : Cassat., 10 nov. 1874. SIREY 75.1.107. — Seine, 26 janvier 1894.

VI. — DON PAR ENDOSSEMENT

Lorsqu'il s'agit d'une attribution à titre gratuit, la possibilité de l'emploi de l'endossement est controversée, en raison de la difficulté de remplir les prescriptions de l'article 137 C. comm., qui exigent de mentionner dans l'endos l'indication de la valeur fournie. En effet, un titre n'est cessible par endossement qu'autant qu'il y a indication de la valeur fournie : si respectables que soient l'affection et les sentiments de famille, on ne saurait écrire au-dessus de l'endos : « Valeur fournie en bons soins, en affection » ; ce ne sont pas des valeurs qui ont cours en matière commerciale.

Le transfert à titre gratuit d'une police par endossement est donc impossible, puisque une des conditions essentielles de l'article 137 Code commerce ne peut être remplie.

Cependant, des tribunaux ont parfois apporté un certain tempérament à ce principe. C'est ainsi que la Cour de Riom, dans un arrêt du 23 janvier 1889 a validé l'endossement à titre gratuit d'une police d'Assurance sur la Vie, endossement dans lequel le stipulant déclarait que le Bénéfice de l'Assurance était attribué à la femme, tant pour subvenir à ses besoins personnels que pour l'aider à élever ses enfants ; l'arrêt faisait valoir que si la formule ne donnait pas l'indication d'une valeur fournie ayant cours en matière commerciale, il y était suppléé par l'indication de cause de l'endossement, laquelle gisait dans l'intérêt très appréciable au point de vue tant moral que matériel pour le disposant d'assurer l'avenir de la bénéficiaire.

D'une façon plus générale, s'inspirant vraisemblablement de cette idée que la clause manuscrite permettant le paiement du capital à l'ordre de l'assuré dérogeait aux articles 136 et suivants du Code de commerce, d'autres tribunaux ont affirmé que l'assuré qui, en cédant à un tiers le Bénéfice d'une Assurance sur la Vie, veut en faire une libéralité, n'a pas à indiquer une valeur fournie, cette énonciation étant incompatible avec le caractère libéral de cette transmission (1).

D'autres arrêts, plus nombreux ceux-là, et une partie importante de la Doctrine (2) rejettent complètement ce système et estiment que la transmission par voie d'endossement est inapplicable au cas d'une cession à titre gratuit. En effet, disent ces arrêts et ces auteurs, quand on emprunte une forme aussi spéciale que celle de l'endossement pour l'appliquer à un autre contrat, il faut l'emprunter toute entière, et il n'est pas permis de la modifier. Il est donc indispensable d'énoncer la valeur fournie ; cela est possible si la transmission a lieu à titre onéreux, mais cela ne l'est pas si elle a lieu à titre gratuit.

La Cour de Cassation n'a pas statué sur la difficulté même ; si elle a maintenu la libéralité à laquelle se rapportait l'arrêt précité de la Cour de Riom du 23 janvier 1889 et qui avait été faite au mépris de l'article 138 Code commerce, c'est uniquement parce qu'il lui a paru qu'il y avait eu attribution par un testament et non par un endos.

(1) Cour Paris, 18 mai 1887. D. P. 93.1.178, note). — Cour Riom, 23 janvier 1889. D. 93.1.177. — Seine, 31 mai 1887, *Le Temps* ; Seine, 14 août 1896, DAUBICHON.

(2) Cassation, 6 mai 1891. D. 93.1.771. — COUTEAU, tome II, 470 ; LEFORT, tome II, p. 193 ; DUPUICH, n° 147.

A notre avis, avant qu'un texte de loi soit venu modifier la législation spéciale aux endossements des polices d'Assurances sur la Vie, il faut s'en tenir strictement aux principes et aux textes actuellement existants. Il est tout d'abord un principe absolu, c'est que la gratuité est absolument étrangère aux opérations commerciales ; or l'endossement est bien une opération commerciale. De plus, la validité de l'endossement est soumise aux conditions de l'article 137 Code commerce. Il n'est pas permis de n'observer que les règles de cet article qui restent compatibles avec le caractère libéral de l'acte de transmission.

Nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'on supprime les formes exigées par l'article 137 en matières de titres à ordre en général, et, notamment, qu'on supprime l'indication de la valeur fournie. Mais tant que cette suppression n'est pas faite, il faut nous en tenir rigoureusement aux textes qui forment un tout indivisible.

L'endossement irrégulier (celui qui ne mentionne pas la valeur fournie, par exemple), ne peut permettre de réaliser la donation entre vifs d'une Assurance sur la Vie, quoique l'on ait pu décider le contraire. La donation suppose le dessaisissement du donateur. (Art. 894 C. civ.), c'est-à-dire un transport de propriété ; or, l'endossement irrégulier n'opère pas ce transport (Art. 138, C. comm.).

Afin de parer aux prescriptions de la loi pour les formalités de l'endossement, il a été imaginé de simuler un transfert à titre onéreux. Nous avons signalé plus haut cette manière de procéder. Un transfert à titre onéreux est simulé grâce à l'indication fausse d'une

valeur fournie. Il y a là une opération déguisée, parfaitement valable d'ailleurs, mais qui peut avoir des conséquences graves, toute personne étant admise à prouver la fausseté de la mention.

SECTION II

Du Testament.

Il est indubitable que l'assurance peut faire l'objet d'un legs particulier, comme elle peut faire partie d'un legs universel ou d'un legs à titre universel.

L'assuré qui veut gratifier un tiers du droit au Bénéfice de l'Assurance peut désigner dans son testament la personne qu'il entend enrichir du droit au capital exigible par suite de sa mort. Cette désignation peut être faite dans un testament en la forme olographe, authentique ou mystique.

La transmission peut résulter de l'inscription olographe datée et signée sur la police même du nom du bénéficiaire que l'assuré entend gratifier. Dans ce cas, cette mention a le caractère d'un véritable testament, et le bénéficiaire n'a droit au capital qu'à titre de légataire.

La transmission ne s'effectue que si l'assurance fait partie du patrimoine du défunt ; le legs serait, par conséquent, caduc, si l'assuré avait disposé du Bénéfice de l'Assurance lors de son décès. Le legs constitue une libéralité du capital assuré.

Si l'assurance est à terme fixe, et, par conséquent, payable à une époque déterminée, c'est sur le capital que porte la libéralité, bien que le montant de l'assurance ne doive être payé qu'ultérieurement. Le legs fait par un mari d'une assurance contractée à son

ordre et sans désignation de bénéficiaire doit recevoir l'application de l'article 1423, C. c., c'est-à-dire qu'il doit être imputé sur sa part dans les biens de la communauté, et, s'il excède cette part, sur ses biens personnels.

La désignation d'un bénéficiaire par testament, universellement admise, est consacrée par l'article 55 du projet de loi déposé par M. Lyon-Caen, qui s'exprime ainsi : « La désignation d'un bénéficiaire ou la substitution d'un bénéficiaire à un autre se fait soit entre vifs par....., soit par testament. »

M. Lyon-Caen, dans son rapport, admet que la désignation d'un bénéficiaire par testament fait acquérir à celui-ci un droit propre et direct qui est censé n'avoir jamais fait partie du patrimoine de l'assuré (1). Nous reviendrons sur cette importante question, en étudiant les effets de la transmission. Ce qu'il importe de retenir maintenant, c'est que le droit au capital assuré peut être transmis valablement par testament, pourvu que les formes extérieures exigées par le droit commun pour les libéralités par acte de dernière volonté soient observées (2), sans qu'il y ait lieu de s'arrêter à ce que l'auteur de la libéralité a exprimé sa volonté au dos de la police au lieu d'employer une feuille distincte et séparée, mais à condition qu'il n'y ait pas dessaisissement immédiat.

Il appartient à la Cour de Cassation de qualifier « testament » une libéralité à laquelle les juges du

(1) A noter que la Cour de Cassation a, par son arrêt du 24 février 1902, dénié à la personne gratifiée un droit propre et exclusif, par le motif qu'en pareille hypothèse la créance contre la compagnie figure dans le patrimoine du testateur jusqu'au jour de son décès.

(2) Cassation, 6 mai 1891. D. P. 93.1.177. — Cour Lyon, 3 février 1899, LEMMET; Seine, 14 avril 1866, MAIGNEN.

fond n'avaient reconnu que le caractère de disposition entre vifs, si ce faisant, ils avaient dénaturé le caractère juridique de l'acte soumis à leur examen. La Jurisprudence de la Cour de Cassation admet une forme de cession du Bénéfice de l'Assurance intermédiaire entre un endossement et un testament olographe et qu'on a qualifiée assez justement de transmission en forme quasi-testamentaire. Voici l'espèce dont il s'agit : Au dos d'une police à ordre, le souscripteur avait écrit ces mots : « En cas de mort, je désire que la somme de 30.000 francs (capital assuré) soit payée à ma femme, afin de l'aider à élever mes six enfants. Telle est ma volonté... Puy, le 15 décembre 1878 », et, plus bas : « Si ma mort avait lieu à la majorité de mes enfants, cette somme lui appartiendrait personnellement ». Ces deux mentions étaient écrites de la main de l'assuré.

Par un arrêt en date du 6 mai 1891, la Cour de Cassation a décidé que ces dispositions présentaient bien le caractère d'un testament, et non d'une disposition entre vifs par voie d'endossement, l'intention du souscripteur étant de disposer seulement pour le cas de mort, et qu'on ne saurait la faire résulter uniquement de cette circonstance que l'auteur de la libéralité a exprimé sa volonté au dos des polices d'assurances, au lieu d'employer une feuille distincte et séparée desdites polices.

En un mot, la Cour de Cassation a un pouvoir discrétionnaire pour apprécier le caractère juridique de l'acte soumis à son examen.

DEUXIÈME PARTIE

EFFETS DE LA TRANSMISSION

L'étude des effets de la transmission sera divisée en deux sections : Dans la première, nous examinerons quels sont les effets généraux de la transmission, c'est-à-dire ceux qui se produisent toujours, quel que soit le mode employé ; nous déterminerons exactement les droits qui sont transmis au cessionnaire, et à quelles conditions cette transmission est devenue définitive.

Dans la deuxième section, nous examinerons les effets différents produits suivant les modes de transmission employés.

A. -- *Effets généraux de la Transmission.*

Qu'il s'agisse d'une transmission à titre gratuit ou à titre onéreux par l'un ou l'autre des procédés que nous avons exposés plus haut, l'effet de la transmission opérée est de donner au bénéficiaire un droit au capital assuré, sous certaines conditions qui sont notamment la capacité du cédant et du bénéficiaire, l'acceptation du bénéfice par ce dernier, et la non-révocation par le souscripteur.

CHAPITRE PREMIER

QUEL EST LE DROIT TRANSMIS AU CESSIONNAIRE

Par la cession intervenue à son profit, le cessionnaire n'acquiert pas le droit à la perception de la somme éventuellement exigible de la Compagnie. Sa créance n'équivaut pas au capital prévu par la police. Le cessionnaire n'a qu'un droit purement provisoire, le contrat pouvant être rompu par suite de non-paiement des primes, d'aggravation des risques ou de toute autre cause de nullité, telle que le suicide de l'assuré.

Dans l'hypothèse de la transmission du bénéfice de l'assurance, le droit du bénéficiaire n'est pas encore né, d'une part ; et, d'autre part, l'assuré ne peut transmettre plus de droits qu'il n'en a contre la Compagnie (1). Or, comme il a toujours la faculté de renoncer au bénéfice du contrat en cessant de payer les primes, par exemple, et que le cessionnaire lui-même n'aurait pas le droit de l'y contraindre il ne peut évidemment lui transmettre comme droit certain un droit qui n'est qu'éventuel.

(1) Paris, 24 février 1883.

En réalité, l'assuré transmet au cessionnaire :

1^o Un droit né et actuel, c'est-à-dire la valeur actuelle du rachat de la police, autrement dit la part des primes jusqu'ici encaissées, affectées à la réserve.

Chaque prime payée, en effet, comprend deux parts : une part qui correspond au risque couru et une réserve. Chaque année qui s'écoule fait courir à l'assureur un plus grand risque ; car, à mesure que l'assuré avance en âge, le risque prévu, c'est-à-dire son décès, devient de plus en plus probable. Si donc la prime devait être la représentation exacte du risque couru, elle devrait croître chaque année en proportion des probabilités : faible au début, elle deviendrait énorme si l'assuré parvenait à un âge avancé. Pour parer à cet inconvénient et pour parvenir à l'unification des primes, on divise chaque prestation annuelle en deux parts : l'une, qui est la représentation exacte du risque réellement couru ; l'autre, appelée la réserve, qui est destinée à compenser ce que les dernières primes pourront avoir de trop faible, eu égard aux chances supportées par les Compagnies. Les premières primes sont augmentées de cette réserve, et les dernières diminuées d'autant, dans une proportion donnée. C'est cette réserve qui est restituée à l'assuré au cas qui nous occupe (résiliation de la police).

L'assuré transmet au cessionnaire, en second lieu :

2^o Un droit incertain et éventuel, c'est-à-dire le droit à l'indemnité, si l'assuré continue à payer les primes jusqu'au jour de l'exigibilité de cette indemnité. Ce droit dépend de l'accomplissement de certaines conditions : maintien du contrat par l'acquittement de la prime annuelle, maintien qui constitue un droit pour

l'assuré, car le renouvellement du contrat chaque année est une obligation pour l'assureur ; survenance du décès dans les conditions prévues par la police ;

Le cessionnaire reçoit encore :

3^o Le droit de participation aux bénéfices, lorsqu'il est prévu dans la police.

En résumé, le cessionnaire reçoit uniquement le droit de toucher le capital si l'assurance est renouvelée dans les conditions voulues et si le sinistre se produit pendant la période couverte par la police, le droit de participation aux bénéfices, et le droit de toucher la valeur de rachat.

Il n'y a pas lieu de faire une différence entre les divers modes de transmission et notamment de dire que le cessionnaire pourvu de son titre par un endossement a droit au bénéfice même de l'indemnité, se basant pour ce dire sur les principes mêmes de la lettre de change, qui veulent que le porteur de la traite ne puisse opposer à un endosseur les exceptions personnelles au tireur ou à un précédent endosseur (1).

De ce que les droits attribués par l'assurance à l'assuré cédant passent tels quels au cessionnaire, il suit que ce dernier est exposé à voir soulever contre lui les exceptions qui seraient ou pourraient devenir opposables au signataire de la police.

Toutes les déchéances encourues par l'assuré sont opposables au cessionnaire : les dérogations aux clauses relatives aux voyages lointains ou au non-paiement des primes sont opposables au cessionnaire.

(1) Cependant, DESLANDRES (p. 182 et suiv.) paraît distinguer entre la clause à ordre et l'endossement d'une part, et les autres modes de cession d'autre part, et attribue dans le premier cas au cessionnaire le bénéfice même de l'indemnité.

Il a été décidé que si le cédant négligeait d'avertir l'assureur d'un voyage qu'il allait entreprendre en dehors des limites permises par la police, la déchéance qu'il encourt de ce fait est opposable au cessionnaire.

De même, il a été jugé que la résiliation de la police pour non-paiement des primes est opposable au cessionnaire qui alléguerait en vain n'avoir pas été mis personnellement en demeure (1).

En principe, c'est le cédant qui est tenu de payer la prime annuelle ; il est débiteur unique ; seul, il est lié vis-à-vis de la Compagnie qui ne connaît que lui. Dès lors, c'est à l'assuré seul que la prime doit être réclamée, c'est à lui seul que la mise en demeure doit être adressée. L'assureur n'est pas tenu de prévenir le cessionnaire que la prime doit être payée au cas où la mise en demeure est exigée, parce que, en droit, il ne connaît pas le cessionnaire.

Si le cessionnaire ne peut contraindre l'assuré à continuer le versement des primes, il a du moins le droit d'effectuer le versement pour éviter l'annulation du contrat. Mais ce droit n'impose pas à la Compagnie l'obligation corrélative de signifier personnellement au cessionnaire en même temps qu'à l'assuré une mise en demeure d'avoir à acquitter la prime dans les cas où cette mise en demeure est nécessaire. Et ceci, en vertu de ce principe que la Compagnie n'est pas nécessairement, par une signification régulière, mise à même de connaître le cessionnaire. Celle-ci n'a de rapports

(1) Trib. Civ. Seine, 1^{er} juillet 1879. *Journ. des Assur.*, 79.400. — Comm. Seine, 3 novembre 1880. *Journ. des Assur.*, 81.20. — Paris, 20 janvier 1888. SIREY, 89.2.98. — Trib. Civ. Seine, 22 novembre 1892. *Rec. Pér. Assur.*, 93.149.

légaux qu'avec l'assuré, seul débiteur des primes.

Il a été jugé, en ce sens, que lorsqu'un débiteur, pour garantir à son créancier le remboursement des sommes qui lui sont dues, a souscrit au profit de ce créancier une assurance mixte sur sa propre vie, sous la forme d'une police à ordre, endossée ensuite à l'ordre du tiers bénéficiaire, la stipulation faite au profit de ce tiers, pas plus que l'endossement de la police à son ordre, n'ont pour effet de rendre le bénéficiaire débiteur direct des primes envers la Compagnie d'Assurances, s'il n'a pas signifié l'endossement à la Compagnie, ni même demandé que l'attribution de propriété résultant de l'endossement fut établie par un transfert constaté sur le titre resté dans les mains de la Compagnie (1).

Il en est ainsi, alors surtout qu'il résulte des faits de la cause que la Compagnie n'a jamais accepté le tiers bénéficiaire comme débiteur direct des primes.

En conséquence, la réduction ou la résiliation du contrat d'assurances que la Compagnie a opérée après mise en demeure adressée à l'assuré, conformément aux prescriptions de la police, pour défaut de paiement des primes, est opposable aux tiers bénéficiaires ou cessionnaires, sans que ceux-ci soient fondés à prétendre qu'une mise en demeure aurait dû leur être adressée.

En tout cas, et *a fortiori*, lorsqu'il s'agit d'une assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers, la Compagnie peut annuler directement avec l'assuré le contrat, alors surtout que le bénéficiaire prévenu du non-paiement des primes échues et de l'annulation de

(1) Paris, 20 janvier 1888. SIREY 1889.2.27.

la police, n'a pas offert de verser les primes ou n'a fait aucune réclamation (1).

C'est en vain que l'on invoquerait, pour obliger l'assureur à mettre en demeure le cessionnaire, la circonstance que l'assuré n'a plus d'intérêt au maintien du contrat à raison de la cession ou de son état d'insolvabilité. Il est impossible que le cessionnaire soit *ipso facto* substitué pour le versement de la prime ; la Compagnie ne peut être de la sorte mise dans l'obligation de le sommer d'avoir à payer.

Le cessionnaire pourrait-il demander des dommages-intérêts au cédant qui aurait volontairement ou par négligence cessé de payer les primes et ainsi entraîné l'annulation du contrat ? La question a été jugée négativement (2).

Toute cette jurisprudence est très rigoureuse. Mais il est si facile de remédier à cette rigueur par une convention expresse. Afin d'assurer le maintien du contrat, le cessionnaire peut, au regard de la Compagnie, se constituer débiteur des primes.

Débiteur principal ou unique des primes, il a, dans ce cas, droit à l'avertissement, qui est la condition préalable et nécessaire d'une déchéance pour défaut de paiement, alors que débiteur simplement accessoire, il n'y aurait point droit.

Sans se constituer débiteur, le bénéficiaire peut, et cela est très sage, si l'assurance doit être pour lui la garantie d'une créance, convenir avec la Compagnie que la mise en demeure due à l'assuré débiteur lui sera communiquée, et qu'aucune déchéance ne sera pro-

(1) Trib. Comm. Seine, 11 avril 1888.

(2) Cassation, 29 mai 1876. D. 77.1.134.

noncée si ce n'est après qu'il aura été averti et aura eu dans un certain délai la faculté de suppléer au non-paiement par le débiteur.

Mais il sera prudent de stipuler expressément ces conventions avec les Compagnies qui chercheront souvent à vous opposer la déchéance (1).

Le cessionnaire peut-il prendre toutes les mesures conservatoires exigées par ses intérêts ? Evidemment oui. Ainsi, il a le droit de signifier à l'assureur la cession d'une police faite en la forme commerciale, malgré l'inutilité d'une signification. Il peut faire entre les mains de l'assureur des saisies-arrêts. Si des oppositions régulières frappent les sommes dues par la Compagnie à l'assuré, ces oppositions justifient de la part de la Compagnie tout refus de versement jusqu'à leur mainlevée.

Le cessionnaire d'une assurance peut-il, à son tour, céder le bénéfice du contrat à un tiers ?

Nous serions tentés, pour notre part, d'admettre sans distinction l'affirmative parce qu'il nous paraît que la cession régulière du droit doit conférer au cessionnaire toutes les prérogatives qui appartiennent au cédant à moins de clause contraire, et parce que nous ne voyons rien dans la nature même de l'assurance qui s'oppose à l'application de ce principe. Il nous

(1) Il a été décidé (Paris, 14 avril 1892. *Rec. Pér. des Assur.*, 92.521) qu'en présence d'une clause inscrite dans la police et ainsi conçue : « La propriété des polices est transmissible, mais à la condition que la compagnie sera avertie de la cession ; la compagnie accusera réception de l'avis de transmission, sans contracter pour cela une obligation spéciale », le cessionnaire qui se voit opposer la déchéance du fait du non-paiement des primes n'est pas fondé à soutenir que la compagnie qui l'avait accepté comme cessionnaire devait le mettre en demeure d'acquitter la prime.

semble que si le cessionnaire ne peut avoir plus de droits que le cédant, il est juste que celui-là ait tout au moins autant de droits que celui-ci.

M. Deslandres, cependant, paraît admettre l'opinion contraire ; il ne reconnaît au cessionnaire le droit de céder l'assurance qu'au cas où il aurait été lui-même saisi par voie d'endossement.

Il nous semble difficile d'admettre qu'on s'attache ainsi exclusivement à la forme de la transmission pour en caractériser les effets généraux. S'il en était ainsi, il faudrait aller jusqu'à dire qu'il suffirait qu'un cessionnaire, eût-il été saisi par simple avenant, transférât la police par endossement pour rendre le titre indéfiniment négociable, ce qui nous paraît inadmissible.

En pratique, les Compagnies exigent le consentement de celui sur la tête de qui l'assurance repose pour que le cessionnaire puisse valablement transférer à son tour le Bénéfice de l'Assurance.

Au surplus, ce n'est pas seulement le droit principal de transmission que M. Deslandres dénie au cessionnaire mais d'autres droits accessoires, tels que le droit au rachat, la participation aux bénéfices qu'il lui paraît contraire à la nature et au but de l'assurance de pouvoir céder. Nous croyons que toutes ces distinctions sont à écarter et qu'à moins de clause contraire des conditions de la police, il faut poser comme principe que le cessionnaire acquiert du fait de la cession le droit de transmettre à quiconque le bénéfice dont il est pourvu.

Il a été jugé que la clause des conditions générales des polices et l'article des statuts de la Compagnie qui portent : « Si le titulaire de la police n'est pas,

en même temps celui sur la tête duquel repose l'assurance, le consentement de ce dernier doit être renouvelé à chaque transfert », ne s'appliquent pas aux polices souscrites sur la tête du souscripteur lui-même.

Par suite, ces polices peuvent être transmises par des endossements successifs, sans que le concours dudit souscripteur soit nécessaire. L'endosseur est garant envers le cessionnaire du paiement du capital assuré. Si l'assurance se trouve sans effet, il doit payer le cessionnaire aux lieu et place de la Compagnie (1).

L'assuré qui a cédé le contrat d'assurance à un tiers qui n'a pas encore accepté, peut-il attribuer à une autre personne la créance qu'il a contre la Compagnie ?

Cette question se ramène au point de savoir quand et comment la transmission devient définitive. C'est un problème que nous résoudrons plus loin. Qu'il nous suffise d'un mot de dire que la transmission soit à titre gratuit, soit à titre onéreux ne devient définitive que par l'acceptation du bénéficiaire. Si donc la première personne gratifiée n'a pas accepté, elle n'a aucun droit à faire valoir, et l'assuré a toute latitude de lui enlever la créance contre la Compagnie pour la transmettre à un deuxième bénéficiaire ; si, au contraire, le premier bénéficiaire a accepté, il a, par son acceptation, acquis un droit définitif au capital assuré, et le souscripteur de la police ne peut plus disposer de celle-ci en faveur d'une autre personne.

Peu importe, dans les deux cas, que la police se trouve entre les mains du premier ou du deuxième bénéficiaire : la transmission des droits incorporels se

(1) Trib. Comm. Seine, 7 juin 1888.

fait *solo consensu*, indépendamment de toute tradition, de toute délivrance, du moins au regard des parties contractantes. Nous savons que la tradition n'est un mode de transfert de propriété qu'en matière de don manuel, c'est-à-dire de donation par tradition de choses corporelles.

En cas de doute sur l'étendue de la cession, les juges du fond ont le pouvoir souverain de fixer l'interprétation, sans que la Cour de Cassation puisse les réviser, à moins qu'ils n'aient dénaturé l'acte de cession. L'interprétation du juge du fait est souveraine à cet égard ; elle est fondée sur l'intention des parties et sur les circonstances de la cause. Ainsi, en cas de cession d'une police mixte, souscrite au profit de l'assuré s'il vit à une date déterminée ou à défaut au profit d'un tiers, le point de savoir si la cession ne comprend que les droits stipulés au profit de l'assuré et non ceux stipulés au profit du tiers en cas de décès antérieur de l'assuré est une question de fait à laquelle la Cour de Cassation doit rester absolument étrangère (1).

(1) Cassation, 22 octobre 1888. SIREY 89.1.289. D. P. 89.1.163. — Cassation, 16 juin 1890. D. P. 90.1.292.

CHAPITRE II

COMMENT LA TRANSMISSION DEVIENT-ELLE DÉFINITIVE ?

Qu'il s'agisse d'une transmission à titre onéreux ou à titre gratuit, celle-ci ne deviendra définitive, et les effets de cette transmission ne se produiront qu'autant qu'il y aura : 1^o Capacité chez les deux parties intéressées ; 2^o acceptation par le bénéficiaire ; 3^o non-révocation par le stipulant.

SECTION PREMIÈRE

De la Capacité.

Il importe de constater que la capacité exigée des parties contractantes sera différente suivant qu'il s'agit d'une cession à titre gratuit ou d'une cession à titre onéreux.

I. — TRANSMISSION A TITRE ONÉREUX

1^o *La capacité du cédant.*

Toute personne jouissant de ses droits et capable de placer des fonds peut signer une police d'Assurance sur la Vie et la transmettre à un tiers bénéficiaire. La conséquence c'est que l'individu qui n'est pas maître de ses droits et de sa fortune est frappé d'incapacité.

Les incapacités sont de plusieurs sortes : elles résultent soit de l'âge, soit de l'état d'esprit, soit du sexe. Ce sont les principes généraux du droit qui s'appliquent ici.

La capacité étant la règle, la loi désigne comme incapables de contracter (Art. 1124, C. civ.) :

Les mineurs, les interdits, les femmes mariées dans les cas exprimés par la loi ; et, généralement, tous ceux à qui la loi interdit certains contrats.

Mais, l'incapacité de principe que le Code civil attache à ces trois catégories de personnes disparaît avec l'accomplissement de certaines conditions et formalités que la loi indique pour chaque nature de

contrat. Le contrat d'assurance n'ayant pas été prévu par le Code civil, l'incapacité des personnes ci-dessus ne peut s'y appliquer que par analogie, et en conformité des conditions et formalités imposées par les Compagnies au stipulant (1).

Quel est, à cet égard, la situation du failli ? Peut-il transmettre valablement le bénéfice d'une assurance sur la vie ?

Le failli, qui peut incontestablement contracter une assurance sur la vie, à condition toutefois que le montant des primes par lui payées soit pris sur ses ressources personnelles, est exposé, dans certains cas que nous verrons et suivant les modes de transmission par lui employés, à voir celle-ci entachée de nullité du fait de l'incapacité où l'a mis son état de faillite de faire des actes au détriment de la masse.

Comme nous le verrons plus loin, il y a lieu de faire une distinction entre le cas où la police originale a été contractée au profit d'un tiers déterminé et le cas où elle a été souscrite au profit de l'assuré lui-même.

Dans le premier cas, il est certain que le failli peut transmettre valablement le bénéfice de l'assurance, puisque celui-ci n'a jamais fait partie de son patrimoine et qu'en opérant cette transmission il ne lèse en aucune façon ses créanciers. Sa capacité reste donc entière. Dans le second cas, il en est autrement ; mais, à cet égard, la Jurisprudence fait une distinction entre l'avenant et les autres modes de transmission ; considérant que l'avenant, rétroactif par nature, est réputé avoir été fait au jour même de la police, c'est-à-dire

(1) Voir sur cette question, LEFORT, tome I, p. 268-277.

à une époque où le failli était capable de transmettre une chose de son patrimoine, elle décide que la transmission par avenant faite pendant la période suspecte est valable ; par contre, elle décide que la cession-transport, l'endossement, intervenus dans les mêmes conditions sont nuls, comme contraires aux prescriptions des articles 446 et 447 du Code de commerce.

Nous ne parlerons de la capacité de la femme et du mineur que pour dire que l'un et l'autre sont incapables de contracter comme de transmettre le bénéfice d'une assurance. L'Assurance sur la Vie contractée au profit d'un tiers par la femme séparée de biens sans l'autorisation de son mari est nulle, un tel contrat, qui constitue une véritable libéralité, excédant les pouvoirs d'administration de cette femme (1).

Le prodigue peut, sans l'assistance de son conseil judiciaire, contracter une Assurance sur la Vie au profit d'un tiers (C. civ., art. 499, 513, 1124), à condition, bien entendu, que les primes soient prises sur ses ressources personnelles, sur ses revenus, et non sur le capital de son patrimoine.

Spécialement, lorsqu'un prodigue, pourvu d'un conseil judiciaire, a, en garantie de sa dette vis-à-vis d'un restaurateur, dette qui a un caractère alimentaire et dont le montant n'excède pas les besoins du prodigue, contracté une Assurance sur la Vie dont le montant devait, à son décès, être versé au restaurateur jusqu'à concurrence de la somme dont serait débiteur le prodigue, le surplus devant revenir à ses héritiers ou ayants droit, le restaurateur dont la créance d'aliments

(1) Tribunal de la Seine, 10 décembre 1884. SIREY, 1886.2.46.

dépasse au décès du prodigue le montant de l'assurance, et qui a d'ailleurs acquitté en totalité ou pour la plus grande partie le montant des primes, est en droit de réclamer le capital assuré (1).

La Cour de cassation a admis la validité de l'Assurance sur la Vie contractée au profit d'un tiers par un prodigue, pourvu d'un conseil judiciaire, sans l'assistance de ce conseil, en décidant que l'assurance ainsi contractée ne peut être annulée comme constituant une aliénation d'un capital mobilier dans le sens de l'article 513 du Code civil (2).

Il a été jugé que la nullité d'un acte d'emprunt contracté par le prodigue et en garantie duquel il a souscrit l'assurance, ne saurait entraîner la nullité de cette assurance, qui est régulière en elle-même et qui peut exister indépendamment de l'acte d'emprunt. (Cassation, 9 mars 1896.)

2^o *Capacité du cessionnaire.*

Le cessionnaire doit être capable, dans les conditions de droit commun, de recevoir à titre onéreux.

Si la transmission est faite au profit d'une femme mariée, l'autorisation du mari est nécessaire pour lui donner la capacité nécessaire.

Pour les mineurs non émancipés et les interdits, l'acceptation sera faite par le tuteur muni de l'autorisation du conseil de famille. (Art. 463, 509 et 935 C. civ.).

Les mineurs émancipés ne peuvent accepter la stipulation qu'avec l'autorisation de leur curateur ;

(1) Paris, 2 décembre 1904. SIREY 1906.2.7.

(2) Cassation, 9 mars 1896. S. et P. 1897.1.225, la note d'Esmein et les renvois. — Voir également SIREY 1906.2.7.

mais il n'est pas besoin de l'autorisation du conseil de famille.

Comme la transmission à titre onéreux d'une Assurance sur la Vie est souvent faite en garantie ou en paiement d'une dette, il importe que les mineurs émancipés ou non ne lèsent pas leurs intérêts par l'acceptation d'une assurance dont le montant peut ne pas couvrir l'importance de leur créance. Les règles générales sur la lésion des mineurs s'appliquent ici parfaitement.

II. — TRANSMISSION A TITRE GRATUIT

Capacité du cédant et du cessionnaire.

Le cédant doit être capable de donner ; et le cessionnaire doit être capable de recevoir à titre gratuit, dès l'époque de la donation, puisque c'est dès ce jour que le bénéfice est acquis à la personne gratifiée et non pas au moment où se produira l'acceptation.

La transmission faite au profit d'une personne décédée est nulle, par analogie avec ce qui a lieu pour la rente viagère (art. 1974 C. civ.). De même, la transmission faite au profit d'une personne non encore conçue est nulle.

Il faut réputer nulle l'assurance souscrite par un ex-mineur au profit de son ex-tuteur antérieurement à l'apuration des comptes de tutelle, à moins qu'il ne s'agisse de libéralité à un ascendant (art. 907 C. civ.). Est nulle également l'assurance souscrite ou transmise par un malade en faveur soit du médecin ou pharmacien traitant pendant la maladie cause du décès, ainsi que l'assurance signée pour le confesseur, sauf les

exceptions de l'article 909 du Code civil. La même nullité atteindrait la transmission faite au profit d'un incapable, sous le nom d'une personne interposée (art. 211 C. civ.), ou celle faite au profit d'un tiers condamné à une peine afflictive, infâmante et perpétuelle (loi du 31 mai 1854, art. 3), à moins que la disposition ne puisse être considérée comme devant servir à des aliments. En ce qui concerne la transmission au profit d'enfants naturels, il y aura lieu à réduction lorsque la libéralité excède la portion dont le cédant pouvait disposer.

D'une façon générale, la capacité exigée tant pour la souscription que pour la transmission de l'Assurance sur la Vie est régie par les règles de droit commun. La seule exception notable est relative au cas de faillite en matière d'avenant.

A quel moment doit s'apprécier la capacité du bénéficiaire ? Le droit du tiers bénéficiaire, du cessionnaire, existant du jour de la stipulation, c'est uniquement à ce jour qu'il faut se reporter pour apprécier sa capacité. Peu importe que ce tiers soit décédé au jour du décès de l'assuré ; dans ce cas, c'est-à-dire lors de l'arrivée de la condition prévue pour le paiement du capital, les héritiers du tiers le représentent.

Lorsque c'est par le contrat lui-même que le bénéfice de l'assurance a été transmis à un tiers, c'est donc au jour de la stipulation que s'apprécie la capacité. Au cas de cession par avenant, endossement ou autre mode, c'est au moment où l'acte a été fait qu'il faut se placer.

SECTION II

De l'Acceptation.

Le bénéficiaire qui entend profiter de l'assurance à son profit doit accepter la stipulation intervenue en sa faveur. Cette acceptation est absolument nécessaire pour consolider à l'égard du bénéficiaire le droit au capital que la police ou la transmission créait en sa personne. Aussi longtemps que l'acceptation n'est pas intervenue, le droit au capital assuré se trouve en suspens.

Le souscripteur peut révoquer la stipulation, la laisser dans son patrimoine ou attribuer la créance contre la Compagnie à une autre personne.

A défaut d'acceptation, le bénéfice reste dans le patrimoine du stipulant et sera recueilli soit par ses héritiers, soit par ses créanciers.

Mais, lorsque l'acceptation se produit d'une façon régulière, elle fait entrer le capital promis dans le patrimoine du bénéficiaire d'une façon irrévocable. Ces principes sont exacts aussi bien dans la transmission à titre gratuit que dans la transmission à titre onéreux, bien qu'ils aient l'occasion de s'appliquer plus souvent dans celle-là que dans celle-ci. En effet, lorsque l'assurance est transmise à titre onéreux, en garantie d'une dette, par exemple, le créancier cherche à être saisi irrévocablement du bénéfice de l'assurance. Il veut que le souscripteur n'ait plus le droit de résilier

seul la police ni d'en transférer l'émolument à une autre personne. C'est pourquoi il intervient au contrat, afin de rendre irrévocable, par son acceptation, la stipulation faite à son profit. La signature de l'acte de cession intervenue entre lui et le cédant vaut acceptation du bénéfice.

Lorsque, par contre, le bénéfice de l'assurance est attribué à titre gratuit au bénéficiaire, celui-ci, en général, n'intervient pas ; le plus souvent même, il ignore l'existence de la police. Son acceptation n'intervient quelquefois que très longtemps après la stipulation faite à son profit.

Dans quelle forme doit se faire l'acceptation ?

L'acceptation n'est soumise à aucune forme spéciale, à moins qu'il n'y ait eu donation postérieure au contrat d'assurance par acte solennel, auquel cas l'acceptation doit nécessairement intervenir dans les conditions prescrites par l'article 932, C. C.

L'acceptation qui rend irrévocable le droit de la personne gratifiée n'est donc point subordonnée à une forme spéciale (1). L'acceptation peut être expresse ou tacite. Elle peut résulter des faits et des circonstances de la cause, notamment d'un abandon du droit au capital par la personne gratifiée en faveur d'un créancier du stipulant ou pour un créancier du bénéficiaire (2).

Le fait par le bénéficiaire de réclamer le capital assuré constitue une acceptation suffisante (3) ; de même, la simple déclaration du bénéficiaire qu'il entend

(1) Cassation, 23 juin 1889. D. P. 90.1.73. SIREY 89.1.353.

(2) Nancy, 17 janvier 1888. D. P. 89.2.153.

(3) Seine, 10 février 1882. *Journ. des Assur.* 82.250 : LABBÉ, note SIREY 77.1.303.

profiter de l'assurance (1). L'acceptation résulte encore soit de l'assistance donnée par le bénéficiaire à la conclusion du contrat passé en sa faveur (2), soit de la détention de la police par le bénéficiaire (3), soit du paiement des primes par ce dernier (4) ; soit de la participation à une procédure entamée précisément sur le point de savoir à qui appartiendrait le Bénéfice de la police (5).

Mais, si l'acceptation peut être tacite, il faut tout au moins qu'elle résulte d'un acte ou d'un fait ne laissant aucun doute sur la manifestation de volonté du bénéficiaire d'accepter la stipulation faite à son profit.

Spécialement, l'intervention de la femme dans un acte où le mari donne en gage, dans une maison de Banque, l'assurance qu'il a contractée à son profit, n'implique pas une acceptation de la part de la femme bénéficiaire de la police (6). Mais, si elle avait, de concert avec le mari, et en qualité de bénéficiaire de la police, concouru au nantissement, on aurait pu induire de là que, dès qu'elle cédait à un tiers une préférence avant elle sur la police, elle en avait accepté au moins implicitement le bénéfice.

Il a encore été jugé (7) que l'avis donné par le tiers bénéficiaire de l'Assurance sur la Vie à la Compagnie d'Assurances de la mort de celui qui a contracté

(1) Epernay, 17 août 1882, COSTA.

(2) Cassation, 28 mars 1877. D. P. 77.1.241. SIREY 77.1.401.

(3) Cour Paris, 14 décembre 1886, TRONET.

(4) Seine, 16 février 1882, COLLIN.

(5) Cassation, 8 avril 1895. D. P. 95.1.441. SIREY 95.1.265.

(6) Rouen, 21 mars 1893. P. 93.2.250.

(7) Rouen, 10 décembre 1895. P. 98.2.243.

l'assurance, n'établit pas nécessairement l'intention de ce tiers d'accepter la stipulation faite à son profit.

L'acceptation peut se produire à tout instant, non pas seulement quand le bénéficiaire intervient dans le contrat pour dire qu'il accepte (comme cela arrive presque toujours dans les transmissions à titre onéreux), mais à un moment quelconque.

Il suffit que l'assuré n'ait pas encore exercé le droit de révocation que lui confère, d'une façon absolue, l'article 1121, Code civil, soit en attribuant le bénéfice à une autre personne par un avenant, soit indirectement en ne payant pas les primes.

Seule, la révocation par le stipulant fait obstacle à la faculté d'acceptation (1). Hormis ce cas, l'acceptation peut intervenir à tout moment.

Elle peut intervenir même après la déclaration de faillite de l'assuré (2). En effet, bien que l'acceptation seule donne un caractère définitif au droit du bénéficiaire, il n'en résulte pas moins que l'existence même de ce droit remonte au jour de l'attribution ou de la transmission qui en a été faite. Dès le jour de la stipulation intervenue à son profit, le bénéficiaire a acquis une créance contre la Compagnie d'Assurances, il a acquis un droit qu'il lui est loisible de rendre irrévocable par l'acceptation. Le syndic de faillite ne pourrait prétendre, au nom de la masse créancière, que la police d'assurance constitue une valeur mobilière restée dans le patrimoine du failli et devant servir de

(1) Cour Paris, 14 décembre 1886, TROUET. — Cour Douai, 28 mars 1887 ROMMEL. — Cour Nancy, 18 février 1888, THIRION, etc., etc.

(2) Cassation, 8 avril 1893. D. P. 95.1.441. SIREY 95.1.215. — Cour Besançon, 2 mars 1887, BARBIER. — Cour Rouen, 6 avril 1895, BENARD.

gage aux créanciers, puisque ce droit en a disparu dès le jour de la stipulation. Le fait de la faillite de l'assuré ne saurait en rien changer la situation du bénéficiaire qui a un droit acquis.

L'acceptation peut également intervenir, et pour les mêmes raisons après la mise en liquidation judiciaire du stipulant (1).

L'acceptation peut se produire non seulement du vivant du stipulant, mais aussi après sa mort. Il est admis que l'article 1121 Code civil permet à toute personne gratifiée au moyen d'une stipulation pour autrui d'accepter *post mortem stipulatoris*. C'est qu'en effet, en ce cas, le contrat est formé simplement entre le stipulant et le promettant ; le tiers n'intervient que pour la détermination de la condition, du mode dont elle est l'objet. La solution doit être la même pour l'Assurance sur la Vie. La doctrine et la Jurisprudence sont bien fixés en ce sens.

De ce que le bénéficiaire d'une Assurance sur la Vie peut accepter la libéralité qui lui est faite, à toute époque, même après le décès de l'assuré, s'en suit-il que le droit d'accepter doit être reconnu même aux héritiers du bénéficiaire ?

On a prétendu que si le bénéficiaire est mort avant d'avoir accepté, l'attribution doit être considérée comme restant sans effet à l'égard de ses héritiers ; on a dit qu'aucun droit n'a pu être transmis puisque aucun droit n'a pu prendre naissance ; on a soutenu que le bénéficiaire qui meurt sans avoir accepté, doit être considéré comme ayant refusé l'offre.

(1) Toulouse, 9 avril 1887, MARTIN. — Mâcon, 12 juillet 1899, SCHLUMPF.

Tout cela nous paraît absolument inexact. Ou bien l'on voit dans la transmission à titre gratuit d'une police une donation pure et simple et, dans ce cas, l'acceptation doit intervenir avant le décès du donateur et avant le décès du donataire ; ou bien l'on voit dans la transmission une stipulation pour autrui et, dans ce cas, il faut décider non seulement que l'acceptation par le bénéficiaire peut intervenir après le décès du stipulant, mais aussi qu'elle peut être faite par les héritiers du bénéficiaire. Or, le droit acquis par le bénéficiaire naît directement dans son patrimoine de la stipulation faite à son profit ; la stipulation entre l'assuré et la Compagnie d'Assurances fait naître dans son patrimoine un droit qui y reste et qui passe à ses héritiers tant qu'une révocation n'est pas intervenue avant l'acceptation de celui-ci ou de ceux-là.

A notre avis, la question ne peut être solutionnée que par une distinction : écartant le cas d'une transmission à titre onéreux, dans laquelle, le plus souvent, l'acceptation résulte de l'acte même de transmission, et nous en tenant au cas de transmission à titre gratuit, nous estimons qu'il y a lieu de distinguer le cas où la police originaire était contractée au profit de l'assuré et celui où elle était souscrite au profit d'un tiers. Dans la première hypothèse, l'acte de transmission constitue une donation (quoique ce terme nous paraisse impropre), c'est-à-dire conserve son caractère de transmission, puisque le capital assuré fait partie du patrimoine de l'assuré et y reste tant que le donataire n'a pas déclaré accepter ; l'offre faite par l'assuré et non acceptée par le bénéficiaire tombe par suite du décès de ce dernier.

Dans la deuxième hypothèse, au contraire, l'acte de transmission vaut attribution, c'est-à-dire que le bénéficiaire tient le Bénéfice de l'Assurance non pas de l'assuré qui ne l'a jamais eu dans son patrimoine, mais est réputé dès l'origine y avoir acquis un droit direct et personnel. Ce droit acquis fait partie du patrimoine du bénéficiaire avant même son acceptation. L'acceptation n'ayant d'autre but que de rendre ce droit définitif, on ne voit pas pourquoi on refuserait aux héritiers du bénéficiaire la faculté d'accepter un bénéfice qui tombe dans leur patrimoine.

Ces solutions nous paraissent seules logiques et conformes aux principes du droit. Quoiqu'il en soit, jusqu'ici, les Tribunaux et Cours d'appel en ont décidé autrement et ont jugé que le décès d'un bénéficiaire avant toute acceptation ne fait point passer ses droits à ses héritiers et ce dans tous les cas. C'est une sentimentalité excessive qui a dicté à la Jurisprudence cette décision. On a dit qu'il répugnait à la pensée qu'un tiers quelconque puisse se substituer au donataire dans les témoignages d'affection, de sympathie qu'il reçoit et se les attribuer.

Notre manière de voir n'est pas consacrée par le projet de loi de M. Lyon-Caen qui prétend que la stipulation faite au profit d'un bénéficiaire déterminé a un caractère personnel pour celui-ci. « On doit présumer, dit-il, qu'elle est faite sous la condition de l'existence de ce bénéficiaire lors de l'exigibilité de la somme assurée. En cas de décès du bénéficiaire à ce moment, la somme assurée ne peut appartenir à ses héritiers, mais elle fait partie de la succession de l'assuré, et, par suite dévolue aux héritiers de celui-ci. » (Art. 56, dernier alinéa).

L'acceptation ne peut être donnée que par une personne capable. Ce sont les règles du droit commun qui s'appliquent ici. Par conséquent, l'enfant mineur devra être autorisé par son père ; la femme mariée devra être autorisée par son mari (1).

La Jurisprudence n'est pas encore fixée sur le point de savoir si le père qui contracte une assurance au profit de son enfant mineur a le droit d'accepter pour ce dernier. L'affirmative a été décidée quelquefois par les Tribunaux, qui proclament que, dans ces circonstances, l'acceptation est implicite (2). La négative a été admise par d'autres Tribunaux (3).

Il nous semble qu'en cas soit d'attribution, soit de transmission du bénéfice de la police à son enfant mineur, le père ne saurait valablement accepter pour celui-ci ; on ne conçoit pas qu'un même individu remplisse à la fois deux rôles essentiellement distincts, celui d'auteur d'une libéralité, et de bénéficiaire acceptant.

L'acceptation donnée par le bénéficiaire même au cours du contrat rétroagit au jour soit de l'attribution par la police, soit de la transmission postérieure à la police. Elle investit le bénéficiaire d'un droit personnel et direct contre l'assureur au bénéfice du contrat, bénéfice qu'il ne recueille pas dans la succession de l'assuré, et qui échappe à l'action de ses créanciers.

Le droit du bénéficiaire est réputé prendre naissance à son profit au moment même où le contrat se forme

(1) Cassation, 29 janvier 1879. D. P. 79.1.76, SIREY, 76.1.157.

(2) Cour Besançon, 11 août 1898, LAMBY-BERAND.

(3) Bordeaux, 12 août 1889.

entre le stipulant et le promettant, ou au moment de la transmission, sous la seule condition de sa ratification ultérieure. L'acceptation ne fait pas naître le droit qui existe et est acquis au bénéficiaire dès le jour du contrat ; elle sert uniquement à mettre un terme à la faculté de révocation que l'on reconnaît au stipulant. Ce droit de révoquer la stipulation faite au profit du tiers cesse dès que celui-ci l'a ratifiée et l'a rendue définitive ; le tiers a donc intérêt à consolider son droit au plus tôt, au moyen d'une déclaration expresse, en déclarant qu'il veut en profiter.

Pour expliquer la rétroactivité de l'acceptation au jour de la stipulation, d'aucuns ont fait intervenir le principe de l'article 1179 Code civil sur la rétroactivité de la condition accomplie ; d'autres ont vu dans cette rétroactivité une conséquence de la doctrine qui voit dans l'assurance faite au profit d'autrui une application de l'article 1121 Code civil. Ces deux explications ne se contredisent pas ; elles se complètent.

D'autre part, l'attribution du bénéfice dépendant du consentement de la personne gratifiée, son acceptation est sinon la condition, du moins la modalité essentielle. Or, lorsque la condition s'accomplit, d'après l'article 1179 Code civil, elle a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été pris. Cette acceptation n'est qu'une prise de possession d'un droit antérieurement acquis. C'est ainsi que la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, par son arrêt du 22 juin 1891 (1), a reconnu que « l'acceptation valable même après le décès de l'assuré avait un effet rétroactif au jour du contrat primitif. »

(1) S. 92.1.181. D. P. 91.1.205.

D'autre part, si on s'en réfère aux principes de la stipulation pour autrui, on verra que c'est de la stipulation primitive que naît directement l'action ouverte au tiers ; que l'acte du tiers qu'on gratifie à tort d'acceptation n'est pas autre chose que la ratification d'une gestion d'affaires.

Les auteurs qui prétendent nulle l'acceptation donnée postérieurement au décès du stipulant soutiennent qu'il n'y a pas, en cas d'assurance passée en faveur d'un tiers, une condition dont l'événement permette de rétroagir au jour de la stipulation, que la stipulation faite n'est qu'une offre de libéralité, un projet de donation en suspens jusqu'à l'acceptation, un embryon de convention qui peut-être deviendra parfaite, mais qui n'existe pas réellement au jour de sa formation. Cette théorie a été condamnée par la Jurisprudence.

En résumé, l'acceptation rétroagit au jour de la formation du contrat, elle remonte à la stipulation dont elle prend nécessairement la date, puisqu'elle vient faire corps avec elle. On peut donc poser le principe suivant :

La seule signature du contrat au profit d'un tiers déterminé attribue à ce dernier, dès la conclusion du contrat, un droit propre et exclusif.

Si l'on admet ce principe indéniable, il faut admettre aussi (ce que quelques auteurs n'admettent pas, ce en quoi ils sont illogiques) que l'acceptation peut intervenir après la mort du stipulant, comme elle peut être faite par les héritiers du bénéficiaire, à condition toutefois que l'assuré n'ait pas usé de son droit de révocation.

SECTION III

De la Révocation.

Le droit d'attribution et le droit de transmission qui appartiennent à l'assuré ont pour corollaire nécessaire le droit de révocation. Disposant du droit de transmettre le bénéfice du contrat à qui bon lui semble, le souscripteur de la police a nécessairement celui de révoquer l'attribution (1).

Ce droit de révocation lui appartient jusqu'au jour de l'acceptation, conformément à l'article 1121 Code civil, qui dénie au stipulant le pouvoir de révoquer la stipulation « si le tiers a déclaré vouloir en profiter ». L'acceptation est le seul obstacle à la révocation.

De ce que la révocation ne peut avoir lieu que si le droit du gratifié ne s'est pas fixé définitivement dans son patrimoine par son acceptation, il suit que l'assuré est désarmé non seulement quand le bénéficiaire a concouru à l'acte, mais aussi lorsqu'il a manifesté son intention de profiter de la stipulation intervenue à son profit.

A qui appartient le droit de révocation ?

L'exercice de ce droit devrait être rigoureusement personnel à l'assuré. En effet, si l'on reconnaît que la personne gratifiée a dès le début acquis un droit personnel, un droit propre, qui, par la rétroactivité

(1) Cassation, 22 juin 1891. D. P. 92.1.205. S. 92.1.177. — Cassation, 12 juin 1896. D. P. 97.1.73. S. 96.1.361.

de l'acceptation ultérieure, est réputé avoir été irrévocable à ce moment, l'on ne saurait autoriser les héritiers du stipulant à revenir sur ce qu'avait fait leur auteur. Le droit de révocation est un droit personnel à l'assuré, qui doit mourir avec lui ; il est bien évident que celui qui a stipulé le bénéfice d'une assurance ou transmis celui-ci à une personne déterminée, et qui est mort sans avoir usé de son droit de révocation, a manifesté d'une façon certaine la volonté de voir passer le bénéfice de la police aux mains du tiers qu'il a désigné.

Cependant, pendant longtemps, la doctrine et la Jurisprudence décidèrent que les héritiers du stipulant avaient la faculté de revenir sur la stipulation tant qu'elle n'avait pas été acceptée. Des auteurs remarquaient que l'on comprendrait difficilement que la stipulation continuant de subsister avec tous ses effets après le décès du stipulant pût acquérir vis-à-vis des héritiers et des tiers un caractère d'irrévocabilité qu'elle n'avait pas auparavant (1).

La Cour de Cassation semblait avoir consacré cette manière de voir. L'arrêt du 22 juin 1859 (2) paraît reconnaître aux héritiers du stipulant le droit de révoquer la libéralité : « Attendu, dit-il, qu'il est vrai que ce dernier (l'auteur de la libéralité) pouvait jusqu'au moment de l'acceptation revenir contre son acte, que le même droit de révocation pouvait être exercé soit par son héritier, soit par son légataire universel

(1) Voir AUBRY et RAU. *Droit Civ. français*, tome IV, p. 311, § 343 *ter*, note 27. — LAROMBIÈRE. *Obligations*, T. 1^{er} article, 1121, n° 5, p. 121. — HECK. *L'assurance sur la vie au profit d'un tiers et la donation à cause de mort*.

(2) D. P. 59.1.386. SIREY 61.1.151.

comme représentant sa personne et exerçant ses droits ».

Un seul auteur enseignait le système contraire. M. Demolombe réputait véritablement inadmissible l'opinion qui autorise les héritiers du stipulant à révoquer la donation faite par leur auteur et considérait que le droit de révocation étant personnel au stipulant ne pouvait passer à ses héritiers. Le droit de révocation existant en la personne des héritiers ou ayants-cause de l'assuré serait exorbitant.

Il a été cependant reconnu par la Cour de Douai, dans un arrêt du 10 décembre 1895 (1) « que le bénéfice de la stipulation que l'on a faite pour un tiers n'est définitivement acquis à ce tiers que lorsque celui-ci a déclaré vouloir en profiter, pourvu que sa volonté se soit manifestée avant que la stipulation ait été révoquée par le stipulant, ses héritiers ou ayants-cause ».

Dans le même sens, un arrêt de la Cour de Cassation du 27 février 1884 (2) décide que le droit du stipulant de révoquer la stipulation jusqu'au moment de l'acceptation passe, après son décès, à ses héritiers ou légataires universels, comme représentant sa personne ou exerçant ses droits.

Dans cette controverse, la Doctrine de Demolombe qui conteste aux héritiers du stipulant le droit de révocation nous paraît la plus logique et la plus conforme à l'esprit du contrat d'Assurance. Il serait, en effet, bien étrange que le stipulant qui a manifesté clairement ses intentions dans la police et ne les a pas

(1) P. 98.2.243.

(2) P. 86.1028.

modifiées avant de mourir, pût laisser à ses héritiers le droit de supprimer son œuvre de prévoyance, d'autant plus que certains héritiers seraient trop souvent intéressés à la révocation de la police.

Cette doctrine est consacrée par l'article 56 du projet de loi qui y a apporté, cependant, une légère restriction. « Les héritiers de l'assuré, dit M. Lyon-Caen, n'ont pas, en principe, le droit de révocation. Mais il importe que l'incertitude ne se prolonge pas sur le point de savoir si le Bénéfice de l'Assurance sera recueilli par le bénéficiaire. Aussi, quand un certain délai s'est écoulé depuis le décès de l'assuré, et qu'un nouveau délai est expiré depuis la mise en demeure du tiers bénéficiaire par les héritiers de l'assuré, ceux-ci doivent avoir le droit de révoquer la stipulation. »

L'article 56, 4^e alinéa, du projet de loi dit que « ce droit de révocation ne peut être exercé, après la mort du stipulant par ses héritiers que trois mois au moins après que le Bénéfice de l'Assurance est devenu exigible et un mois au moins après que le bénéficiaire de l'Assurance a été mis en demeure d'avoir à déclarer s'il accepte. »

Le droit de révocation ne peut être exercé par les héritiers du stipulant ; peut-il l'être par ses créanciers ? La solution doit être la même pour les créanciers que pour les héritiers du stipulant. En faveur de la théorie du droit personnel, la cour de Paris, par arrêt du 10 mars 1896 (1) a décidé que le droit de révocation était exclusivement attaché à la personne de l'assuré, et que le syndic de sa faillite n'avait pas qualité pour

(1) P. 98.2.245.

l'exercer en son nom. Tout le monde reconnaît que le créancier d'un donateur ne peut pas révoquer une offre de donation que leur débiteur a faite à un tiers, ni accepter l'offre qui serait faite à leur débiteur. Or, l'assurance à titre gratuit souscrite au profit d'un tiers est une offre de libéralité. Comment admettre que les créanciers de l'assuré puissent, à leur gré, détruire son œuvre de prévoyance familiale, rendent vains ses sacrifices, dans le but de se substituer à la volonté des pères de famille dans son appréciation morale et individuelle. Reconnaître un pareil droit aux créanciers serait frapper de mort l'institution même de l'Assurance sur la Vie.

L'article 56 (alinéa 3) du projet de loi consacre cette manière de voir et dit : « Tant que l'acceptation n'a point eu lieu, le droit de révoquer cette stipulation n'appartient qu'au stipulant et ne peut, en conséquence, être exercé de son vivant par ses créanciers, ni par ses représentants légaux. »

Ainsi, le tuteur de l'assuré qui a été l'objet d'une interdiction depuis la conclusion du contrat, ne peut révoquer la stipulation faite au profit d'un bénéficiaire déterminé par l'assuré.

En résumé, nous pouvons poser comme principe que le droit de révocation est un droit exclusivement personnel à l'assuré, et ne saurait être exercé ni par ses créanciers, ni par ses représentants légaux, ni par ses héritiers, sauf ce qui est dit à l'article 56 du projet de loi relatif aux délais dans lesquels l'acceptation du bénéficiaire doit intervenir après mise en demeure par les héritiers (si cet article est maintenu par le législateur.)

Dans quelle forme se fait la révocation ?

La révocation peut être expresse ou tacite.

Elle est expresse et formelle, lorsqu'elle résulte d'un avenant par lequel le stipulant substitue un bénéficiaire à celui primitivement indiqué.

L'assuré, qui a stipulé dans la police au profit d'un tiers, peut, si la police est à ordre, l'endosser au profit d'une autre personne, par exemple d'un créancier, et même à titre de garantie. L'endossement pignoratif d'un contrat à ordre est un procédé parfaitement valable qui a pour but d'autoriser le tiers porteur de la police endossée à se faire payer par la Compagnie le montant de l'assurance, et qui aboutit à dépouiller le bénéficiaire primitif. L'assuré peut, après avoir attribué le bénéfice à des personnes indéterminées, le transmettre valablement à un tiers dénommé.

La révocation est expresse, lorsque l'assureur est prévenu de la volonté qu'a le souscripteur de ne voir effectuer aucun paiement entre les mains de la personne gratifiée, surtout si cette dernière a été prévenue (Cour, Paris, 19 avril 1876, Jacobsen).

Elle peut être tacite, résulter de tout acte, de toute manifestation, d'une ferme intention de revenir sur l'attribution, l'assureur devant toutefois s'entourer de précautions et veiller à ce que la révocation ne se produise par erreur ou par dol (Cour, Paris, 10 mars 1896, Desriaux).

Les Tribunaux, qui, à cet égard, ont un pouvoir absolu, ont décidé que la révocation peut s'induire de la rédaction d'un avenant en faveur d'un bénéficiaire autre que celui indiqué à la police (1).

(1) Cassation, 16 janvier 1888. D. P. 88.1.77. S. 88.1.121.

La révocation peut s'induire également d'une avance consentie par l'assureur sur la police, lorsque d'autres circonstances permettent de dire que, par là, l'assuré a entendu réduire le Bénéfice de l'Assurance (1).

Il est bien évident que le juge doit s'inspirer des circonstances et ne pas dire qu'il y a révocation lorsque l'avance faite est minime relativement à l'importance de la police.

La révocation résulte de la transmission du bénéfice de la police à un tiers par l'endossement (2) ou par la cession-transport (3) ou par testament (4). Elle résulte aussi d'une offre de la police en garantie d'une dette avec promesse de réaliser un transport régulier (5).

De même, la révocation s'induit de la délégation à une personne d'une partie du capital assuré attribué en entier à une autre personne (6). De même encore, l'assuré, qui réclame pour lui-même la valeur de rachat, révoque l'attribution faite à un tiers (7). Il n'en est pas de même en cas de réduction : l'attribution continue d'exister pour le capital réduit.

Le gage entraîne-t-il nécessairement révocation ?

La Jurisprudence n'est pas encore nettement fixée sur ce point. Il a été décidé, entre autres, par la Cour de Rouen, dans un arrêt du 21 mars 1893 que l'inter-

(1) Seine, 6 mars 1897, DAUDER.

(2) Morlaix, 20 février 1890, MORILLON. — Grenoble, 22 janvier 1901. P. 1903.2.17.

(3) Nîmes, 17 août 1874, DUPONT.

(4) Rouen, 12 mai 1871, DELAFOLIE.

(5) Rouen, 21 mars 1893, Comptoir d'Escompte.

(6) Troyes, 13 juillet 1887, CLIGNY.

(7) Cour Paris, 10 mars 1896, DESRIAUX.

vention de la femme bénéficiaire à l'acte de nantissement de la police n'impliquait pas, de sa part, acceptation tacite, mais que le mari, en offrant en garantie au créancier le bénéfice de ladite police, révoquait par là même la stipulation primitivement faite au bénéfice de sa femme. La Cour de Besançon, par un arrêt du 11 novembre 1898, semble être aussi de cet avis (1).

Par contre, la Cour de Paris, dans un arrêt du 10 mars 1896 (2), a jugé qu'on ne saurait considérer comme emportant révocation de l'assurance souscrite par le mari au profit de sa femme le fait par le mari d'avoir remis la police à la Compagnie en garantie d'un prêt à lui consenti.

A notre avis, le gage n'entraîne pas nécessairement révocation de la police et il y a lieu de rechercher quelle a été, dans tous les cas, l'intention des parties. En effet, la remise en gage d'une police n'entraîne pas une transmission de propriété, mais ne consiste qu'en une affectation provisoire et passagère. Il nous semble que si l'assuré meurt après avoir remboursé le créancier et dégagé la police, celle-ci peut encore être acceptée par le bénéficiaire, toujours désigné et maintenu comme tel dans la police. Une rédaction claire et précise de l'acte de gage évitera, d'ailleurs, toute difficulté d'interprétation.

Malgré le caractère particulier que présente le contrat d'assurance sur la vie intervenu au profit d'un tiers, les règles de droit commun concernant la révocation des avantages matrimoniaux sont appli-

(1) S. et P. 1902.2.41.

(2) P. 98.2.245.

cables. C'est la seule exception au principe d'irrévocabilité après acceptation du bénéficiaire.

Nous savons qu'à raison de sa nature spéciale de stipulation pour autrui, la transmission à titre gratuit d'une Assurance sur la Vie ne saurait être considérée comme une donation pure et simple. On ne saurait donc songer à appliquer les dispositions des articles 953, 955 et 960 du Code civil, par lesquelles le bénéficiaire est exposé à se voir enlever le droit au capital assuré en cas d'inexécution des conditions, pour cause d'ingratitude ou de survenance d'enfants.

Toutefois, au principe d'irrévocabilité de la transmission après acceptation du bénéficiaire, il est fait une exception, lorsqu'il s'agit d'une assurance entre époux.

Il a été jugé que l'assurance contractée par le mari au profit de sa femme durant le mariage constitue une libéralité entre époux pendant le mariage, laquelle est toujours révocable (1). L'arrêt de la Cour d'Amiens du 4 août 1898 stipule que l'assurance en faveur de la femme est une donation entre époux, ou un contrat à titre onéreux selon les circonstances ; elle est révocable comme donation entre époux.

Remarquons d'ailleurs que la libéralité ne porte que sur les primes, et non sur le capital qui n'a jamais fait partie du patrimoine du mari ; la révocation ne s'exercera à proprement parler que sur les primes, qui constituent seules la libéralité ; mais celles-ci étant la source du contrat, en fait c'est le bénéfice total de ce contrat qui est anéanti par la révocation.

(1) Article 1096 C. Civil. — Orléans, 17 janvier 1894. P. 94.76. — Rennes, 5 décembre 1899, sous Cassation. S. et P. 1902.1.165, Amiens, 4 août 1898, S. et P. 1901.2.11,

La révocation dans les termes de l'article 1096 n'est admise qu'autant que l'assurance était une libéralité ; l'attribution serait définitive si elle avait présenté le caractère d'un contrat à titre onéreux.

Par application de l'article 299 du Code civil, sur la déchéance des avantages faits par l'un des époux à l'autre en cas de divorce, l'époux contre lequel a été prononcé le divorce voit révoquer l'assurance passée à son profit par son conjoint. La séparation de corps fait perdre aussi à l'époux le bénéfice de l'assurance souscrite par son conjoint (1).

(1) Baume-les-Dames, 5 août 1886, BEURTHERET.

CHAPITRE III

NATURE JURIDIQUE DE LA TRANSMISSION THÉORIE DE LA STIPULATION POUR AUTRUI

Avant d'entrer dans l'étude des effets produits par la transmission du bénéfice de l'assurance suivant les modes employés, il importe d'indiquer à quelle conception théorique la jurisprudence française obéit en cette matière, de préciser les principes sur lesquels elle s'appuie pour réaliser la volonté de l'assuré d'attribuer ou de transmettre à une personne le droit de toucher une somme déterminée lorsqu'il viendra à mourir.

Avant même d'éluder ces principes, il ne nous paraît pas inutile de fixer immédiatement leur champ d'application et de montrer que la nature de la transmission, les effets qui en sont la conséquence, dépendent en somme, non pas toujours tant des procédés employés mais du moment et de la façon dont ceux-ci sont intervenus pour arriver à opérer cette transmission.

Suivant la source où le bénéficiaire aura puisé son droit, la transmission vaudra ou non attribution, constituera ou non une stipulation pour autrui.

Toute la question se ramène au criterium suivant : Y a-t-il eu ou non, dans la police, désignation d'un bénéficiaire déterminé ?

S'il n'y a pas eu de bénéficiaire déterminé, le bénéfice de la police est entré dans le patrimoine du souscripteur, et, si elle est ensuite cédée, il y a transmission de droit au nouveau bénéficiaire, et non point naissance *ab initio* à son profit. Il n'y a pas eu stipulation pour autrui (art. 1121 C. Civ.), mais stipulation pour soi-même (art. 1122 C.C.) Ceci sous bénéfice de ce qui sera dit de l'avenant qui est considéré comme faisant corps avec la police et rétroagissant au jour du contrat.

Si, au contraire, il y a eu désignation d'un bénéficiaire déterminé dans la police, le droit au capital souscrit n'est pas rentré dans le patrimoine de l'assuré, et si, dans la suite, celui-ci change de bénéficiaire, il le pourra, sans faire rentrer dans son patrimoine une créance qui n'en a jamais fait partie. On explique l'existence de ce droit *ab initio* par les principes de la stipulation pour autrui.

La théorie que nous allons exposer ici et qui a pour but d'expliquer comment la créance qui résulte de la stipulation faite par l'assuré au profit d'un tiers est directement acquise à ce tiers et constitue pour lui un droit propre qui n'a jamais reposé que sur sa tête et n'a jamais dépendu du patrimoine du stipulant, cette théorie, disons-nous, ne trouve son application que lorsque le bénéficiaire a été déterminé dans la police elle-même ou dans un avenant postérieur.

Si la police a été faite au profit de l'assuré ou de tiers indéterminés, et si postérieurement un avenant n'est intervenu, toute cession postérieure de la police

ne pourra jamais plus être une attribution, mais seulement une transmission. Au lieu d'acquérir un droit propre qui sera censé avoir toujours appartenu à son patrimoine, le cessionnaire acquerra le droit de l'assuré tel qu'il figurait dans le patrimoine de ce dernier, et affecté de toutes les charges que lui aura values le passage dans ce patrimoine.

Ceci exposé, comment justifie-t-on le droit qui doit appartenir au bénéficiaire seul, désigné par la police même ou par un avenant postérieur ?

Pour justifier ce droit, la Doctrine a imaginé trois systèmes principaux :

1^o Le système de l'offre, d'après lequel l'opération se décomposerait en deux contrats : d'abord une stipulation faite par l'assuré pour lui-même et lui donnant une créance certaine contre la Compagnie ; en second lieu, une offre faite par l'assuré à un tiers de lui transmettre cette créance sous certaines conditions ;

2^o Le système de la gestion d'affaires se ramenant à cette proposition : l'assuré agit non pas en son propre nom, mais bien au nom du tiers qu'il gratifie ; il traite avec l'assureur comme un *negotiorum gestor* ; le bénéficiaire se contente de ratifier.

3^o Le système de la stipulation pour autrui, régie par l'article 1121 du Code civil, le signataire de la police contractant au profit d'un tiers, pour lui faire attribuer par l'assureur la somme convenue.

1^o *Le système de l'offre* a été longtemps adopté par la Jurisprudence et par des représentants autorisés de la Doctrine, tels que MM. Laurent et Demolombe.

La Cour de Cassation jugeait que l'individu qui

contracte une assurance au profit de sa femme acquiert d'abord pour lui-même, puis transmet à sa femme, à titre de donation, le droit au capital assuré (1). De nombreuses décisions avaient adopté cette manière de voir. (2)

Une évolution s'est produite dans la jurisprudence et cette théorie est définitivement abandonnée.

Le reproche capital qu'on pouvait faire à ce système est de faire du tiers bénéficiaire de la stipulation un ayant-cause du stipulant pour le droit qui lui est attribué. Les choses se passent comme si le stipulant s'était fait d'abord promettre la chose par le promettant et offrait ensuite au tiers de se substituer à lui comme créancier. La créance ainsi produite passe donc d'abord dans le patrimoine du stipulant avant d'arriver au tiers. Ce qui fait que lorsque le stipulant tombe en faillite, le tiers, auquel l'assurance devait profiter exclusivement, n'est qu'un créancier comme les autres et n'obtient qu'un dividende.

De plus, cette théorie a encore un inconvénient : l'offre faite par le stipulant tombe nécessairement par sa mort. C'est là un résultat tout à fait contraire à l'intention des parties et aux besoins de la pratique. Il est de toute nécessité que l'offre puisse être acceptée par le tiers après la mort du stipulant.

Frappé des inconvénients de ce système, M. Thaller a exposé, dans une note insérée au *Dalloz*, sous un arrêt de la Cour de Besançon du 2 mars 1887 (3), une

(1) Cassation, 2 mars 1881. D. P. 81.1.401. SIREY 81.1.145.

(2) Cour Amiens, 30 décembre 1873, LEGRAND. — Cour Rouen, 6 janvier 1878, BERTHET. — Cour Paris, 1^{er} août 1879, BOULART. — Cour Douai, 9 juin 1886, ROMMEL.

(3) DALLOZ 88.2.1.

variante de cette théorie : ce n'est plus l'assuré qui offre au tiers bénéficiaire le capital assuré ; c'est le promettant qui fera offre au tiers du capital assuré. Dans ce système, la personne interposée entre le promettant et le tiers disparaît, et le droit prend naissance directement en la personne du tiers.

Le vice de ce système est que l'offre faite au bénéficiaire n'est pas immédiate. Le droit du tiers ne prend naissance qu'à la mort du stipulant, de l'assuré. Jusque-là, un seul droit existe, celui du stipulant ou de ses héritiers qui peuvent contraindre la Compagnie à s'exécuter, ou sinon répéter les primes versées par eux.

2^o *Le système de la gestion d'affaires*, qui n'a pour lui qu'une jurisprudence très restreinte (1) a été soutenu par M. Labbé (2) et semble être admis par M. Planiol (3).

Dans cette théorie, on envisage le tiers appelé comme le véritable assuré et le stipulant comme un gérant d'affaires. L'adhésion que donne le tiers à l'acte fait par le gérant en son nom est une ratification qui rétroagit au jour du contrat.

On a reproché à cette théorie : *a*) de ne pas rentrer dans le cadre de la gestion d'affaires, telle qu'elle est prévue par les articles 1372 à 1375 ; *b*) de rendre irrévocable le droit du tiers dès le début, alors que l'on admet, au contraire, que le bénéfice de la stipulation

(1) On ne cite guère que deux décisions par lesquelles le juge a déclaré se rallier à la théorie de la gestion d'affaires : Tribunal Saint-Omer, 12^e juillet 1889, Trésor Public ; Morlaix, 16 décembre 1881, LEJEUNE.

(2) SIREY 77.1.393 et 88.2.49 (notes).

(3) *Traité Élémentaire de Droit Civil*, tome II, n^o 1222 et suivants,

faite en sa faveur peut lui être retiré par les contractants, tant qu'il n'a pas accepté ; c) d'être contraire à l'intention des parties.

On a prétendu que la gestion d'affaires produisait un effet incompatible avec le but que poursuivent les parties dans l'Assurance-Vie. Quand le maître ratifie les actes de son gérant, dit-on, la personne de celui-ci s'efface comme s'effacerait la personne d'un mandataire et, s'il y a eu des prestations fournies par le gérant sur son patrimoine, tout doit lui être remboursé par le maître dont l'affaire a été gérée. Il n'en est pas de même en matière d'assurance, le contrat continue à produire ses effets en sa personne et s'il fournit quelque chose à la Compagnie, c'est sans espoir de remboursement de la part du tiers bénéficiaire. A cette objection les partisans de la gestion d'affaires répondaient assez justement bien que subtilement qu'il y a lieu de faire une distinction entre les relations de la Compagnie avec le tiers et celles de cette même Compagnie avec l'assuré, et qu'on a toute faculté pour traiter le stipulant comme un gérant d'affaires du tiers, pour tout ce qui concerne l'assurance faite au profit de ce tiers. De plus, en ce qui concerne les autres griefs faits par les adversaires de cette théorie, on peut dire qu'il n'est pas nécessaire que la gestion d'affaires, basée sur l'article 1121 C. civil, soit en tout point semblable à celle des articles 1372 et 1375 du Code civil ; on peut donner à la stipulation faite par le gérant d'affaires le caractère de révocabilité, tant que le maître, en l'espèce le tiers bénéficiaire, n'aura pas déclaré accepter le bénéfice de l'assurance.

Bien que la gestion d'affaires entendue de cette

façon s'éloigne un peu de la gestion d'affaires telle que l'ont définie les articles 1372 et 1375, nous devons constater qu'elle seule permet d'expliquer les effets remarquables produits par l'Assurance sur la Vie au profit de tiers qui n'est, nous le verrons plus loin, qu'une stipulation pour autrui. Bien que nous estimons que la stipulation pour autrui soit un contrat ayant sa nature propre, n'ayant besoin d'être rattaché à aucun autre, nous ne pouvons nous empêcher de constater qu'à raison des effets spéciaux qu'elle produit, elle se rattache à la gestion d'affaires plus qu'à aucun autre contrat.

Il est juste de faire remarquer que si cette théorie a obtenu quelques succès dans la doctrine, un grand nombre d'auteurs ne l'ont jamais acceptée, et elle n'a jamais inspiré aucune décision de Jurisprudence.

Avant de passer au système aujourd'hui consacré par une Jurisprudence unanime, exposons encore deux autres théories par lesquelles on a voulu expliquer le droit du tiers bénéficiaire au capital assuré.

La première, c'est celle développée par M. Boistel, dans une note du Dalloz (1). Pour celui-ci, l'assurance est une stipulation pour autrui, valable parce que le souscripteur, en même temps qu'il stipule pour le bénéficiaire, stipule pour lui en prévision du cas où le bénéficiaire ne profiterait pas de l'assurance. Pour expliquer les rapports entre l'assureur et le souscripteur d'une part, et le bénéficiaire d'autre part, M. Boistel considère l'obligation de l'assureur comme facultative par rapport à la désignation du créancier.

« Nous disons, dit-il, que l'assurance en cas de décès

(1) DALLOZ, 1889.2.129.

» au profit d'un tiers désigné constitue une obligation
» alternative quant à la désignation du créancier. Dans
» les obligations alternatives dont traite le Code, la dési-
» gnation de l'objet définitif de l'obligation dépend
» d'une option à faire par l'une ou l'autre des parties
» contractantes. Dans l'assurance, c'est la désignation
» du créancier définitif qui dépend d'une option à
» exercer à la fois par le bénéficiaire qui pourra accepter
» le bénéfice du contrat (ordinairement après le décès
» de l'assuré) et par l'assuré qui conserve la faculté de
» révoquer l'offre faite au bénéficiaire.

» Nous pensons que l'obligation contractée par la
» Compagnie d'Assurances appartient à cette catégorie,
» nous la qualifierons donc d'obligation facultative
» quant à la désignation du créancier. »

Et plus loin il ajoute : « Il nous semble exact de
» dire que c'est l'assuré qui est comme créancier « *in*
» *obligatione* » et que le bénéficiaire seulement au
» même titre « *in facultate solutionis* ». Une fois le
» choix réalisé, même sur l'objet qui était primitive-
» ment « *in facultate solutionis* », cette chose est censée
» seule due depuis la formation du contrat. »

Si ingénieuse que soit cette théorie, elle dénature, à
notre avis, l'opération réalisée dans l'Assurance sur la
Vie ; puisque l'on reconnaît à l'assuré un droit immédiat
au capital assuré, c'est, il nous semble, le bénéficiaire
qui devrait être reconnu comme le créancier principal.
De plus, avec cette théorie, le bénéficiaire n'étant
qu'« *in facultate solutionis* », il n'est point alors créan-
cier avant son acceptation, c'est donc cette acceptation
qui lui fera acquérir son droit au capital assuré ; il
sera donc nécessaire pour qu'il puisse accepter l'offre

qui lui est faite par le stipulant que celui-ci soit encore vivant au moment de l'acceptation : condition qui est inadmissible.

Enfin, le Code civil connaît bien des obligations alternatives de choses dues, mais les articles 1189 et suivants ne nous parlent pas d'obligations dues alternativement à des créanciers.

La dernière théorie qu'il nous faut mentionner, c'est celle de l'engagement unilatéral, inspirée par les idées allemandes. Il est de principe qu'une créance suppose toujours le concours originaire d'un créancier. Mais ici, dans une stipulation accessoire d'un contrat qui contient déjà les deux parties ordinaires, ce concours est inutile. Le consentement de l'assuré supplée à celui du bénéficiaire et lui permet d'acquérir le droit sans son fait et à son insu, sous la réserve du pouvoir qu'a l'assuré de révoquer l'attribution. Quant à l'acceptation du tiers, elle ne fait que consolider une créance qui lui appartenait déjà et rendra définitif un droit qui, sans elle, était révocable. C'est donc bien une théorie basée sur la création d'un droit sanctionné par une action par le seul engagement unilatéral d'une partie. M. Saleilles prétend que l'engagement du promettant envers le tiers est contractuel parce qu'il naît d'un contrat fait avec le stipulant ; nous ferons observer que s'il y a contrat entre le stipulant et le promettant, il n'y en a pas entre le promettant et le tiers, et c'est justement la relation juridique qui existe entre ces deux personnes qu'il faut expliquer. Or, en droit français, la volonté unilatérale d'une partie ne peut pas la lier et surtout ne peut pas faire naître contre elle une action au profit d'une autre personne qui n'est pas intervenue au contrat.

Cette théorie ne résoud donc pas le problème ; elle constate un fait sans l'expliquer.

3^o *Système de la stipulation pour autrui.* — La Jurisprudence considère aujourd'hui que l'Assurance sur la Vie contractée au profit d'un tiers déterminé constitue une stipulation pour autrui.

Indiquée dans un arrêt de la Cour de Cassation du 2 juillet 1884 (1), formulée avec la plus grande précision dès 1888 (2), maintenue par plusieurs décisions de la Cour (3), la théorie basée sur la stipulation pour autrui est, aujourd'hui, acceptée par toutes les Cours d'appel et tous les Tribunaux.

Mais, tout d'abord qu'est-ce que la stipulation pour autrui ? C'est un contrat fait en faveur d'autrui par une personne dépourvue de pouvoir. Mais quelle est la nature juridique de l'opération par laquelle deux personnes contractant ensemble peuvent faire acquérir un droit à une troisième personne ? Sur quel principe du droit peut-on fonder le résultat obtenu ? On a cherché à faire rentrer la stipulation pour autrui dans un contrat déterminé, de l'harmoniser avec les règles générales de la formation des obligations. On a proposé tour à tour la théorie de l'offre, celle de la gestion d'affaires, celle de l'action directe, et les théories accessoires que nous avons exposées plus haut.

Il nous semble à nous que la stipulation pour autrui

(1) SIREY 1885.1.5 et D. P. 85.1.159.

(2) Cassation, 8 février 1888. D. P. 88.1.193. S. 88.1.121. — Cassation, 16 janvier 1888. D. P. 1888.1.77. S. 88.1.121.

(3) Cassation, 23 janvier 1889. D. P. 90.1.73. S. 89.1.353. — Cassation, 8 avril 1895. D. P. 95.1.441. S. 95.1.265. — Cassation, 9 mars 1896. D. P. 96.1.391. S. 97.1.221. — Cassation, 22 juin 1891. D. P. 92.1.205. S. 92.1.177.

n'a besoin d'être rattachée à aucun autre contrat, qu'à raison de sa nature spéciale elle ressemble à ce que les Romains appelaient un contrat innommé, vivant de sa vie propre et produisant les effets appropriés à son but spécial. La stipulation pour autrui est devenue un instrument juridique de premier ordre ; elle a servi ou servira encore à faire fonctionner des institutions ou à réaliser des opérations qui seraient impossibles ou tout au moins difficiles avec les autres principes du droit. L'Assurance sur la Vie est une variété de la stipulation pour autrui.

C'est par une extension remarquable de l'article 1121 du Code civil qu'on est arrivé à baser l'Assurance sur la Vie sur la stipulation pour autrui. En effet, aux termes mêmes de l'article 1124, la stipulation pour autrui n'est valable qu'autant qu'elle est la condition d'une autre stipulation que le stipulant a faite en même temps pour son propre compte, ou d'une donation faite par le stipulant au promettant.

Une interprétation étroite de l'article 1124, C. C. rendrait impossible un grand nombre de contrats dont la nécessité pratique est évidente ; aussi tout le monde est d'accord pour lui donner une large portée et pour décider qu'il y a lieu d'admettre la validité de la stipulation pour autrui, lorsqu'elle est la condition d'une dation que le stipulant fait au promettant à un autre titre que celui de donation, et même lorsqu'elle est la condition d'une simple promesse faite par le stipulant au promettant.

C'est ainsi que la Jurisprudence admet la validité de toute assurance contractée au profit d'un tiers, bien que

(1) Lyon, 2 juin 1863. SIREY 63.2.202.

ce contrat ne rentre pas dans les prévisions de l'article 1121, C. C., puisqu'il n'y a ni donation faite à la Compagnie, ni stipulation au bénéfice du preneur de la police. D'ailleurs, le puissant intérêt moral que l'assuré pourrait avoir à ce que l'assurance produise son effet est un fondement suffisant pour valider les Assurances sur la Vie et les justifier.

Il n'est pas exact de dire que cette Jurisprudence ne remonte qu'à l'arrêt du 2 juillet 1884. Et il est curieux de constater que, par un arrêt du 2 juin 1863, la Cour d'Appel de Lyon (1) jugeait que le contrat d'Assurance sur la Vie, par lequel une personne stipule que, moyennant une prime annuelle qu'elle acquittera pendant toute sa vie, un certain capital sera, lors de son décès, payé à un tiers par l'assureur, a le caractère d'une stipulation licite pour autrui. « Cet acte, dit l'arrêt, crée au profit du destinataire un droit qui naît dès le moment du contrat et est simplement suspendu dans son exercice tant que dure la vie de l'assuré. »

Néanmoins, nous ne citons cet arrêt que comme une curieuse exception à la théorie de l'offre presque unanimement admise (1) à l'époque.

Ce n'est vraiment que par l'arrêt du 2 juillet 1884, et celui du 16 janvier 1888, que la Jurisprudence de la Cour de Cassation a fixé complètement sa manière de voir.

Il n'est pas inutile de citer quelques attendus de l'arrêt de 1884, qui fixent nettement la nature du con-

(1) Cour Paris, 5 avril 1867. D. 1867.2.221. — Cour Caen, 14 mars 1876. D. 1879.2.231. — Amiens, 19 décembre 1877. D. 1878.2.224. — Cassation, 7 février 1877. D. 1877.1.337.

trat d'Assurance sur la Vie et en détermine exactement les effets :

« La Cour : Sur le moyen unique au pourvoi tiré de la violation de l'art. 557 C. proc. 1121-2092, 2093, C. civ. et de la fausse application des art. 894 et 1121 du même Code, ainsi que des principes en matière d'acceptation de donation ; Attendu que l'arrêt attaqué par une appréciation souveraine des termes du contrat, constate que sans stipuler pour lui-même, le sieur Blaise a entendu attribuer à des personnes déterminées tout le bénéfice des polices passées avec la Compagnie d'Assurances sur la Vie l'*Union*, le 2 décembre 1867 et le 8 avril 1874, et appeler ces personnes à recueillir le capital assuré *jure proprio non jure hereditario* ; Attendu en droit que le contrat d'Assurances sur la Vie, par lequel il est purement et simplement stipulé que moyennant le paiement de primes annuelles une somme déterminée sera à la mort du stipulant versée à une personne spécialement désignée, a pour effet, au cas où le contrat a été maintenu par le paiement régulier des primes, d'une part d'obliger à la mort du stipulant le promettant à verser le capital assuré entre les mains du tiers désigné, et, d'autre part, de créer, à ce même instant, au profit du tiers bénéficiaire, un droit de créance contre le promettant ; — Attendu que ce droit est personnel au tiers bénéficiaire, ne repose que sur sa tête et ainsi ne constitue pas une valeur successorale, qu'en effet le capital assuré n'existe pas dans les biens du stipulant durant sa vie, puisque ce capital ne se forme et ne commence à exister que par le fait même de la mort du stipulant, et que, d'un autre côté, le contrat n'en attribue à celui-ci le

le bénéfice personnel ni la disposition, et ne lui laisse que la faculté de rendre nuls les effets de la convention par le non-paiement des primes, au cas où ces primes ne seraient pas acquittées par le bénéficiaire ou par tout autre aux lieu et place du stipulant ; — Attendu que dans ces conditions il est impossible de dire que la somme qui doit être versée par le promettant au tiers bénéficiaire après la mort du stipulant ait été la propriété de ce dernier au moment de son décès et conséquemment se trouve dans sa succession. »

C'était bien reconnaître à l'Assurance sur la Vie au profit d'un tiers le caractère de stipulation pour autrui.

L'arrêt du 16 janvier 1888 est plus intéressant encore et plus complet. Confirmant sa Jurisprudence de 1884, la Cour de Cassation décide tout d'abord que, par suite de l'application de la stipulation pour autrui quand le bénéfice de l'assurance est attribué par la police même à une personne déterminée, cette attribution crée au profit du tiers ainsi désigné un droit personnel qui, par l'acceptation de ce dernier, remontera au jour du contrat. Et ensuite, complétant sa Jurisprudence antérieure, elle décide que la substitution d'un nouveau bénéficiaire par voie d'avenant à celui désigné par la police et non encore acceptant, constitue elle aussi une stipulation pour autrui, et que le droit acquis au deuxième bénéficiaire remonte au jour du contrat primitif et est censé n'avoir jamais fait partie que de son patrimoine.

Vu la clarté et la précision de cet arrêt, et au risque d'abuser des citations, nous croyons utile d'en reproduire quelques attendus :

« Vu les articles 1121, 1690 et 2075 du Code civil :

» Attendu, en droit, que le contrat d'Assurance sur la Vie, lorsque le bénéfice de l'assurance est stipulé au profit d'une personne déterminée, comporte essentiellement l'application de l'article 1121 du Code civil, c'est-à-dire des règles qui régissent la stipulation pour autrui, que vainement on voudrait prétendre, comme l'a fait l'arrêt attaqué, que dans un pareil contrat l'assuré ne stipulant pas pour lui-même, les dispositions de l'article 1121 ne sauraient être invoquées par le tiers bénéficiaire ;

» Attendu en effet que d'une part, le profit de l'assurance peut dans de certaines éventualités revenir au stipulant, et que d'ailleurs, le profit moral résultant des avantages faits aux personnes désignées suffit pour constituer un intérêt personnel dans le contrat ; que d'autre part, le stipulant s'engage à verser à la Compagnie d'Assurance des primes annuelles de telle sorte qu'à quelque point de vue que l'on se place, il est impossible de soutenir que le stipulant ne stipule pas pour lui-même et que par suite l'article 1121 n'est pas applicable ;

» Attendu conformément à la dernière partie de cet article que lorsque le tiers spécialement désigné par la police d'assurance a déclaré vouloir profiter de la stipulation faite en sa faveur, il en résulte pour lui un droit personnel irrévocable en vertu duquel le promettant sera tenu de lui payer le montant de l'assurance au moment du décès du stipulant, si d'ailleurs les primes ont été régulièrement payées soit par ce dernier, soit à son défaut par le tiers lui-même ;

» Attendu qu'une police, dans laquelle le bénéfice
» de l'assurance est stipulé au profit d'un tiers nommé-
» ment désigné, peut tant que ce tiers ne s'est pas,
» par une acceptation, approprié les effets de la stipu-
» lation, être modifiée par un avenant substituant un
» autre nom à celui qui avait été primitivement
» inscrit ; que cet avenant laisse au contrat son carac-
» tère spécial de contrat d'Assurance sur la Vie, qui
» comporte, pour sa régularité, l'intervention du stipu-
» lant et du promettant, autrement dit de la Compa-
» gnie d'Assurances, et qui ne saurait être confondu
» avec un contrat de transport dont la validité et les
» effets seraient subordonnés aux significations pres-
» crites par les articles 1690 et 2075 du Code civil. »

Depuis 1884, la Jurisprudence n'a fait que confirmer sa théorie et la compléter.

Ce qu'elle a admis pour l'avenant, au cas où la police originaire est faite au profit d'un tiers déterminé, elle a fini par l'admettre pour l'endossement et le transport-cession.

Par ses arrêts des 4 mai 1904 (1) et 19 novembre 1907 (2), la Cour de Cassation a admis que si l'assuré a remplacé le premier bénéficiaire par un endossement ou par un transport-cession, le droit du deuxième bénéficiaire découle encore de la stipulation pour autrui et remonte à l'origine de la police. Un arrêt de la Cour de Bordeaux déclare que si le nom du bénéficiaire a été laissé en blanc dans la police, le fait de remplir ce blanc au nom d'une personne équivaut à une attribution valant stipulation pour autrui, parce

(1) SIREY, 1904.1.385.

(2) SIREY, 1907.1.481.

que, dès l'origine, l'assuré avait l'intention de ne pas recevoir ce capital dans son patrimoine, mais de le faire passer dans le patrimoine d'une autre personne.

On voit, d'après ces quelques exemples, toute l'importance qui s'attache à la désignation ou à la non-désignation dans la police d'un bénéficiaire déterminé.

Si cette désignation existe, que le stipulant transmette ensuite le droit au capital assuré à un deuxième bénéficiaire par un procédé quelconque de transmission, avenant, endossement, transport-cession ou testament, la Jurisprudence décide qu'il y a eu stipulation pour autrui au moins implicite et que le droit du tiers remonte au jour de la police.

Si cette désignation n'existe pas, autrement dit si la police est au nom de l'assuré ou de personnes indéterminées, quelque procédé que le stipulant emploie pour transmettre le bénéfice (exception faite toutefois pour l'avenant), il n'y aura plus de stipulation pour autrui, mais une simple transmission faisant passer le bénéfice au tiers désigné, à sa date et avec toutes les charges que celui-ci comportait.

Les conséquences les plus importantes du principe qui font reposer l'Assurance sur la Vie sur la stipulation pour autrui, c'est que la créance qui en résulte est directement acquise non pas au stipulant, mais au bénéficiaire étranger au contrat, c'est que la personne en vue de laquelle la police a été spécialement souscrite ou à qui la police primitivement attribuée à un tiers déterminé a été transmise, a un droit qui lui est propre, droit qui n'a jamais reposé que sur sa tête et n'a jamais dépendu du patrimoine du stipulant.

De plus, ce droit du bénéficiaire remonte au jour

même de la police, bien que celui-ci soit étranger à l'accord intervenu entre l'assureur et l'assuré, même si l'acceptation n'a lieu qu'au cours du contrat, ou mieux après le décès de l'assuré. Le rôle du bénéficiaire se borne à recueillir le profit de l'assurance dans des conditions déterminées.

Il importe peu que la créance contre la Compagnie résulte non pas de la police, mais d'un avenant, car l'avenant fait corps avec la police. C'est d'ailleurs une question que nous reverrons plus loin.

Tous les droits personnels à l'assuré, droit de rachat, droit de réduction, droit de participation aux bénéfices, droit d'emprunt, droit de transmission, ne portent en aucune façon atteinte au droit propre du bénéficiaire, tant qu'ils ne sont pas exercés, parce que ces clauses sont de l'essence même du contrat. Jusqu'à l'acceptation du bénéficiaire, tous ces droits peuvent être exercés par l'assuré, mais par l'assuré seulement. Il est certain, par exemple, si l'on applique la doctrine de la validité de l'acceptation même après le décès ou après la faillite du stipulant et de l'effet rétroactif de cette acceptation, que le syndic ne saurait pas plus avoir le droit de poursuivre le rachat de la police au nom et au profit de la masse qu'il n'a le droit, en dehors de toute clause et question de rachat, de revendiquer pour les créanciers de la faillite le paiement de la somme assurée, lorsque les bénéficiaires ont déclaré vouloir profiter de la police (1).

La personne qui se présente avec une police mixte a-t-elle aussi un droit propre et exclusif comme le

(1) Cassation, 8 avril 1895. S. 95.1.265. — Paris, 23 juin 1898, HOMAÏS.

bénéficiaire d'une assurance pure et simple ? La Jurisprudence a longtemps contesté ce droit, par cette considération qu'en stipulant pour lui-même au cas où il survivrait à la date indiquée, l'assuré se confère un droit qui ne saurait se concilier avec celui du bénéficiaire (1). Depuis, et par une extension audacieuse de la stipulation pour autrui, la Jurisprudence a décidé que la personne qui se présente avec une police mixte a tout aussi bien un droit exclusif que le bénéficiaire d'une assurance ordinaire (2). Voici comment raisonnent certaines décisions judiciaires : « Le droit du tiers est subordonné à la condition suspensive du prédécès de l'assuré avant l'expiration de la période fixée par la police ; mais si cette condition se réalise, l'effet rétroactif étant attaché par l'article 1179 du Code civil à la condition accomplie, le tiers est censé, par le fait de son acceptation, avoir eu, dès le jour du contrat, un droit acquis au capital assuré. »

En réalité, en cas d'assurance mixte, il y a deux bénéficiaires différents, deux droits distincts. L'assuré stipule pour lui, d'une part, en cas de survie jusqu'à une époque déterminée ; il attribue, d'autre part, au tiers bénéficiaire le Bénéfice de l'Assurance pour le cas où son décès se produirait avant cette époque. Le contrat ouvre donc au profit du tiers non seulement un droit acquis, immédiat, qui rétroagira au jour de la police et le fera considérer comme seul bénéficiaire, mais aussi un droit qui sera soumis à une

(1) Cassation, 7 février 1877. D. P. 77.1.3. SIREY 77.1.393. — Cassation, 27 janvier 1879. D. P. 79.1.230. SIREY 79.1.218. — Cassation, 10 février 1880. D. P. 80.1.169. SIREY 81.152.

(2) Cassation, 6 février 1888. D. P. 88.1.193. SIREY 88.1.121. — Paris, 5 mai 1899, CLOSTRE. — Douai, 14 février 1887, BÉCU.

condition suspensive, le décès de l'assuré avant l'époque où il devait recueillir lui-même le Bénéfice de l'Assurance.

L'assurance à terme fixe n'étant qu'une variété de l'assurance mixte, la Jurisprudence reconnaît un droit propre au bénéficiaire d'une assurance de ce genre. L'échéance du droit se place au terme indiqué, au lieu de se placer au décès du stipulant (1). La même règle doit s'appliquer au cas d'assurance sur deux têtes : il y a, en réalité dans cette combinaison deux assurances en cas de décès, toutes deux conditionnelles : jusqu'au moment de cette double condition, le droit au capital est en suspens ; la réalisation d'une condition fait disparaître le droit éventuel de l'un, et fait acquérir à l'autre un droit en germe depuis la date de la police et qui rétroagit à cette date (2).

* * *

Toute la théorie que nous venons d'exposer ne s'applique qu'au cas où l'assurance a été contractée originairement au profit d'une personne sinon nommément désignée au moins susceptible d'être considérée comme déterminée. Or, qu'entend-on par personnes déterminées ? Ce sont des personnes individuellement désignées et actuellement vivantes. Elles seules sont considérées comme tenant leur droit d'une stipulation pour autrui.

Qu'entend-on, d'autre part, par personnes indéter-

(1) Havre, 9 janvier 1897, CAUFURNIER.

(2) Cour Douai, 31 janvier 1876, THÉODAT. — Trib. Douai, 22 août 1878, THÉODAT.

minées ? Ce sont des personnes actuellement vivantes et indéterminées, mais déterminables au jour où la convention doit recevoir effet à leur profit. Au profit de ces personnes, une stipulation valable peut intervenir. Mais sera-ce une stipulation pour autrui ou une stipulation pour soi-même ? Si le stipulant entend se réserver le droit de désigner lui-même plus tard ceux qui en bénéficieront, en réalité, il s'approprie le bénéfice du contrat et la créance ainsi créée reste dans son patrimoine tant qu'il n'en a pas disposé. En d'autres termes, il n'y a pas là une stipulation pour autrui faisant acquérir la créance directement à un tiers (1).

Une stipulation pour autrui, une Assurance sur la Vie peut-elle intervenir au profit de personnes futures, c'est-à-dire de personnes qui ne sont pas encore conçues au jour du contrat ? D'une façon générale, tout contrat suppose l'existence de deux personnes actuellement vivantes et concourant à sa formation. Peut-on autoriser des contrats au profit de personnes futures ? La question s'est présentée sous deux formes différentes : à propos des donations et à propos des stipulations pour autrui. En ce qui concerne les donations, notre droit a fini par déclarer impossibles les donations à des personnes futures, sauf dans un cas unique et en faveur du mariage, quand il s'agit de donation aux enfants à naître des futurs époux.

La solution contraire a été admise au cas de stipulation pour autrui, à raison de la nature spéciale de ce contrat. Dans la stipulation pour autrui, le droit du tiers prenant naissance avant qu'il ait donné son

(1) Cassation, 20 décembre 1876. D. 77.1.504. S. 77.1.119.

consentement, pourquoi exiger qu'il soit vivant au moment où ce droit naît pour lui, puisqu'on n'a pas besoin de lui pour créer ce droit.

Bien que cette justification théorique soit tout à fait satisfaisante et que la nécessité pratique soit venue légitimer encore cette solution, la Jurisprudence actuelle, viciée par une contradiction manifeste, admet, en matière de fondations, la possibilité de faire figurer comme bénéficiaires de la charge même des personnes non encore conçues à l'époque de la donation ou du décès du testateur ; et, d'autre part, en matières d'Assurances sur la Vie, elle rejette, d'une manière absolue, cette même possibilité (1).

Donc, d'une façon générale, il n'y a stipulation pour autrui qu'autant que l'assurance a été contractée au profit d'une personne sinon nommément désignée, du moins susceptible d'être considérée comme déterminée

Si la police a été souscrite en faveur soit de l'assuré lui-même, soit de personnes indéterminées, par exemple si elle a été passée pour les héritiers, les ayants cause et même les enfants nés ou à naître, le bénéfice est acquis au patrimoine de l'assuré, la créance contre la Compagnie fait partie des biens du stipulant. Il y a bien stipulation pour autrui, mais dans les termes de l'article 1122 ; n'ayant pas manifesté de volonté contraire, l'assuré est réputé avoir stipulé pour lui et ses héritiers.

Il est de jurisprudence courante que les désigna-

(1) Paris, 1^{er} août 1879. S. 80.2.249. — Amiens, 29 décembre 1886. D. 88.1.169. — Rennes, 5 décembre 1899. D. 1903.2.377, et la note de M. DUPUICH combattant l'arrêt.

tions suivantes : « Mes enfants nés ou à naître, mes enfants, mes héritiers ou ayants droit, mes petits-enfants, mes parents, mes ayants cause », ne sont pas suffisantes pour que l'on puisse considérer ces personnes gratifiées comme déterminées et certaines.

Cependant, nous trouvons un arrêt de Cassation du 8 février 1888 (1) qui décide que si la Compagnie s'est engagée à payer le capital assuré aux enfants de l'assuré nominativement désignés et en cas de décès de chacun d'eux à leurs enfants ou héritiers, cela constitue une stipulation au profit de personnes certaines alors qu'il est décidé en fait que les enfants et héritiers des personnes nominativement désignées au contrat n'ont été désignées que surrogatoirement, par application du principe posé par l'article 1122 C. C. ; il a été décidé qu'en cas de prédécès de l'un des enfants désignés, le droit de celui-ci, droit qui remonte au jour de la stipulation, peut être exercé par ses héritiers.

Par contre, il a été jugé, par un jugement du Tribunal d'Hazebrouck du 13 novembre 1908, que la désignation « mon mari ou à son défaut mes héritiers naturels » n'était pas une désignation suffisante « parce qu'il » était impossible de savoir au jour du contrat si le » capital stipulé serait acquis au mari ou aux héritiers » naturels ; que ces derniers n'ont pas été désignés » nominativement, que le nombre même n'est pas » indiqué ; qu'on ne savait à quel degré de parenté » ils devaient appartenir lors du décès de la stipulante. »

Sans vouloir discuter cette jurisprudence, nous estimons que dans le cas que nous venons de citer,

(1) *J. N. et A.* 1888, p. 138.

il faut voir deux stipulations : l'une, au profit d'un tiers bien déterminé, le mari, et qui produira son effet si le mari survit ; la deuxième en faveur des tiers indéterminés et qui aurait produit son effet en cas de prédécès du mari.

Cette Jurisprudence est d'ailleurs contredite par un arrêt de la Cour de Rouen du 22 mars 1881 (1) validant cette désignation « ma femme, en cas de prédécès de celle-ci, mes héritiers », par un arrêt de la Cour de Cassation (2) admettant la désignation « ma femme ou mes enfants », et par un arrêt de la Cour d'Aix (3) du 2 mai 1906 admettant une stipulation faite en faveur de la femme ou à son défaut des héritiers de l'assuré.

Malgré ce flottement dans la Jurisprudence, malgré les nombreuses critiques faites par la doctrine (4), la presque totalité des jugements et arrêts des Cours d'appel (5) et de la Cour de Cassation (6) n'admettent pas que l'Assurance sur la Vie puisse intervenir pour des personnes futures et incertaines, ou pour des personnes indéterminées ; ils considèrent qu'en traitant pour ses héritiers ou ayants cause, pour ses enfants nés ou à naître, l'assuré ne sait pas quelles personnes à son décès pourront recueillir le profit de l'assurance et que ce manque de détermination ne permet pas de

(1) *J. N. et A.* 1882, p. 96.

(2) *J. N. et A.* 1888, p. 203.

(3) *J. N. et A.* 1907, p. 103.

(4) Voir note de LABBÉ, sous arrêt de la Cour de Cassation du 2 juillet 1884. SIREY 85.1.5.

(5) Cour Besançon, 14 mars 1883, LAGRUNE. — Cour Douai, 9 juin 1886, ROMMEL. — Cour Besançon, 23 janvier 1891, JOUBERT.

(6) Cassation, 10 février 1880. D. P. 80.1.169. S. 80.1.152.

considérer l'opération faite comme une stipulation pour autrui valable.

Cette Jurisprudence, tant en ce qui concerne les personnes indéterminées qu'en ce qui concerne les personnes futures, est à tous points de vue critiquable. En effet, l'Assurance sur la Vie ne réalisera les intentions les plus fréquentes et les désirs les plus vifs d'un père de famille que lorsque le bénéfice en pourra être attribué à ses enfants nés ou à naître. Comme le dit fort justement M. Labbé : « L'homme prévoyant doit contracter une assurance sur la vie de bonne heure, afin de payer des primes plus faibles. Il la contractera le plus souvent avant la naissance de tous ses enfants. Il songera au bien-être de sa postérité, sans vouloir mettre aucune différence entre ses enfants, selon la date de leur naissance antérieure ou postérieure au contrat d'assurance. Le droit doit donc, par un moyen ou un autre, être adapté à cette conclusion : la validité de l'Assurance sur la Vie au profit des enfants nés ou à naître de l'assuré ». Et il ajoute : « D'un autre côté, le père de famille qui s'assure veut préserver sa descendance, non pas seulement des suites d'une mort prématurée, mais encore de la mauvaise fortune qui viendrait l'assaillir. En agissant ainsi, il poursuit un but juste et honnête. » Et pour conclure, il termine ainsi : « Le législateur doit se hâter de modifier une législation peu hospitalière pour une institution aussi morale, aussi bienfaisante que l'Assurance sur la Vie, surtout quand elle est contractée, avec une abnégation généreuse, par une personne au profit direct et exclusif de ses enfants nés et à naître. »

L'intervention de la loi est donc nécessaire pour

résoudre cette question dans un sens équitable et conforme à la volonté probable des intéressés. C'est ce qu'a parfaitement mis en lumière M. Lyon-Caen dans son rapport sur les Assurances sur la Vie et ce qu'il a sanctionné dans l'article 55 du projet de loi qui décide que :

« Sera considérée comme faite au profit de bénéficiaires déterminés la stipulation par laquelle l'assuré attribue le bénéfice de l'assurance à ses enfants et descendants nés et à naître, sans qu'il soit nécessaire d'inscrire leur nom dans la police ou dans tout autre acte ultérieur contenant attribution du capital assuré.

» Les enfants et descendants de l'assuré ainsi désignés auront droit au bénéfice de l'assurance en proportion de leurs parts héréditaires. Ils conserveront ce droit même en cas de renonciation. »

Nous nous sommes un peu étendus sur cette question de la détermination du bénéficiaire, en raison de son importance. En effet, d'après une Jurisprudence constante, lorsque l'assurance est contractée au profit des héritiers et ayants cause de l'assuré, le capital assuré fait partie de la succession de l'assuré, ses héritiers viennent l'y recueillir ; il fait partie du droit de gage général des créanciers de l'assuré et est soumis aux règles de réduction et de rapport. Au contraire, lorsque l'assurance est conclue au profit d'un bénéficiaire déterminé, la somme assurée ne fait pas partie de la succession de l'assuré ; le bénéficiaire est censé y avoir dès l'origine un droit direct né dans sa personne contre l'assureur.

SECTION PREMIÈRE

L'assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers déterminé, conserve-t-elle son caractère de stipulation pour autrui, lorsqu'elle fait ensuite l'objet d'une transmission ?

Nous venons de voir, en exposant la théorie de la stipulation pour autrui sur laquelle on fait reposer le droit du bénéficiaire, que la Jurisprudence fait une distinction fondamentale entre le cas où l'Assurance sur la Vie est contractée au profit des héritiers ou ayants cause de l'assuré et le cas où l'assurance est faite originairement au profit d'un tiers déterminé. Doit-on reconnaître qu'il n'y a pas transmission du droit de l'assuré au bénéficiaire, alors même que l'assurance primitivement faite au profit d'un tiers est attribuée à un autre tiers par un moyen quelconque de transmission ?

Nous avons vu, dans notre première partie, quels procédés de transmission étaient à notre disposition. Nous avons vu que l'acte de transmission postérieure au contrat pouvait être soit un acte intervenu entre l'assuré et la Compagnie d'Assurances (lequel porte le nom d'avenant), soit un acte fait en dehors de cette Compagnie et qui sera ou un acte synallagmatique entre l'assuré et le bénéficiaire (tel qu'un acte de transport-cession ou de transport en garantie), ou un acte où l'assuré agit seul (comme un endossement ou un testament).

C'est par une application raisonnée des articles 1121 et 1122 du Code civil qu'on est arrivé à résoudre le problème ci-dessus posé.

L'article 1122 du Code civil nous dit que le stipulant est censé avoir stipulé pour lui-même et pour ses héritiers, à moins de manifestation contraire de volonté. Or, il n'est pas exagéré de dire que lorsque, originairement, le stipulant a attribué le bénéfice de l'assurance à un tiers, son intention a été de former un capital en dehors de son patrimoine et qui ne peut y rentrer indirectement par une transmission postérieure. Cette intention résulte de la nature même de l'Assurance sur la Vie. « En effet, dit M. Dupuich, quand un homme fait les sacrifices toujours lourds que comporte une assurance sur la vie, quel est le mobile auquel il obéit ? Est-ce de laisser à des héritiers quelconques une succession plus opulente ? En aucune façon. On peut toujours affirmer *a priori* que l'assuré a eu pour but de sauvegarder l'avenir d'une tierce personne qui lui est particulièrement chère (comme sa femme ou ses enfants), ou qu'il veut doter d'un droit personnel (comme un créancier qu'il tient à garantir ou à désintéresser). On peut donc poser en thèse que ce mobile est de la nature de l'Assurance sur la Vie, et qu'en tout cas il est dans l'intention du contractant de constituer par l'assurance un droit étranger à son propre patrimoine » (1).

Ce principe, vrai lorsque la désignation du bénéficiaire a eu lieu à la date même du contrat et dans l'acte même qui y donne naissance, l'est également lorsqu'une transmission postérieure vient changer la

(1) DUPUICH, *Le Contrat d'assurance*, p. 87.

personne du bénéficiaire, et substituer au premier bénéficiaire déterminé une autre personne.

Nous en ferons l'application à chacun des modes de transmission.

1^o *Avenant* : Quelle est la valeur de l'acte par lequel, sur la demande de l'assuré, la Compagnie d'assurance attribue le bénéfice à une autre personne dans un acte additionnel, qu'on appelle avenant ?

La Jurisprudence décide que le nouveau bénéficiaire par avenant aura un droit propre à l'assurance, comme s'il avait été désigné dans la police (1). Il se produit, dans ce cas, une véritable rétroactivité, par suite de laquelle le dernier bénéficiaire indiqué est réputé avoir eu seul droit à la somme assurée dès le jour de la police, à l'exclusion du bénéficiaire qui a pu être désigné précédemment, soit dans la police, soit dans un avenant antérieur au dernier.

En effet, qui pourrait être fondé à contester ce droit ? Le bénéficiaire primitif ? Mais son droit était révocable et a été révoqué par l'attribution du bénéfice à une autre personne. Les ayants cause de l'assuré ? Mais ceux-ci n'ont jamais eu aucun droit sur ce bénéfice, qui, dès la conclusion du contrat, a constitué un bien étranger au patrimoine du stipulant, par cela même qu'il était né d'une stipulation pour autrui.

« L'assuré, dit M. Dupuich, avait implicitement mais nécessairement le droit d'attribuer sans contrôle à un tiers quelconque le Bénéfice de l'Assurance, sur laquelle aucun de ses ayants cause n'avait jamais été appelé à émettre aucune prétention. Rien ne peut

(1) Cassation, 16 janvier 1888. D. P. 88.1.77. — Cassation, 7 août 1888. S. 1889.1.97. — Paris, 10 janvier 1900. S. 1904.2.105.

donc l'empêcher de faire, par un avenant, une nouvelle stipulation pour autrui, comme il en avait fait une première par la police » (1).

C'est ce que l'arrêt du 16 janvier 1888 énonce en disant que « l'avenant substituant un autre nom à celui qui avait été primitivement inscrit laisse au contrat son caractère spécial de contrat d'Assurance sur la Vie », c'est-à-dire de stipulation pour autrui « qui comporte uniquement pour sa régularité l'intervention du stipulant et du promettant, c'est-à-dire de la Compagnie d'Assurances. »

2^o *Endossement* : Lorsque, dans les mêmes conditions que précédemment, le stipulant dont la police, qui contenait la désignation d'un tiers bénéficiaire, était, d'autre part, payable à ordre, a endossé le bénéfice au profit d'un autre tiers, quel sera l'effet de cet acte ? Il convient de remarquer que la situation est identique à celle de l'espèce précédente, sauf la forme employée : le bénéfice ne devait point profiter au patrimoine de l'assuré ; il constituait une valeur étrangère à son patrimoine. Ce serait donc la forme seule de l'attribution qui pourrait dicter une solution de droit différente.

La Cour de Cassation, par un arrêt célèbre du 4 mai 1904 (2), cassant l'arrêt de la Cour de Grenoble du 22 janvier 1901 (3) contre lequel était formé le pourvoi, admet que l'endossement n'est qu'un mode de désignation bénéficiaire comme l'avenant, et que,

(1) Note de M. DUPUICH sous arrêt de la Cour de Cassation du 19 novembre 1907. DALLOZ 1908.1.129.

(2) SIREY 1904.1.385.

(3) SIREY 1903.2.17.

par suite, par cela même qu'il n'y a eu transmission d'aucun droit de l'assuré au bénéficiaire de l'endossement, il n'y a pas lieu à l'application des articles 446 et 447, C. com.

Cette doctrine nous paraît excellente et en la sanctionnant, la Cour de Cassation a montré combien elle sait tenir compte des principes du droit et des intérêts de la pratique, sans s'arrêter à des arguments fondés sur un formalisme étroit.

Il faut, d'ailleurs, avouer que les raisons données pour faire considérer l'endossement comme opérant un transfert du droit de l'assuré au bénéficiaire sont quelque peu spécieuses. On pourrait avoir, à la vérité, la pensée d'interpréter l'acte de transmission par endossement de la façon suivante : l'endossement d'un titre à ordre est un mode de transmission des droits inhérents à ce titre (Art. 136, C. com.). Or, l'assurance ayant été contractée au profit d'un tiers déterminé, le bénéfice de cette assurance avait été acquis directement à celui-ci, sans que l'assuré y eût aucun droit. Le stipulant, en endossant la police au profit d'une personne autre que le bénéficiaire primitif avait commencé par révoquer, comme il en a la faculté, la stipulation faite au profit du premier bénéficiaire ; puis, ayant, par cette révocation, fait rentrer dans son patrimoine un droit qui y avait été étranger, il l'en faisait aussitôt sortir en l'endossant au profit d'un tiers.

Cette argumentation est facile à réfuter. En effet, il ne faut pas oublier que l'assurance en cas de décès contractée au profit d'un bénéficiaire déterminé est une opération d'une nature toute spéciale : elle contient

une stipulation pour autrui, en vertu de laquelle le droit au capital assuré n'ayant jamais appartenu à l'assuré est né directement au profit du bénéficiaire contre l'assureur.

L'assuré n'ayant jamais eu de droit au capital assuré ne peut pas le transmettre : *Nemo dat quod non habet*. Tout ce que peut faire l'assuré, c'est, après avoir désigné un bénéficiaire dans la police, d'en désigner un autre qu'il substitue au premier et qui ne tient pas plus son droit de l'assuré que le premier bénéficiaire ne le tenait de celui-ci.

Il n'y a aucun obstacle à ce que cette désignation se fasse par un endossement qui produise les mêmes effets que l'avenant. Sans doute, l'endossement sert d'ordinaire à opérer une transmission de droit (Art. 136, C. comm.) ; mais il n'y a aucune raison pour qu'il ne puisse servir à réaliser une autre opération.

Les partisans de l'opinion contraire, ceux qui considèrent que l'attribution par endossement d'une police primitivement faite au profit d'un tiers vaut transmission, sont forcés d'attribuer à l'endossement deux effets et de décider que celui-ci implique la révocation préalable de la stipulation contenue dans la police et le remplacement par une assurance conclue au profit de l'assuré de l'assurance avec stipulation au profit d'un tiers déterminé. Comment admettre qu'un même acte, sans aucun trait de temps, dote et prive à la fois le patrimoine de l'assuré d'un droit qui n'a jamais pu y reposer un instant de raison ?

Nous estimons donc que la Cour de Cassation, par une interprétation très naturelle en une matière où, de par l'article 1121 lui-même, la volonté de l'assuré

est toute-puissante, a eu raison en décidant que l'endossement, comme l'avenant, n'est qu'un mode d'exécution de la faculté qui appartient à l'assuré de désigner un bénéficiaire de son choix. Aussi, juge-t-elle que l'endossement qui substitue un nouveau bénéficiaire au bénéficiaire primitif laisse au contrat le caractère juridique de stipulation pour autrui, dans les termes de l'article 1121, C. C.

3^o *Cession de l'Article 1690* : Si l'emploi par l'assuré de l'endossement qui est une des formes ordinaires de cession n'entraîne pas transmission, quand l'assuré n'a aucun droit au capital assuré, on ne voit pas pourquoi la même solution ne serait pas aussi exacte en cas d'emploi d'autres formes qui, d'ordinaire, servent pour opérer des cessions. L'assuré emploie, par exemple, le procédé de cession admis en droit civil et qui s'appelle le transport.

Ici encore, une seule différence avec le cas précédent : une différence de forme. Allons-nous être plus formalistes que nous ne l'avons été tout à l'heure ? Les raisons de décider sont les mêmes. C'est ce qu'a compris la Cour de Cassation qui, dans un arrêt du 19 novembre 1907 (1), a complété très heureusement la jurisprudence adoptée pour le cas d'endossement. Elle rappelle, en présence d'une assurance originairement contractée au profit d'un tiers, que l'assuré s'est réservé implicitement mais nécessairement la faculté de changer en cours d'assurance la désignation du bénéficiaire ; appliquant sa jurisprudence antérieure, elle considère que l'exercice de cette faculté laisse au contrat son

(1) SIREY 1907.1.481. Voir note de M. LYON-CAEN. — DALLOZ 1908.1.129. Voir note de M. DUPUICH.

caractère de stipulation pour autrui ; et n'ayant plus à envisager que la question de forme, elle la résoud pour le transport-cession comme pour l'endossement, en déclarant : « que l'attribution nouvelle, lorsqu'elle s'opère par voie de cession n'est, dans l'économie du contrat, que la mise en exercice du droit de désignation. »

Il résulte de la nature de la convention d'Assurance sur la Vie, il résulte de l'économie du contrat, que l'assuré confère un droit propre au bénéficiaire de son choix. Cette faculté de constituer un bénéficiaire jouissant d'un droit propre est implicite, mais nécessaire.

Et puis, les formes employées, celles de l'article 1690, C. C. en l'espèce, ne peuvent donner à un acte une nature qu'il ne peut avoir d'après les circonstances de fait dans lesquelles cet acte intervient. « Les circonstances de fait, dit M. Lyon-Caen, empêchent que l'assuré, en cas d'assurance en cas de décès contractée au profit d'un bénéficiaire déterminé, puisse faire une cession, puisque, encore une fois, elle porterait sur une créance qui ne lui a jamais appartenu. »

4^o *Testament* : La Cour de Cassation n'a pas encore eu à envisager ce cas, au moins dans l'hypothèse, la seule que nous considérons en ce moment, où l'assurance a été originairement contractée au profit d'un tiers, en sorte qu'elle n'était pas destinée à profiter au patrimoine du contractant.

Le jour où la question se posera, il n'y aura aucune raison pour la résoudre autrement que la Cour de Cassation ne l'a fait successivement pour l'avenant, pour l'endossement et pour le transport.

Bien au contraire, le cas du testament offrirait moins

de difficultés que n'en offre le transport par exemple. Le transport (art. 1690) avait été opposé autrefois à l'avenant par la Cour de Cassation dans son arrêt du 16 janvier 1888, comme devant produire des effets différents. Ce n'est que par une évolution très notable de sa théorie que la Cour est arrivée à assimiler ces deux actes, dont l'un, l'avenant, est naturellement interprété comme réalisant une simple attribution par manifestation unilatérale de volonté, tandis que l'autre, le transport, a plutôt le caractère d'un contrat translatifs de droits.

Or, le Testament présente avec l'avenant plus d'analogie que n'en présente le transport. Il est, en effet, essentiellement une manifestation unilatérale de volonté ; il ne contient pas nécessairement de legs translatif de propriété.

Chaque fois qu'il apparaîtra que l'attribution du bénéfice faite dans un testament n'est que « la mise en exercice du droit de désignation », ce testament devra produire les mêmes effets que tout autre acte de désignation quelconque, c'est-à-dire conférer un droit propre au bénéficiaire.

On a objecté à cette opinion la définition que le Code civil donne du testament. « Le testament, dit l'article 895 du Code civil, est un acte par lequel le testateur dispose pour le temps où il n'existera plus de tout ou partie de ses biens. »

Cette définition ne saurait constituer une objection sérieuse. Elle vise le testament contenant les dispositions les plus usuelles ; mais rien ne s'oppose à ce que celui-ci contienne des clauses autres, telles que la reconnaissance d'une dette, par exemple.

On a dit aussi que l'admission d'un bénéficiaire désigné par testament peut faire redouter, par cela même que le testament reste parfois ignoré pendant un certain temps, qu'un assureur paye une autre personne que celle que le testament désigne. Nous verrons que le projet de loi renferme une disposition qui met, en pareil cas, l'assureur de bonne foi à l'abri de tout préjudice. (Art. 71 du projet de loi.)

5^o *Autres modes de transmission* : A l'endossement et au testament, il faudra assimiler tout autre écrit quelconque qui — toute question de forme à part — impliquerait l'intention non douteuse de faire attribution du bénéfice. Cette solution apparaît comme la suite logique et nécessaire de toutes les autres, et comme seule conforme aux principes posés plus haut (1).

Conclusion. — Pour nous en tenir aux hypothèses qui ont reçu de la Cour de Cassation une consécration définitive, nous pouvons résumer ainsi les points fondamentaux de cette Jurisprudence.

« Dans l'Assurance sur la Vie en cas de décès, au profit d'un tiers, l'assuré se réserve implicitement mais nécessairement la faculté de désigner en cours d'assurance un bénéficiaire » (2).

« L'exercice de cette faculté laisse au contrat son caractère de stipulation pour autrui » (3).

« L'attribution du bénéfice, lorsqu'elle s'opère ainsi,

(1) Voir D. P. 1907.1.122, note.

(2) Requête 22 juin 1891. D. P. 92.1.205. — Civ., 19 nov. 1907. D. 1908.1.129.

(3) Civil, 16 janvier 1888. D. P. 88.1.77. — Civil, 4 mai 1904. D. P. 1905.1.165. — Civil, 19 novembre 1907. S. 1907.1.481.

n'est que la mise en exercice du droit de désignation » (1).

« En conséquence, et quelle que soit la forme employée pour réaliser l'attribution, avenant (2), endossement (3), ou transport (4), le bénéficiaire désigné en cours d'assurance jouit d'un droit propre au bénéfice du contrat, et les créanciers de l'assuré n'ont rien à y prétendre, même si celui-ci était en faillite ».

C'est cette manière de voir qu'adopte le projet de loi sur l'Assurance sur la Vie, ce sont ces principes qu'il consacre. Le dernier alinéa de l'article 55 déclare que la substitution d'un bénéficiaire pourra se faire « soit entre vifs par voie d'avenant ou en remplissant les formalités édictées par l'article 1690 du Code civil, soit quand la police est à ordre par endossement, soit par testament ». Et dans son exposé des motifs, M. Lyon-Caen s'exprime ainsi : « Il semble que, quand la personne qui doit bénéficier de l'assurance a été déterminée, il est toujours naturel de penser que l'assuré a entendu lui faire acquérir un droit propre et non acquérir lui-même un droit pour le lui transmettre ensuite. C'est se montrer bien formaliste que de s'attacher aux formes employées pour écarter l'idée d'un droit direct acquis au bénéficiaire. »

(1) *Idem.*

(2) Civil, 16 janvier 1888.

(3) Civil, 4 mai 1904. S. 1904.1.385.

(4) Civ., 19 nov. 1907.

SECTION II

Quel est le caractère de la transmission, lorsque la police originaire a été contractée au nom de l'assuré ou au nom de personnes indéterminées ?

Nous avons considéré jusqu'ici le cas d'une Assurance sur la Vie contractée dès l'origine au profit d'un tiers déterminé et devant à ce titre, dès l'origine, échapper au patrimoine du contractant.

Les mêmes solutions sont-elles encore exactes lorsque le contrat originaire a été fait sans désignation personnelle d'un bénéficiaire déterminé, en sorte que le bénéfice du contrat devait, originairement, tomber dans le patrimoine de l'assuré lui-même ?

La Jurisprudence, d'une façon unanime, décide que lorsque l'assurance est contractée au profit des héritiers et ayants cause de l'assuré, ou au profit de l'assuré lui-même, la somme assurée fait partie du patrimoine de l'assuré, c'est dans sa succession que ses héritiers et ayants cause viennent la recueillir ; ceux-ci tiennent donc leur droit de l'assuré (1).

Après avoir établi que le droit au capital assuré est irrévocablement acquis au stipulant du jour du contrat et fait partie de son patrimoine, l'exigibilité en étant seule différée jusqu'à son décès, l'arrêt de 1873 continue en ces termes :

(1) Cassation, 15 décembre 1873. S. 1874.1.191. — Cassation, 24 février 1902. S. 1902.1.165, note.

« Attendu qu'aux termes de l'article 1121 du Code civil, le stipulant a, sans doute, la faculté de conférer à un tiers le bénéfice de ce contrat ; mais que cet article ne peut recevoir d'application que lorsque la disposition est faite au profit d'une personne déterminée ; que si, au lieu d'attribuer le capital assuré à une personne déterminée, le stipulant se borne à convenir que ce capital sera payé, lors de son décès, à ses héritiers, à son ordre, ou aux personnes qu'il se réserve de désigner, la stipulation tombe sous l'application, non plus de l'article 1121, mais de l'article 1122 du Code civil, et reste soumise à tous les modes de transmission établis ou permis par la loi ; que tant que le stipulant n'en a pas autrement disposé, le droit au capital assuré, dérivant de ce contrat, continue à faire partie de son patrimoine ; que cette indication vague et indéterminée ne peut, de son vivant, conférer un droit propre à ses héritiers encore incertains, et que ceux-ci ne peuvent être appelés à recueillir le bénéfice du contrat d'assurance qu'en vertu et dans les limites de leur vocation héréditaire, qui ne s'ouvre qu'avec sa succession. »

Telle est la solution encore admise aujourd'hui, lorsque la police est originairement contractée au profit de l'assuré ou de ses héritiers.

La solution changera-t-elle si, dans les mêmes conditions, l'attribution est faite par un acte postérieur ?

Il y a lieu de faire une distinction entre l'avenant d'une part, et les autres modes de transmission d'autre part.

1^o *Avenant* : La Jurisprudence a fait produire à

l'avenant intervenu pour modifier une police originai-
rement contractée par l'assuré à son profit le même
caractère de rétroactivité qu'à l'avenant intervenu
pour modifier une police originaiement contractée
au profit d'un tiers déterminé.

Quel est le motif de cette assimilation, alors qu'il y
a bien stipulation pour autrui substituée à une stipu-
lation pour soi-même ?

« En stipulant, par le contrat originaire, au profit
de ses héritiers, l'assuré se réservait implicitement,
mais nécessairement, la faculté de désigner ultérieu-
rement la personne à laquelle il entendait attribuer
le bénéfice de l'assurance. » (Cassation, 22 juin 1891.)

Ainsi, suivant la Cour de Cassation, le contrat
originaire contenait une stipulation pour autrui impli-
cite, et c'en était assez pour que l'avenant — qui
contenait une stipulation pour autrui bien expresse —
fût censé être la simple exécution de la police primitive.
« Dès lors, l'assuré n'avait jamais été personnellement
créancier de la Compagnie. » Donc, quels que soient
les termes de la police originaire, l'avenant fait corps
avec cette police et investit le bénéficiaire rétroacti-
vement depuis le jour du contrat d'un droit propre
et personnel au capital assuré (1).

Cette solution n'a pas été admise sans contestation.

A notre avis, elle est parfaitement exacte. Elle
résulte non pas seulement de ce qu'on considère que
la police originaire contient une stipulation pour
autrui implicite (ce qui justifierait la même solution
pour les autres modes de transmission), mais de ce

(1) En ce sens : Amiens, 31 janvier 1889 ; Paris, 2 juillet 1896 ;
Paris, 10 janvier 1900 ; Alger, 9 mars 1904.

que l'avenant par lui-même a une nature toute spéciale qu'il convient de définir.

« L'avenant n'est pas, juridiquement, une cession de l'assurance (1), mais une déclaration que l'assurance a été, dès l'origine, passée au profit du tiers désigné dans l'avenant, que ce tiers était le bénéficiaire de la stipulation pour autrui contractée par l'assurance ; l'avenant fait corps avec la police, ne forme avec elle qu'un acte unique, prenant date au jour de la police. » (2).

La rétroactivité de l'avenant est donc une chose certaine ; et c'est à raison de cette rétroactivité que le bénéficiaire désigné par avenant sur une police primitivement contractée au profit de l'assuré est réputé avoir acquis un droit direct à ce bénéfice, droit qui est censé n'avoir jamais existé dans le patrimoine de l'assuré.

2^o *Autres modes de transmission* : Lorsque la police est originairement contractée au profit de l'assuré, quel est l'effet de l'endossement ?

Doit-on le considérer comme translatif de propriété ou comme une simple déclaration attributive, analogue à celles qu'on rencontre dans les avenants d'attribution ? La Jurisprudence a considéré cet endossement comme translatif et l'a annulé, quand il tombait sous le coup de la prohibition contenue dans les articles 445 et 446, C. comm. (3). En droit, cette

(1) V. en ce sens : DUPUICH, *Tr. Pr. de l'Assur. sur la Vie*, p. 172 ; LEFORT, tome II, p. 186, 187 ; GUILLON, *De la Transmission du contrat d'assur. sur la vie*, p. 223.

(2) Note de M. WAHL, sous Grenoble, 22 janvier 1901. S. 1903.2.17.

(3) Besançon, 27 mars 1876. — Bordeaux, 15 juillet 1889. — Nîmes, 11 mars 1904. *Gaz. Tribunaux*, 28 juillet 1904. — Grenoble, 22 janvier 1901.

théorie est la seule exacte. Il est incontestable que la cession du Bénéfice d'une Assurance par voie d'endossement constitue une véritable transmission et n'a pas d'effet rétroactif. A cet égard, on doit appliquer le droit commun. Si donc l'assuré transfère à un tiers, par voie d'endossement, le bénéfice de l'Assurance contractée à son profit personnel, cet endossement doit être considéré comme une transmission, le bénéficiaire tient son droit du patrimoine de l'assuré avec toutes les charges que son passage dans ce patrimoine peut comporter.

L'arrêt de la Cour de Cassation du 4 mai 1904 semblait devoir modifier cette jurisprudence. Il tendait à assimiler l'endossement d'une police d'assurance à une simple formule attributive. L'arrêt dit en termes exprès que « cet endossement n'est qu'un mode d'exécution de la clause de la police qui permet à l'assuré de désigner le bénéficiaire de son choix. »

« En stipulant par le contrat originaire au profit de ses héritiers, l'assuré se réserve implicitement mais nécessairement la faculté de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entend attribuer le Bénéfice de l'Assurance (1). » Il n'y avait, sans doute, dans cet attendu qu'une indication, mais une indication assez sérieuse pour faire prévoir une modification de la Jurisprudence sur ce point. Il n'en a pas été ainsi. L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 15 mai 1905 considère que l'endossement d'une police originairement contractée au profit de l'assuré vaut transmission et non attribution.

Les mêmes solutions sont admises et par identité

(1) Cour de Cassation, 16 janvier 1888 ; 22 juin 1891 ; 4 mai 1904.

de motif pour le transport et pour le testament (Arrêt de Cassation, 24 février 1902).

Que faut-il penser de cette Jurisprudence ?

Au point de vue strictement juridique, la théorie édifiée par la Jurisprudence en cette matière nous paraît parfaitement exacte. La théorie qui fait dériver les effets et le caractère même de la transmission suivant qu'elle a pour objet une police primitivement contractée au profit d'un tiers déterminé, ou souscrite au profit de l'assuré ou de ses héritiers, est la seule conforme aux principes du droit. L'exception admise en faveur de l'avenant, le caractère rétroactif de celui-ci n'est nié par personne ; seules, comme nous le verrons plus loin, les applications qu'on en tire sont quelquefois inexactes.

Mais si cette théorie est conforme aux principes juridiques, ne va-t-elle pas quelquefois à l'encontre de l'esprit du contrat d'Assurance sur la Vie ?

Ne peut-on pas dire que, dans tous les cas (que la police originaire soit faite au profit de l'assuré ou qu'elle le soit au profit d'un tiers), le contrat originaire contient une stipulation pour autrui implicite, et que le procédé de transmission postérieure (quel qu'il soit) n'est que la simple exécution de la police primitive, n'est qu'un mode d'exécution de la clause de la police qui permet à l'assuré de désigner le bénéficiaire de son choix ?

En effet, sur quels articles du Code civil la Jurisprudence a-t-elle établi sa distinction ? Sur les articles 1121 et 1122.

Comment s'exprime l'article 1122 ? « On est censé

avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention. »

Or, « le contraire est exprimé » quand l'assuré manifeste la volonté que le droit soit acquis non pas à lui-même ou à ses héritiers, mais à un tiers individuellement déterminé.

Mais, ne peut-on pas aller plus loin en matière d'Assurance sur la Vie et dire, toujours avec l'article 1122, que cette intention, même lorsqu'elle n'est pas formellement exprimée, résulte ici « de la nature de la convention. » Car, quand un homme fait les sacrifices que comporte une Assurance sur la Vie, quel est le mobile auquel il obéit ? C'est de constituer par l'assurance un droit étranger à son propre patrimoine, c'est de faire acquérir au bénéficiaire de l'assurance, femme, enfants ou créancier, un droit indiscutable, qui leur soit propre. Le but ne serait plus atteint si ce droit propre et direct pouvait être mis en discussion. On peut, à notre avis, poser en thèse qu'il est de la nature du contrat d'Assurance sur la Vie, qu'il est dans l'intention du contractant de créer un droit en dehors de son patrimoine. Quand une assurance est souscrite, l'unique soin du signataire est que le Bénéfice de l'Assurance appartienne sans combat possible à la personne en vue de laquelle il a traité, que celle-ci soit désignée dans la police ou seulement beaucoup plus tard.

Il importe que le sort du capital assuré ne dépende pas d'une formule ; il est nécessaire que le vœu de l'assuré soit réalisé, et que le choix, quelquefois maladroït, d'une formule, ne fasse pas obstacle à une volonté exprimée au moins implicitement dans la police.

La législation doit tendre à ce but, assurer la transmission, confirmer au bénéficiaire la créance qui lui a été attribuée soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.

La présomption de l'article 1122, C. C. pourrait être renversée en matière d'Assurance sur la Vie ; on pourrait poser comme principe qu'il est de la nature du contrat d'Assurance sur la Vie d'être dans tous les cas une stipulation pour autrui, sauf convention contraire.

Partis de ce principe, nous ne voyons aucune raison pour ne pas unifier les effets de la transmission, quel que soit le mode employé, et pour ne pas reconnaître l'idée d'un droit direct acquis au bénéficiaire dans tous les cas, à moins qu'une volonté contraire n'ait été exprimée.

L'avenant, l'endossement, la cession de la police, l'attribution par testament, qu'ils interviennent sur une police primitivement souscrite au profit d'un tiers désigné ou non, doivent être considérés comme un mode d'exécution de la police qui permet à l'assuré « de désigner le bénéficiaire de son choix. »

Le principe, qui a été posé pour l'avenant dans un arrêt de la Cour de Cassation du 22 juin 1891, est également vrai pour les autres modes de transmission. « En stipulant par le contrat originaire au profit de ses héritiers, l'assuré se réservait implicitement mais nécessairement la faculté de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entendait attribuer le Bénéfice de l'Assurance. »

Si l'assuré qui a souscrit à son profit une Assurance sur la Vie ne désigne pas dans la suite de bénéficiaire, c'est qu'il a entendu se réserver le bénéfice de cette

assurance ; s'il a souscrit une assurance au profit de ses héritiers ou ayants cause, sans qu'une désignation ultérieure soit intervenue, il a entendu par là que le bénéfice de l'assurance fasse partie de sa succession. Et ici, l'article 1122 trouve pleinement son application. C'est ce que la Jurisprudence a toujours décidé, c'est ce que l'article 58 du projet de loi consacre en disant : « Lorsque l'assurance en cas de décès a été conclue sans désignation d'un bénéficiaire ou au profit des héritiers ou ayants cause de l'assuré, le capital assuré fait partie de la succession de celui-ci. »

Au contraire, si, postérieurement à la police, l'assuré a désigné nommément le bénéficiaire qu'il se réservait implicitement de déterminer, quel que soit le moyen employé, le bénéficiaire a un droit acquis et direct au bénéfice de l'assurance, droit qui est réputé n'avoir jamais été dans le patrimoine de l'assuré. Le choix du bénéficiaire est la condition qui fait rétroagir la transmission et ses effets au jour de la police primitive.

Cette doctrine, que la Jurisprudence n'a pas encore cru devoir admettre pour tous les modes de transmission, nous semble consacrée par le projet de loi de M. Lyon-Caen. L'article 55, dernier alinéa, s'exprime ainsi : « En l'absence de désignation d'un bénéficiaire déterminé dans la police ou à défaut d'acceptation par le bénéficiaire y désigné, le souscripteur de la police a le droit de désigner un bénéficiaire ou de substituer un bénéficiaire à un autre. Cette désignation ou cette substitution se fait soit entre vifs, par voie d'avenant, ou en remplissant les formalités édictées par l'ar-

ticle 1690 du Code civil, ou, quand la police est à ordre, par voie d'endossement, soit par testament. »

Et, plus loin, l'article 59 du projet dit expressément :
« Les sommes stipulées payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ne font pas partie de la succession de l'assuré. Le bénéficiaire, quelles que soient la forme et la date de sa désignation, est réputé y avoir eu seul droit à partir du jour du contrat, même si son acceptation est postérieure à la mort de l'assuré. »

Le projet donne donc à la Jurisprudence actuelle une certaine extension en assimilant au cas de désignation du bénéficiaire déterminé dans la police ou dans un avenant, les cas où l'attribution résulte d'un endossement, des formalités de l'article 1690 du Code civil, ou d'un testament.

« On comprend, dit M. Lyon-Caen dans son rapport, que la solution contraire (celle adoptée par la Jurisprudence) soit soutenue en l'absence de toute loi spéciale. Mais, dès l'instant où le législateur s'occupe des Assurances sur la Vie, il jouit naturellement d'une liberté que n'a point l'interprète ou le juge. Il semble que, quand la personne qui doit bénéficier de l'assurance a été déterminée, il est toujours naturel de penser que l'assuré a entendu lui faire acquérir directement un droit propre et non acquérir lui-même un droit pour le lui transmettre ensuite. C'est se montrer bien formaliste que de s'attacher aux formes employées pour écarter l'idée d'un droit direct acquis au bénéficiaire. Du reste, la solution qu'adopte l'article 55, dernier alinéa, n'est bien entendu consacrée par le projet que pour le cas où l'assuré n'aurait pas

exprimé une volonté contraire. Il lui appartient de stipuler formellement qu'il entend transmettre son droit au bénéficiaire qu'il désigne. » Cette solution nous paraît la seule conforme à l'esprit et au but de l'Assurance sur la Vie.

CHAPITRE IV

CONSÉQUENCES DE LA TRANSMISSION SUIVANT QU'ELLE CONSTITUE OU NON UNE STIPULATION POUR AUTRUI

Nous venons de voir, en somme, que parmi les procédés mis à la disposition de l'assuré pour transmettre le bénéfice de la police, il en est de deux catégories : les uns opèrent transmission, les autres attribution.

La différence consiste en ce que le tiers auquel le bénéfice a été, non pas attribué par la police ou l'acte équivalent, mais transmis par un acte de disposition ultérieure, n'a aucun droit propre et direct au capital assuré ; il acquiert le droit transmis tel qu'il figurait dans le patrimoine du disposant. Il en est autrement si le bénéfice lui en a été attribué ; il acquiert un droit propre, en vertu de la stipulation faite à son profit.

L'attribution résulte d'abord de la désignation d'un tiers déterminé dans la police. Elle résulte toujours de l'avenant, que la police ait été faite ou non au profit d'un tiers. Elle ne résulte de l'endossement, de

la cession et du testament que lorsque la police originale était contractée au profit d'un tiers.

Les conséquences de la transmission d'une part, de l'attribution d'autres parts, sont absolument différentes. Nous les envisagerons au regard des créanciers et au regard des héritiers de l'assuré.

SECTION PREMIÈRE

Créanciers.

Si la police a été souscrite par l'assuré à son profit personnel ou en faveur de personnes indéterminées, la créance contre la Compagnie fait partie du patrimoine de l'assuré. Elle peut être revendiquée par les créanciers de ce dernier, qui ont le droit de réclamer le capital à la Compagnie (1) et même aux héritiers, au cas où l'assureur se serait libéré entre leurs mains (2).

Ils peuvent même recourir à la saisie-arrêt (3).

Au contraire, quand la police a été passée au profit d'un tiers déterminé, le bénéficiaire ayant acquis dès le jour du contrat la créance contre l'assureur, cette créance n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, et dès lors, les créanciers de ce dernier n'ont aucun droit à faire valoir (4). L'exclusion des créanciers qui porte tant sur le capital indiqué au contrat que sur le capital réduit est telle qu'il ne leur est pas loisible de demander à être mis en possession de la police, pour le cas où le bénéficiaire venant à mourir avant l'assuré,

(1) Cour Agen, 22 novembre 1880, BOCRY. — Lille, 15 novembre 1886, ROMMEL.

(2) Seine, 10 avril 1874, DUTERTRE.

(3) Cassation, 27 janvier 1879. D. P. 79.1.230. S. 79.1.218.

(4) Cassation, 2 juillet 1883. S. 85.1.5; 18 janvier 1888. S. 88.1.121. — Cassation, 22 juin 1891. S. 92.1.177. — Cassation, 8 avril 1895. S. 95.1.265, et nombreux arrêts de Cours d'appel.

le capital assuré appartiendrait au patrimoine de ce dernier (1).

Les créanciers ont-ils le droit de révoquer l'attribution de bénéfice faite par leur débiteur ? Absolument pas. Le droit de révocation est personnel à l'assuré qui est seul juge d'apprécier les motifs qui doivent amener un changement dans ses résolutions (2).

Les créanciers peuvent-ils exercer le droit de rachat, dans le cas où le bénéficiaire n'a pas rendu son droit définitif par l'acceptation ?

La Jurisprudence est divisée sur ce point. La logique devrait amener à dénier ce droit aux créanciers, et c'est ce qu'ont décidé plusieurs arrêts (3). La solution contraire a été proclamée par ce motif que « le droit d'opter entre la réduction et le rachat ayant pour objet l'emploi d'une somme d'argent ne peut être assimilé à un droit civil ou de famille spécialement attaché à la personne et dont l'exercice est dénié par le droit commun aux créanciers (4).

Les créanciers peuvent-ils critiquer l'attribution faite au bénéficiaire, en soutenant que l'assuré a agi en fraude de leurs droits (Art. 1167, C. civ.) ?

Les tribunaux admettent la négative. Et la raison en est bien simple (5) : c'est que le capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine du stipulant. De plus, ce serait conférer à des créanciers le droit de

(1) Cour Rouen, 6 avril 1895, BENARD. — Toulouse, 9 avril 1897, MARTIN.

(2) Cour Paris, 10 mars 1895, DESRIAUX.

(3) Cour Rouen, 18 janvier 1884, DUMONT. — Quimper, 2 mai 1893, TREMONT.

(4) Cassation, 8 avril 1895. D. P. 95.1.441.

(5) Cassation, 9 mars 1896. D. P. 96.1.391. SIREY 97.1.225.

révoquer une libéralité, lorsque l'attribution est faite à titre gratuit.

Où les conséquences de l'attribution sont les plus remarquables, c'est dans le cas de faillite de l'assuré.

Les créanciers sont tout d'abord privés de la possibilité de contester une assurance souscrite avant la faillite ou au cours de la période suspecte (1). Il leur est impossible de se prévaloir des articles 559 et 564 du Code de commerce pour faire déclarer sans effet l'assurance souscrite au profit de sa femme par un commerçant ultérieurement déclaré en faillite (2). L'assuré peut-il, nonobstant l'état de faillite, céder l'assurance contractée précédemment en faveur d'un tiers déterminé? Certainement oui. Il peut céder l'assurance au moyen soit d'un avenant, d'un endossement ou d'un transport. En effet, le capital assuré est en dehors de son patrimoine; les créanciers n'y ont aucun droit (3).

Nous verrons plus loin que même lorsque la police originaire a été souscrite au profit de l'assuré, celui-ci peut, malgré l'état de faillite, céder valablement à un tiers le bénéfice d'une assurance au moyen d'un avenant. Ce résultat remarquable et dont la valeur juridique est d'ailleurs contestable sera discuté un peu plus loin.

Les Tribunaux, écartant l'application des articles 446 et 447 du Code de commerce, ont fini par reconnaître au commerçant en état de faillite la possibilité de contracter une assurance même au profit d'un tiers,

(1) Nîmes, 17 août 1874, DUPONT.

(2) Cassation, 23 juillet 1889. D. P. 90.1.383, S. 90.1.5.

(3) Paris, 7 mars 1870, MOURQUES.

soit à titre gratuit, soit à titre de gage ou de dation en paiement (1). Tous ces résultats sont la conséquence de ce principe que la créance contre la Compagnie n'a jamais fait partie de l'actif de l'assuré failli.

Le droit des créanciers se réduit au remboursement des primes, et seulement à dater du jour où l'assureur s'est libéré. Et même la Jurisprudence a soin de distinguer. Si le service des primes a été assuré par un prélèvement sur le capital, les créanciers sont en droit de réclamer. Mais ils sont déchus de ce même droit, s'il apparaît qu'on n'a affecté à cette dépense que des fractions de revenus excédant notoirement les besoins (2).

La restitution des primes est une question de fait à résoudre par les Tribunaux suivant les circonstances. Les créanciers sont hors d'état de formuler une contestation, lorsque les primes ont été acquittées par un tiers.

L'article 61 du projet de loi consacre cette théorie de la façon suivante :

« Le capital assuré au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut être réclaté par les créanciers de l'assuré. Ces derniers ont seulement droit au remboursement des primes, dans les cas indiqués par l'article 60, 2^e alinéa (exagération des primes en égard aux facultés de l'assuré), en vertu soit de l'article 1167 du Code civil, soit des articles 446 et 447 du Code de commerce. »

(1) Cassation, 26 mars 1888. D. P. 88.1.193. SIREY 88.1.121.

(2) Cassation, 13 juillet 1889. D. S. 90.1.383. P. 90.1.5. — Cassation, 2 mars 1896. D. P. 96.1.391. S. 97.1.325.

SECTION II

Héritiers.

De même que pour les créanciers, le droit des héritiers en présence d'une Assurance sur la Vie souscrite par leur auteur varie selon que la police est passée par lui soit à son profit, soit au profit de ses héritiers ou ayants cause, soit en faveur d'individualités non précisées ou dans l'intérêt d'un tiers déterminé.

Lorsque la police est passée au profit des héritiers ou n'indique pas de bénéficiaire, le bénéfice fait partie du patrimoine de l'assuré. Les héritiers recueillent directement la créance contre la Compagnie qui ne se libérera valablement qu'entre leurs mains (1).

Au contraire, quand la police est passée en vue d'un tiers déterminé, les héritiers n'auront aucun droit au bénéfice, celui-ci n'ayant jamais fait partie du patrimoine de leur auteur (2).

Lorsque l'assurance a pris le caractère d'une libéralité, les héritiers sont fondés à exiger qu'il soit tenu compte du capital assuré, soit pour le rapport réel, soit pour le rapport fictif à l'effet de déterminer le chiffre de la réserve et de la quotité disponible.

Le rapport ne doit pas porter sur le capital assuré. Si la solution contraire a été longtemps adoptée, c'est qu'on voyait dans le contrat d'assurance passé au

(1) Cassation, 15 juillet 1875. D. P. 76.2.232. S. 77.1.26.

(2) Cour Paris, 5 mars 1886, LAGOBE.

profit d'un tiers, d'abord l'acquisition d'une créance contre la Compagnie, puis la rétrocession par l'assuré de cette créance au tiers gratifié (1). Mais aujourd'hui cette théorie étant abandonnée, les Tribunaux décident presque unanimement que le rapport ne peut porter sur le capital, puisque le capital ayant appartenu à la personne gratifiée dès le jour même du contrat, il n'est pas possible de dire qu'il a figuré dans le patrimoine du défunt (2).

L'arrêt de la Cour de Cassation du 29 juin 1896 (3) a fait disparaître toutes les résistances et fait accepter la règle d'une manière générale. Le rapport ne porte donc pas sur le capital ; il porte sur les primes. Seulement, le rapport ne doit pas être effectué dans tous les cas, mais bien suivant les circonstances. Le prélèvement du montant de ces primes peut être considéré tantôt comme un acte diminuant l'actif, comme une réduction du patrimoine, et tantôt comme l'emploi des revenus qu'il est permis à toute personne de dépenser comme elle l'entend ; au premier cas, le rapport sera effectué ; au second cas, il ne le sera pas.

Cette distinction a été sanctionnée définitivement par l'arrêt de la Cour de Cassation du 4 août 1908 (4).

Comment cette question du rapport et de la réduction a-t-elle été solutionnée par le projet de loi ?

Si le capital assuré, en présence d'un bénéficiaire déterminé, n'est pas sorti du patrimoine de l'assuré pour être acquis par le bénéficiaire, il n'en est, certes,

(1) Cassation, 8 février 1888. D. P. 88.1.193. S. 88.1.121.

(2) Nancy, 18 février 1888, THIRION.

(3) D. P. 97.1.73. S. 96.1.361.

(4) SIREY 1909.1.5.

pas de même des primes que l'assuré a dû payer pendant sa vie et qui sont sorties de son patrimoine. Il y aurait donc lieu, semble-t-il, de les soumettre au rapport, à la réduction vis-à-vis des héritiers, comme il y aurait lieu pour les créanciers d'exiger pour elles l'application de l'article 1167 du Code civil et des articles 446 et 447 du Code de commerce.

M. Lyon-Caen estime à juste titre que semblable solution serait contraire au droit que toute personne doit avoir de dépenser ses revenus ou de les employer à un but de prévoyance. Aussi, décide-t-il que les Tribunaux auront un plein pouvoir pour apprécier si le montant des primes excède ou non les revenus de l'assuré ; ceux-ci se détermineront suivant les circonstances pour déclarer qu'il y eu ou non exagération, et, suivant les cas, ils décideront qu'il y a lieu ou non à réduction et à rapport.

L'article 60 du projet de loi dit expressément :

« Les sommes payables au décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé, ne sont soumises ni aux règles du rapport à succession ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers de l'assuré. Ces règles ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par l'assuré à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées, eu égard à ces facultés ». (1).

(1) Nous ne signalons cette théorie du rapport que pour montrer les conséquences de la transmission suivant qu'elle constitue ou non une stipulation pour autrui. L'étude, d'ailleurs très intéressante, de cette question, sortirait du cadre de notre sujet ; notre esquisse est donc volontairement incomplète.

B. — *Effets de la Transmission suivant les modes employés.*

Nous venons de voir, dans la première section de cette deuxième partie, les effets généraux produits par la transmission du Bénéfice de l'Assurance sur la Vie. Nous avons vu comment cette transmission devenait définitive, nous avons vu sur quoi elle portait, et les conséquences qu'elle entraînait suivant que la police originale était faite ou non au profit d'un tiers déterminé.

Il importe, maintenant que nous avons posé les principes généraux, d'entrer un peu plus dans le détail, et de voir les effets particuliers produits par la transmission, suivant qu'elle aura lieu à titre gratuit ou à titre onéreux, et suivant, dans l'un et l'autre cas, les procédés spéciaux employés à cet effet. Cette deuxième section sera ainsi naturellement divisée en deux chapitres.

CHAPITRE PREMIER

EFFETS DE LA TRANSMISSION A TITRE GRATUIT ET TRANSMISSION A TITRE ONÉREUX

L'Assurance sur la Vie peut avoir lieu :

Soit à titre gratuit, lorsque c'est par un sentiment de bienveillance et sans y être en rien contraint que l'assuré attribue à un tiers déterminé ou même à sa succession la créance contre la Compagnie ;

Soit à titre onéreux, quand l'assuré entend se libérer d'une dette ou donner une garantie pour cette même dette, ou bien constituer une indemnité destinée à réparer le préjudice que peut entraîner la mort du souscripteur de la police.

Les effets de la transmission diffèrent suivant que celle-ci est à titre gratuit ou à titre onéreux.

Lorsque le bénéfice de l'assurance est attribué à titre gratuit au bénéficiaire, le souscripteur désire, en général, rester libre de disposer du contrat comme bon lui semble ; le bénéficiaire n'intervient pas et le plus souvent même ignore l'existence de la police. La donation dont l'assurance est l'objet ne devient définitive et ne lie le donateur que par l'acceptation

du bénéficiaire. De plus, bien que non soumise aux conditions de forme des donations, la transmission à titre gratuit du bénéfice de l'Assurance sur la Vie est soumise aux conditions de fond, et notamment à l'obligation de la réduction vis-à-vis des héritiers du souscripteur si le capital transmis excède la somme dont la loi permettait à l'assuré de disposer (dans une opinion tout au moins).

Enfin, le bénéficiaire à titre gratuit doit à l'Etat des droits de mutation par décès sur la somme qu'il reçoit.

Au contraire, quand l'assurance est souscrite à titre onéreux (en garantie d'une dette, par exemple), le créancier cherche à être saisi irrévocablement du bénéfice de l'assurance. Pour obtenir ce résultat, il doit intervenir au contrat, afin de rendre irrévocable, par son acceptation, la stipulation faite à son profit.

Les règles spéciales aux donations, telles que la réduction ou le rapport, ne s'appliquent naturellement pas ici. De même pour les droits de mutation, le bénéficiaire n'a pas à en payer.

L'examen de ces différences nous amène à constater que bien qu'il ne se forme aucun rapport obligatoire entre le stipulant et le tiers bénéficiaire par l'effet du contrat, la stipulation pour autrui produit des effets juridiques entre eux, effets qui dépendent de la volonté des parties et de leur situation antérieure.

Si aucun rapport antérieur ne justifie la prestation qui lui est destinée, le tiers bénéficiaire recueillera gratuitement le bénéfice de la stipulation faite à son profit ; le tiers est alors un donataire du stipulant.

Si le tiers était créancier du stipulant avant la stipulation, le versement que lui fera le promettant

en exécution du contrat vaudra comme paiement et libérera le stipulant jusqu'à due concurrence.

Du fait des différences sensibles entre les deux transmissions, il importe de savoir si l'on se trouve en présence d'une transmission à titre gratuit ou onéreux. En général, le caractère de la stipulation est suffisamment déterminé pour que l'interprétation du contrat ne fasse point de doute à ce sujet. Les parties, en général, manifestent leur intention ; à défaut d'une intention nettement précise, les circonstances, les relations existant entre les parties peuvent servir de critérium. Dans le silence des parties, le contrat est présumé à titre gratuit. Les juges du fait ont toute liberté pour dire si le contrat a été passé dans un but de libéralité ou à titre onéreux. Mais le droit du juge du fond est restreint par le contrôle de la Cour de Cassation quand il s'agit des conséquences juridiques des faits constatés, ou encore lorsqu'on semble, au moyen de constatations de fait, vouloir écarter l'application d'un texte légal, selon que la transmission a lieu à titre gratuit ou onéreux.

La Cour de Cassation a fait spécialement, le 22 février 1893 (1), application de ce principe. La Cour de Bourges, par un arrêt du 3 juin 1891 (2), avait attribué le caractère de contrat à titre onéreux à un contrat d'assurance sur la vie passé par un mari au profit de sa femme, dans le but d'indemniser cette dernière des obligations par elle contractées dans l'intérêt de la communauté. Le Juge du fait en tirait cette conclusion que l'attribution faite à la femme

(1) D. P. 93.1.403 ; 5.94.1.65.

(2) D. P. 93.1.402, note PLANIOL. — S. 94.1.66.

était irrévocable et que, par suite, il y avait à écarter l'application de l'article 1096 du Code civil proclamant la révocabilité des donations entre époux.

La Cour de Cassation a cassé cette décision pour violation de l'article 1096 et a attribué à l'acte intervenu le caractère de libéralité nié par les juges du fait.

La doctrine de cet arrêt a d'ailleurs été vivement critiquée.

SECTION PREMIÈRE

Transmission à titre gratuit.

Suivant les cas, la transmission à titre gratuit vaudra stipulation pour autrui ou transmission. Mais dans les deux cas, sera-t-elle considérée comme une donation ?

D'après l'article 894 du Code civil, la donation c'est l'acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire, qui l'accepte.

Or, ici, la créance dont le donateur gratifie le bénéficiaire est essentiellement incertaine et révocable.

L'assuré est maître de laisser tomber l'assurance en déchéance, par le non-paiement des primes, par l'aggravation des risques, par exemple.

En réalité il y a, dans l'économie du contrat, une cession de créance, soumise à toutes les exceptions qui intéressent le cédant. Il n'y a pas de donation, ou plutôt la donation ne porte pas sur ce droit incertain qu'est le droit au capital assuré, mais seulement sur le droit réel à la valeur de rachat.

D'autres parts, la faculté de révocation du bénéfice va à l'encontre de la nature même de la donation.

Aussi est-il plus juste de dire que la transmission à titre gratuit n'est pas une donation, mais une libéralité d'une nature spéciale qu'on peut ranger dans la catégorie des contrats innommés.

Comment s'effectue la transmission à titre gratuit ? Il suffit de rappeler ce qui a été dit plus haut. Elle s'effectue de deux manières : ou bien elle résulte de la cession d'une police déjà existante, ou bien elle dérive du contrat lui-même.

Dans tous les cas, soit que la libéralité ait été faite au début, soit qu'elle ait eu lieu alors que ce contrat était en cours, les formes requises pour les donations ne sont applicables qu'au cas où il n'y aurait pas stipulation pour autrui.

Mais l'assurance n'en est pas moins soumise quant au fond aux dispositions édictées pour les donations, en tant toutefois qu'elles sont conformes à la nature du contrat.

La transmission n'est valablement effectuée que si les conditions qui régissent le fond des donations sont remplies.

Il faut donc qu'il y ait capacité chez les deux parties intéressées, acceptation par le bénéficiaire et non-révocation par le stipulant.

Nous avons étudié plus haut en détail ces conditions. Nous n'y reviendrons pas.

SECTION II

Transmission à titre onéreux.

La police peut être transmise à titre onéreux, moyennant un prix déterminé. C'est alors une vente. Toutefois, ce mode est excessivement rare.

Le plus souvent, la police est donnée en paiement ou en garantie à un créancier pour le désintéresser ; ce mode de disposition est parfaitement valable.

Pour que la transmission à titre onéreux soit valable, il faut : que les contractants soient capables de s'obliger ; que l'acceptation intervienne à un moment quelconque et que le stipulant n'ait point usé de son droit de révocation.

La transmission s'opérera ou par la désignation du bénéficiaire dans le contrat lui-même, ou par la cession d'un contrat déjà existant, ou par la constitution d'une assurance par un créancier sur la tête du débiteur, ou enfin par la constitution par un débiteur sur sa propre tête d'une Assurance sur la Vie au profit du créancier.

Quelles créances peuvent être garanties par une Assurance sur la Vie ?

La nature de la créance importe peu. Ainsi, il faut admettre que la stipulation par laquelle le cessionnaire d'un office ministériel transmet à son prédécesseur, en garantie du paiement du prix de la charge, la police d'assurance contractée par lui sur sa propre vie est

parfaitement valable. Puisque rien ne s'oppose à ce que le cédant, en dehors du privilège du vendeur que lui attribue la Jurisprudence, se fasse donner par le cessionnaire d'autres garanties telles qu'une hypothèque ou un cautionnement, il n'y a pas de raison pour ne pas reconnaître à celui-ci le droit de stipuler le transfert à son nom d'une Assurance sur la Vie.

De même, l'on admet que, dans une société en commandite simple, l'associé-gérant, à l'effet de garantir le capital apporté par un commanditaire, peut souscrire au profit de ce dernier une assurance sur sa propre tête. On ne peut arguer des dispositions de l'article 1855 du Code civil, d'après lequel il est défendu de stipuler dans un acte de société qu'un associé reprendra son apport indemne de toute perte, pour demander la nullité de semblable stipulation. En effet, celui qui, dans l'espèce, garantit le remboursement de la mise, ce n'est pas l'associé, mais un tiers, l'assureur. Le bénéfice de cette stipulation ayant été acquis au commanditaire de la souscription de la police, et n'ayant, par conséquent, jamais fait partie du patrimoine de l'associé, les créanciers de la Société ne peuvent prétendre avoir un droit sur ce capital. En réalité, la mise du commanditaire a été versée dans la Société, y est restée pour être affectée, le cas échéant, au paiement des dettes sociales. Le capital stipulé par l'assurance au profit du commanditaire a été créé par ailleurs et n'a jamais fait partie ni du patrimoine de la Société, ni de celui de l'associé commandité.

La solution doit être la même, qu'il s'agisse d'une société en commandite ou qu'il s'agisse d'une société en nom collectif. Les objections tirées de l'article 1855

C. C., se retrouvent dans l'un et l'autre cas et se réfutent de la même façon.

Ce qu'il importe seulement de remarquer, c'est que, dans la société en nom collectif où tous les associés sont personnellement et solidairement responsables des dettes de la Société, le transfert d'une assurance au profit de l'un des associés étant limité à la valeur toujours fixe du bénéfice ne pourra jamais garantir cet associé contre toute contribution aux dettes. Dans une société en commandite, au contraire, si le Bénéfice de l'Assurance atteint le montant de la mise du commanditaire, ce dernier sera complètement à l'abri des pertes.

Nous n'avons cité ces quelques exemples que pour montrer que la nature de la créance importait peu, lorsqu'il s'agit de lui affecter en garantie le Bénéfice d'une Assurance sur la Vie.

L'assurance ne peut servir de garantie à une dette qu'autant que plusieurs conditions sont réalisées : Il faut, en premier lieu, que, lors de la signature du contrat, il existe une dette et une dette légale. Dès lors, il y aurait lieu de refuser tout effet à la garantie donnée par un prodigue à un créancier, à l'occasion d'une obligation souscrite par le prodigue sans l'assistance du conseil judiciaire (1). Une police d'assurance ne couvrirait point légalement des dettes de jeu, dans les cas où la loi se refuse à les reconnaître.

Le mari a le droit de faire assurer, sur la tête de sa femme, le montant de la dot qu'il a reçue. En effet, le mari, loin d'être simplement dépositaire de la dot de sa femme, en est propriétaire, puisqu'il peut en disposer.

(1) Trib. Civ. Seine, 15 février 1889. *Journ. des Assur.* 89.270.

Gardien de la fortune de la femme, il a le droit et le devoir de prendre toutes les précautions nécessaires pour que les héritiers de celle-ci recueillent ce que leur auteur a apporté. La dot pouvant être compromise ou engagée dans les combinaisons commerciales et le mari devant, en tout cas, la restituer, on ne voit pas pourquoi il ne pourrait pas parer à toutes les éventualités d'avenir par une assurance sur la tête de sa femme. Il n'y a d'exception que pour le cas où le mari resterait propriétaire de la dot par suite d'un legs ou d'une donation ; il est bien évident que, dans ce cas, l'assurance ne pourrait plus produire d'effet, puisque la garantie cherchée par le mari près d'une Compagnie tombe d'elle-même par la non-restitution de la dot.

Il est également certain que la femme pourra, avec l'autorisation maritale, faire assurer le montant de sa dot sur la tête de son mari contre le cas d'insolvabilité de la succession de ce dernier.

L'assurance peut servir de garantie au paiement d'une dette future : les assurances temporaires d'un capital payable à terme fixe n'ont point d'autre objet. Elle peut servir de garantie également pour le versement d'une somme remboursable à une époque inconnue : c'est le cas de la restitution de dot que nous venons d'examiner.

Pour qu'une assurance puisse servir de garantie à une dette, il faut, en second lieu, que la dette continue d'exister au moment du décès.

Il tombe sous le sens que le créancier qui a été désintéressé ne peut rien réclamer et que celui qui n'a été payé que partiellement a uniquement droit à la portion du capital assuré représentant la fraction qui lui est encore due.

Ceci n'est pourtant exact qu'au cas où l'assurance a été contractée aux frais du débiteur et si celui-ci a payé les primes. En pareil cas, la Compagnie doit fournir au créancier une somme égale au reliquat de sa dette, et le surplus doit faire retour aux héritiers ou aux autres créanciers de l'assuré.

Au contraire, lorsque le créancier a supporté toutes les charges de l'assurance, il a le droit de toucher intégralement le capital assuré, sans être exposé à se voir objecter le paiement total ou partiel qui lui aurait été fait. Le Bénéfice d'une Assurance contractée par un créancier sur la vie de son débiteur avec le consentement de ce dernier appartient au créancier qui a acquitté toutes les primes comme il s'y était engagé (1).

Il est indispensable que le contrat ait été continué par le paiement de la prime annuelle. Il importe peu que la somme réclamée par la Compagnie soit fournie par l'un ou par l'autre des intéressés. Le cessionnaire a le droit incontestable de veiller à la continuation du contrat en payant les primes ; il peut encore prendre toutes les mesures conservatoires qu'il répute nécessaires.

Au cas où l'assurance porte sur la tête du débiteur, il importe que ce dernier n'aggrave pas les risques et ne mette pas la Compagnie en état de refuser le capital assuré ; la suicide, par exemple, entraînerait la déchéance.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que, dans l'assurance de garantie, il est indispensable que le

(1) Cassation, 19 janvier 1880. S. 80.1.441.

créancier bénéficiaire intervienne dans la police et accepte. A défaut d'acceptation, nous l'avons vu, l'assuré serait en droit de résilier la police ou d'en changer l'attribution. Il convient d'ajouter que la police doit être remise au créancier et rester en sa possession jusqu'à extinction de la dette.

CHAPITRE II

ÉTUDE SPÉCIALE DES DIVERS MODES DE TRANSMISSION AU POINT DE VUE DE LEURS EFFETS RESPECTIFS

Nous avons étudié les effets généraux de la transmission, ceux qui se produisent, quel que soit le mode employé.

Nous avons envisagé ensuite l'intérêt qu'il y avait à distinguer la transmission à titre onéreux de la transmission à titre gratuit. Nous allons maintenant voir quels sont le caractère et les effets des divers modes de transmission considérés en eux-mêmes.

Cette étude comprendra : 1^o La transmission par le contrat ; 2^o l'avenant ; 3^o l'endossement ; 4^o la cession-transport ; 5^o le testament.

Nous savons que, parmi ces procédés, il en est qui sont exclusivement des procédés d'attribution, tandis que d'autres sont, suivant les cas, procédés d'attribution ou procédés de transmission. L'avenant, par exemple, est toujours un procédé d'attribution. Le transport-cession, l'endossement et le testament ne le sont que lorsque la police originaire était au profit d'un tiers déterminé ; lorsque celle-ci était au nom de l'assuré ou de personnes indéterminées, ils sont des procédés de transmission.

SECTION PREMIÈRE

Transmission par le Contrat.

La transmission par le contrat, qu'elle soit faite au profit d'un tiers déterminé ou au profit de l'assuré lui-même, est toujours un procédé d'attribution. La créance contre la Compagnie est appliquée directement à la personne gratifiée, c'est-à-dire au bénéficiaire, si la stipulation est faite en faveur d'une personne déterminée ; au cas contraire, c'est-à-dire si la police est faite sans désignation de bénéficiaire, la créance appartient au patrimoine de l'assuré. Dans le premier cas, il y a stipulation pour autrui dans les conditions de l'article 1121 du Code civil ; dans le second cas, il y a stipulation pour soi-même dans les conditions de l'article 1122.

Les conséquences de ces principes sont faciles à tirer :

1^o Que l'attribution soit faite au profit d'un tiers déterminé ou au profit de l'assuré, celle-ci participera des formes auxquelles le contrat lui-même est soumis dans son ensemble ;

2^o Les prohibitions édictées par les articles 559 et 564 du Code de commerce contre les libéralités faites par le failli à sa femme trouveront ou non leur application, suivant que l'attribution a été faite au profit de l'assuré ou au profit d'un tiers ;

3^o Les règles de nullité des articles 445 et 446 du Code de commerce en matière de faillite ne s'appliqueront qu'au cas où l'attribution serait faite au profit de l'assuré ; l'attribution faite au profit d'un tiers, au contraire, échappera à ces mêmes articles.

SECTION II

Des effets de l'Avenant.

L'avenant, nous l'avons vu, est une convention qui intervient entre l'assureur et l'assuré pour modifier d'un commun accord les conventions primitives du contrat. La doctrine et la Jurisprudence lui attribuent en matière d'Assurance sur la Vie un caractère spécial.

L'avenant ne constitue ni une novation ni une cession de créance ; il n'est qu'une modification du contrat primitif et, comme tel, il rétroagit à la date de ce contrat.

Nous avons démontré dans notre première partie que l'avenant n'était ni une cession de créance (1) ni une novation (2) ; qu'il nous suffise de citer quelques attendus d'un arrêt de Besançon du 30 avril 1902 (3), qui définissent exactement à notre sens la nature de l'avenant :

« Attendu qu'il est admis en doctrine et en Jurisprudence que l'avenant par lequel le souscripteur d'une assurance vie convient avec la Compagnie que le capital stipulé payable à lui-même par la

(1) V. en ce sens DUPUICH, *Traité prat. de l'Assur. vie*, n. 172. — LEFORT, t. II, p. 186, 187. — GUILLON, *De la Transmission du Contrat d'ass. vie*, p. 223.

(2) Certaines décisions cependant caractérisent l'avenant en le donnant comme une novation par changement de créancier. — Trib. Seine, 17 nov. 1894. *Journ. des Assur.* 1895, p. 154. — Amiens, 23 décembre 1899.

(3) *Gaz. Pal.* 1902.2.71.

» police primitive devra être payé à un tiers déterminé est un contrat nouveau modifiant le contrat original, n'étant soumis quant à la forme qu'aux règles constituant le droit commun des contrats, échappant aux règles prescrites par les articles 1690 et 2075 du Code civil pour les transports de créance.

» Que l'avenant conclu au profit d'un tiers nommé ment désigné ne constitue pas une novation, mais n'est qu'une stipulation pour autrui, une modification de l'obligation quant au mode d'exécution ; que dès lors il n'est soumis à aucune autre condition de forme... »

L'avenant est un contrat *sui generis* rentrant dans les dispositions de l'article 1121 du Code civil (1). « C'est, dit M. Wahl, une déclaration que l'assurance a été, dès l'origine, passée au profit du tiers désigné dans l'avenant, que ce tiers était le bénéficiaire de la stipulation pour autrui constituée par l'assurance ; l'avenant fait corps avec la police, ne forme avec lui qu'un acte unique, prenant date au jour de la police. Et on admet, en conséquence, que le tiers désigné dans l'avenant est réputé bénéficiaire de l'assurance dès le jour où elle a été passée. » (2)

De la nature spéciale de l'avenant, il résulte donc que, pour déterminer ses effets, il importe peu de se préoccuper si la police originale a été ou non contractée au profit de l'assuré ou d'un tiers nommé désigné. Car, encore qu'il se rattache à une police souscrite au profit de l'assuré ou de ses héritiers ou

(1) Trib. Montélimar. DALLOZ 1898.2.383 et note conforme.

(2) Note de M. WAHL, sous arrêt Grenoble, 22 janvier 1901. S. 1903.2.17.

ayants cause, l'avenant fait corps avec la police elle-même, et par suite le bénéficiaire y désigné est réputé avoir eu seul droit au capital assuré dès la date de la police, à quelque intervalle de temps que l'avenant ait été souscrit. Il est dit, dans les motifs de l'arrêt de Nîmes du 11 mars 1904 (1), que « il est de principe consacré par la Jurisprudence que, lorsque l'assurance est transmise par un acte autre qu'un avenant, elle est considérée comme ayant appartenu à l'assuré jusqu'au jour de la cession par lui faite. »

La rétroactivité de l'avenant est une chose certaine ; c'est elle qui permet à l'avenant de produire des effets vraiment surprenants. Cette fiction juridique est certainement une des théories les plus audacieuses de la Jurisprudence.

Du fait que l'avenant n'est ni une cession de créance, ni une novation, mais seulement une modification du contrat primitif, rétroagissant à la date de ce contrat, nous allons tirer, tant au point de vue de la forme et de la capacité, que des effets, des conséquences remarquables :

1^o L'avenant échappe aux règles de forme des actes translatifs ; il n'est pas soumis aux prescriptions des articles 1690 et 2075 du Code civil ;

2^o L'avenant ne tombe pas sous le coup des prohibitions des articles 559 et 564 du Code de commerce contre les libéralités faites par le failli à sa femme ;

3^o L'avenant produit un effet rétroactif, même s'il est fait en période suspecte ; il échappe aux règles des articles 445 et 446 du Code de commerce.

Nous allons reprendre en détail, en les appuyant de

(1) *Gaz. des Tribunaux*, 28 juillet 1904.

Jurisprudence, ces trois conséquences principales de la nature spéciale de l'avenant :

1^o *L'avenant n'est pas soumis aux prescriptions des articles 1690 et 2075 du Code civil.*

Lorsque la transmission est faite par voie d'avenant, elle est dispensée des formalités prescrites par la loi civile, par cette raison que l'avenant est une modification au contrat conçue dans les formes mêmes de la convention primitive et à laquelle, par conséquent, concourent les parties intéressées, l'assureur aussi bien que l'assuré.

La Jurisprudence est unanime pour décider que l'avenant par lequel l'assuré et la Compagnie modifient l'attribution bénéficiaire insérée dans la police et conviennent que le capital assuré sera payable à une personne déterminée, n'est pas astreint aux formalités prescrites par les articles 1690 et 2075 du Code civil pour les transports de créance (1). La Cour de Cassation elle-même (2) décide qu'à défaut d'acceptation du tiers désigné le contractant peut par un avenant modifier le bénéfice de la police et substituer un nouveau bénéficiaire à celui qui a été primitivement désigné ; que cet avenant laisse au contrat son caractère spécial de contrat d'Assurance sur la Vie, et ne saurait être confondu avec un contrat de transport dont la validité et les effets seraient subordonnés aux significations prescrites par les articles 1690 et 2075 du Code civil.

(1) Douai, 10 mars 1904. *Recueil de Douai*, 1904, p. 275. *Recueil des Sommaires*, 1904, n. 5941. — Montélimar, 18 décembre 1896. *Rec. Sommaires*, 1899, n. 2271.

(2) Cassation, 16 janvier 1888. S. 88.1.121 et note CRÉPON.

De même, la garantie donnée par avenant n'est pas soumise aux prescriptions des articles 1690 et 2075 ; elle est opposable aux tiers (1).

2^o *L'avenant ne tombe pas sous le coup des prohibitions des articles 559 et 564 du Code de commerce.*

Les dispositions des articles 559 et 564 du Code de commerce, ayant pour but de faire rentrer dans la masse de la faillite les valeurs qui en auraient été distraites au détriment des créanciers, ne sont point applicables à une assurance sur la vie contractée par le failli au profit de sa femme soit dans la police soit dans un avenant postérieur, le bénéfice de cette assurance n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré et l'actif de la faillite n'ayant pas été diminué du capital de l'assurance.

En conséquence, la masse des créanciers de l'assuré failli ne saurait être admise à réclamer le bénéfice de l'assurance ; elle pourrait seulement demander la restitution des primes suivant les circonstances.

Telle est la solution qui est aujourd'hui admise par la Jurisprudence (2). Mais encore faut-il l'expliquer. Cette solution se ramène à la question de savoir si, lorsqu'un mari a contracté une Assurance sur la Vie au profit de sa femme ou lui en a transmis le bénéfice au moyen d'un avenant, et qu'il meurt en état de faillite, dans les conditions où l'article 564 du Code de commerce est applicable, le bénéfice que la femme pourrait retirer de l'assurance doit ou non être consi-

(1) Amiens, 26 avril 1888. S. 88.2.220.

(2) Cassation, 23 juillet 1889. S. 1890.1.5, note LABBÉ. — Voir arrêt Amiens, 8 mai 1888, S. 88.2.177, cassé par arrêt précédent. — Cassation, 7 août 1888. S. 1889.1.97.

déré comme une donation que son mari lui a faite, et être, par conséquent, ou remis dans la masse au profit des créanciers du mari, par application de l'article 564, ou attribué exclusivement à la femme survivante.

Si c'est une donation, l'article 564 du Code de commerce est applicable, et le capital donné doit rentrer dans la masse au profit des créanciers. Si c'est une donation, et que le mari meurt laissant des héritiers réservataires, le capital, objet de la donation, doit, conformément à l'article 922 C. C., être réuni à la masse pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible.

La Cour de Cassation, par une apparence de contradiction, a cru pendant longtemps pouvoir sans illogisme repousser la première conséquence et admettre la seconde. Elle s'est rétractée depuis : elle a fait cesser cet illogisme et elle a décidé que, dans les Assurances sur la Vie contractées au profit d'un tiers déterminé, en l'espèce la femme de l'assuré, le capital assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant ne pouvait donner lieu à aucun rapport de ce capital à la succession, et que les articles 559 et 564 du Code de commerce n'étaient pas applicables. Les mêmes solutions sont admises en cas d'avenant.

L'acte de transmission à titre gratuit par avenant du Bénéfice de l'Assurance n'est pas une donation.

D'après l'article 559 C. com., la présomption est que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers et doivent être réunis à la masse de son actif, sauf à la femme à fournir la preuve du contraire. On ne voit pas comment se ferait ici l'application de l'article 559, puisqu'il

s'agit d'un contrat conclu non par la femme, mais par le mari stipulant au profit de sa femme.

D'après l'article 564, en cas de faillite du mari, aucun des deux époux ne peut se prévaloir des libéralités que lui a faites son conjoint. Mais cet article se trouve exclu par cela même que la femme ne tient pas son droit de son mari et n'a pas reçu de lui une donation portant sur le capital assuré. La donation ne peut porter sur le capital assuré, puisque ce capital ne fait pas partie du patrimoine de l'assuré. Seules, à notre avis, les primes seraient restituables, et encore seulement au cas où elles seraient exagérées eu égard aux facultés de celui-ci.

Le projet de loi a consacré cette solution de la Jurisprudence dans son article 63 qui s'exprime ainsi : « Les articles 559 et 564 du Code de commerce concernant les droits de la femme du failli sont sans application en cas d'Assurance sur la Vie contractée par un commerçant au profit de sa femme. »

Cette solution est la seule logique. L'avenant étant une modification du contrat primitif et le bénéficiaire étant réputé avoir acquis directement le Bénéfice de l'Assurance à la date du contrat primitif, on ne comprendrait pas que les articles 559 et 564 s'appliquent. En réalité, les créanciers du failli n'ont subi aucun préjudice. Le capital assuré n'était pas leur gage, il n'a jamais fait partie du patrimoine du failli ; l'attribution que celui-ci fait à sa femme ou à un tiers ne nuit en rien aux créanciers.

Le gage des créanciers est seulement diminué de l'importance des primes. Mais ces primes, sur quoi sont-elles prises ? Elles sont prises le plus souvent sur

les revenus. L'assuré s'est imposé des privations, a réduit ses dépenses journalières pour constituer le montant de ces primes. Et, dans ce cas, pourrait-on faire un reproche au failli d'avoir affecté ces primes à la création d'un capital en dehors de son patrimoine, destiné à sauvegarder l'existence de son conjoint et de ses enfants ? Et peut-on équitablement ordonner la restitution de ces primes ? Nous ne le croyons pas. Et, à notre avis, il faut s'en tenir à la formule adoptée par le projet de loi relativement à l'application des règles du rapport, de la réduction, comme des articles 1167 du Code civil, et 446 et 447 du Code de commerce, et dire qu'au cas de transmission à titre gratuit par avenant d'une Assurance sur la Vie par un commerçant au profit de sa femme, les primes ne seront restituables que quand ces sommes sont manifestement exagérées eu égard aux facultés de l'assuré.

3^o *L'avenant échappe aux règles des articles 445 et 447 du Code de commerce.*

En conséquence, en cas de faillite, la stipulation faite au profit d'un bénéficiaire déterminé durant la période suspecte par un avenant modifiant une police originaire souscrite, soit au profit d'un tiers, soit au profit de l'assuré lui-même, ne peut pas être annulé en vertu des articles 446 et 447 du Code de commerce.

Le principe de cette règle a été posé par l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 janvier 1888 (Sirey, 88.1.121) dont la Jurisprudence n'a pas encore été démentie depuis. Toute la question est de savoir si, au cas d'un contrat d'assurance passé par un stipulant tombé plus tard en faillite, on peut invoquer les articles 446 et 447 qui déclarent nuls ou annulables toute une série d'actes,

quand ils ont été faits postérieurement à la cessation des paiements ou dans les dix jours qui auront précédé cette époque.

Les dispositions des articles 446 et 447 sont générales ; et, au premier abord, on n'aperçoit pas par quel motif la transmission faite par le failli au profit d'un tiers au moyen d'un avenant ne tomberait pas sous le coup de ces dispositions. Il semble étrange que, par ce moyen, on puisse favoriser un créancier au détriment des autres. L'acte par lequel le failli transfère, par un avenant, le bénéfice de son assurance à un créancier est, en réalité, un acte de nantissement que l'article 446 a eu précisément pour but de proscrire. C'est battre en brèche le principe de l'égalité entre créanciers qui domine la matière de la faillite que de rendre valables des contrats de ce genre.

Mais, si choquant que le résultat acquis puisse paraître, les principes eux-mêmes qui régissent la matière de l'Assurance sur la Vie, et en particulier l'avenant, parlent pour l'opinion contraire qui est la seule logique et la seule juridique, — jusqu'à un certain point seulement.

Et pour le prouver, nous allons diviser cette étude en deux parties ; et, suivant une distinction dont nous aurons suffisamment démontré l'importance, nous séparerons le cas d'un avenant postérieur à un contrat originairement fait au profit de l'assuré de celui d'un avenant postérieur à un contrat originairement fait au profit d'un tiers.

a) L'assurance primitivement souscrite au profit d'un tiers déterminé est transportée sur la tête d'un autre tiers au moyen d'un avenant par le failli pendant la période suspecte.

Il est tout à fait certain que lorsqu'une assurance au profit d'un tiers déterminé a été passée avant la période suspecte, le syndic de la faillite ne peut pas faire annuler l'avenant qui, pendant la période suspecte, transporte le Bénéfice de l'Assurance de la tête du tiers primitivement désigné et non encore acceptant sur la tête d'un autre tiers. Il en est de même, à notre avis, lorsque l'assurance ayant été contractée au profit d'une personne à désigner ultérieurement, cette personne est désignée ultérieurement par un avenant.

En effet, on ne comprend pas quel intérêt aurait la masse créancière à invoquer les articles 446 et 447 C. com. pour demander la nullité du contrat ? Quel profit en retirerait-elle ? De quel droit revendiquerait-elle le bénéfice de la police ? La créance sur la Compagnie d'Assurances n'a jamais fait partie du patrimoine du failli. Cette créance n'est pas plus valeur de faillite qu'elle n'est valeur successorale. Il ne saurait donc être question ni d'un nantissement constitué sur les biens du débiteur au profit d'un créancier, puisque cette assurance a, dès le début, fait partie d'un patrimoine qui n'a jamais été celui du failli. Il y a bien, en réalité, un avantage consenti de ce fait à un créancier ; mais cet avantage n'est pas fait aux dépens de la masse, puisqu'il ne pouvait appartenir à cette masse. Aucun préjudice n'a été causé à la masse, puisque le capital de l'assurance n'est pas dans les biens du failli.

En pareil cas, le créancier bénéficiaire a le droit de toucher le montant du capital assuré, sauf encore à tenir compte à la faillite des primes payées, suivant les circonstances.

Le syndic ne saurait annuler l'avenant intervenu dans les conditions que nous venons d'exposer, parce qu'en le faisant, il dépouillerait un tiers d'un capital qui sera réputé, après l'acceptation, n'avoir jamais fait partie du patrimoine du failli.

Puisqu'il n'a jamais fait partie de ce patrimoine, les créanciers de la masse n'ont donc aucun droit sur lui vis-à-vis des autres personnes auxquelles le bénéfice du contrat est transmis.

Point n'est besoin de faire intervenir la nature juridique de l'avenant pour expliquer ces solutions.

b) L'assurance primitivement souscrite au profit de l'assuré ou de ses héritiers ou ayants cause est transmise à un tiers au moyen d'un avenant pendant la période suspecte par le failli.

Il a été décidé que, lorsque l'assuré failli substituait un tiers à lui-même, bénéficiaire de la police au moyen d'un avenant dans les circonstances indiquées, cet avenant était valable et ne tombait pas sous le coup des nullités édictées par les articles 446 et 447 du Code de commerce.

L'hypothèse ici est frappante : un assuré a dans son patrimoine une Assurance sur la Vie contractée par lui à son profit personnel ; celle-ci forme donc le gage de ses créanciers. Pendant la période suspecte, il transfère le bénéfice de cette assurance à un tiers quelconque au moyen d'un avenant, soit à titre gratuit, si c'est son épouse, par exemple, qu'il veut gratifier, soit à titre onéreux pour garantir ou favoriser un créancier. Cet avenant, quoique fait en période suspecte, est valable.

Il est bien évident que dans l'espèce présente, la masse est lésée, qu'elle perd le droit à un capital qui

aurait appartenu au failli. Et il semble que c'est donner lettre morte aux articles 446 et 447 que de ne pas les appliquer ici.

Pour expliquer ce résultat véritablement inouï produit par l'avenant, on a dû recourir à la nature juridique de celui-ci. Dans le cas de désignation du bénéficiaire par un avenant, il se produit une véritable rétroactivité par suite de laquelle le dernier bénéficiaire indiqué est réputé avoir eu seul droit à la somme assurée dès le jour de la police, à l'exclusion du bénéficiaire désigné soit dans la police, soit dans un avenant postérieur au dernier.

L'avenant ne doit pas être traité comme une transmission ; il se rattache à la police primitive, fait corps avec elle et prend date à l'époque de celle-ci. Dès lors, l'avenant est valable quoique, par l'effet du report de la faillite, il se trouve intervenu dans la période suspecte des dix jours qui ont précédé la cessation des paiements. En effet, d'après la fiction de rétroactivité, ce n'est pas à cette date, mais à la date de la police même que l'attribution du bénéfice est censée remonter. C'est donc au jour de la police qu'il faut se référer pour apprécier la capacité du souscripteur. Le droit qui avait existé un instant de raison sur la tête du failli est anéanti rétroactivement ; et par l'avenant, le failli est censé n'avoir jamais eu le bénéfice de l'assurance dans son patrimoine.

Telle est la Jurisprudence, telle qu'elle ressort implicitement de nombreux arrêts de la Cour de Cassation et de Cours d'appels (1). Je dis implicitement ; car la

(1) Cassation, 7 août 1888. S. 1889.1.97. Note LABBÉ. — Amiens, 31 janvier 1889. S. 1890.2.5. Note. — Cassation, 4 mai 1904. S. 1904.1.386. — Paris, 2 juillet 1896. D. 1898.2.49. Note DUPUICH. — Cassation, 15 mai 1908. — Alger, mars 1904. S. 1904.2.311.

Cour de Cassation n'a encore jamais formulé la question d'une façon expresse.

Que faut-il penser de cette Jurisprudence ?

Elle nous paraît inexacte et dangereuse. Nous ne critiquerons pas la nature juridique de l'avenant que nous croyons parfaitement juste. Nous estimons, au contraire, avec la Jurisprudence, que la rétroactivité de l'avenant est certaine : l'avenant n'est pas juridiquement une cession de l'assurance.

Mais nous pensons que la conclusion que la Jurisprudence tire de cette rétroactivité en matière de faillite n'est pas exacte. La rétroactivité de l'avenant n'enlève pas à celui-ci le caractère d'acte à titre onéreux ou à titre gratuit, suivant les cas, et comme tel soumis à l'application des articles 446 et 447. Pour qu'un acte rétroagisse, il faut que cet acte soit valable ; or, sa validité s'apprécie non pas au moment où il est réputé avoir été rétroactivement passé, mais au moment même où il est passé. Avant de rétroagir, il faut qu'un acte puisse exister. C'est le cas de répéter l'adage : *prius agere quam retroagere*.

M. Wahl, dans une note très documentée du Recueil de Sirey, sous l'arrêt de Grenoble du 22 janvier 1901 (1) fait ressortir la valeur de cet argument, par assimilation avec la nature du partage et de la transaction qui, eux aussi, sont rétroactifs :

« Le partage, lui aussi, dit M. Wahl, est un acte » rétroactif, et de sa rétroactivité la Jurisprudence » était autrefois unanime à déduire que le partage » effectué par le failli pendant la période suspecte » échappait aux actions en nullité du syndic. C'était

(1) SIREY 1903.2.17. Note WAHL.

» là un pur sophisme, avec lequel la Jurisprudence a
» fini par rompre, approuvée en cela par les auteurs les
» plus récents (1). La raison qui a déterminé la Cour
» de Cassation, c'est que les partages « conservent,
» malgré la fiction de l'article 883 Code civil, le carac-
» tère d'actes à titre onéreux. » Et on décide de même
» pour la transaction, qui est également déclarative.
» L'avenant, lui aussi, est, par lui-même, bien que se
» rattachant fictivement à la police, un acte, suivant
» les cas, à titre gratuit ou à titre onéreux ; il doit donc
» tomber sous l'application des articles 446 et 447. »

Il nous paraît profondément injuste que l'assuré
failli puisse avantager un de ses créanciers au détriment
des autres au moyen d'un avenant. Ces avenants,
comme tous autres actes, nuisent à la masse ; ils
distrayaient une partie de l'actif. L'avenant ne doit pas
être pour le failli un moyen légal de tourner la règle
qui lui interdit de constituer un avantage particulier
à l'un de ses créanciers au détriment de la masse.

« La faveur dont bénéficie, à juste titre, le contrat
» d'assurance, dit M. Wahl, ne doit pas aller jusqu'à
» permettre au failli de faire légalement de l'assurance
» passée par lui à son profit personnel un moyen de
» ressource, en la vendant sous forme d'avenant,
» alors que l'indemnité, s'il était resté lui-même béné-
» ficiaire de l'assurance, aurait appartenu à ses créan-
» ciers. »

Il n'est pas inutile de faire remarquer que la validité

(1) Voir Limoges, 24 mars 1893. S. 94.2.121, et note Albert WAHL.
— Cassation, 28 mai 1895. S. 95.1.385, et note LYON-CAEN. — BAUDRY
et WAHL. *Tr. des Success.*, 2^e édit., t. II, n. 2286. — LYON-CAEN et
RENAULT, *Traité Droit Comm.*, 3^e édition, tome VII, n. 390.

de l'avenant pendant la période suspecte est bien plus grave et plus dangereuse que ne le serait celle du partage ou de la transaction. Il peut y avoir là un moyen pour le failli de modifier le vote de l'un ou de quelques-uns de ses créanciers et de se faire accorder un concordat auquel il n'a pas droit. La Jurisprudence qui déclare valable l'avenant conclu dans les circonstances présentes va à l'encontre et se met en contradiction avec l'article 597 du Code de commerce qui dit : « Le créancier qui aura stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite, ou qui aura fait un traité particulier duquel résulterait, en sa faveur, un avantage à la charge de l'actif du failli, sera puni correctionnellement... »

Il est vrai qu'à tous ces arguments, les partisans de la validité de l'avenant répondront qu'à raison de sa nature déclarative, l'avenant est un acte *sui generis* ne rentrant pas dans les prévisions des articles 446 et 447. A cela il est facile de répondre que les articles 446 et 447 ont entendu donner une protection complète aux créanciers. L'un prévoit tous actes translatifs à titre gratuit et certains actes à titre onéreux ; l'autre tous actes à titre onéreux. La division des actes en actes à titre gratuit et à titre onéreux est aussi générale que possible ; elle embrasse sans exception tous les actes. Il tombe sous le sens qu'une personne qui promet ou donne une chose la promet nécessairement soit en échange d'autre chose, soit sans aucune compensation. Aussi, les articles 1105 et 1106, C. C. paraissent-ils considérer la division des contrats en contrats de bienfaisance et en contrats onéreux comme ayant une

portée générale. L'avenant rentre forcément dans l'une ou l'autre catégorie ; il tombe donc sous l'application des articles 445 et 446 C. com., bien que constituant un contrat *sui generis*.

Pour ceux qui considèrent l'avenant comme une novation par changement de créancier, la question fait encore moins de doute.

A notre avis donc, l'avenant fait en période suspecte par un failli dont la police a été souscrite à son nom personnel doit être déclaré nul comme contraire aux articles 446 et 447, C. com., parce qu'il soustrait de l'actif de la masse une valeur qui en faisait partie et qui formait le gage de tous les créanciers.

Mais rien absolument ne s'oppose à ce que, même pendant la période suspecte, l'assuré failli contracte une assurance au profit d'un tiers ou bien substitue par un avenant un bénéficiaire à un autre bénéficiaire nommé soit par la police soit par un avenant postérieur : car, dans ces différents cas, l'assurance n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, la masse des créanciers ne se trouve pas lésée puisqu'elle n'y avait aucun droit.

Nous estimons que la Jurisprudence a tort de valider l'avenant passé pendant la période suspecte par l'assuré au profit d'un tiers pour lui transférer ses droits sur une assurance mixte ou à son profit personnel, en tant qu'elle fait dépendre cette validité du caractère de rétroactivité généralement et justement reconnu à l'avenant.

Si, au contraire, l'on pose en thèse qu'il est de la nature de l'Assurance sur la Vie et qu'en tout cas il est dans l'intention du contractant de constituer, par

l'assurance, un droit étranger à son patrimoine, si l'on estime que le contrat originaire contient une stipulation pour autrui implicite et que l'avenant n'est qu'un « mode d'exécution de la clause de la police qui permet à l'assuré de désigner le bénéficiaire de son choix », alors on ne voit pas quelle raison empêcherait l'avenant fait en période suspecte d'être valable, puisque, originairement, — à moins de clause contraire, — l'assurance avait été contractée en dehors du patrimoine de l'assuré.

Mais alors, il n'y aurait non plus aucune raison pour ne pas valider également les autres modes de transmission, tels que l'endossement, la cession ou le testament pour lesquels le principe posé est également vrai et indiqué même par des arrêts récents.

Nous reviendrons sur cette importante question qui a été solutionnée d'une façon très logique par les articles 55 et 59 du projet de loi élaboré par M. Lyon-Caen.

SECTION III

Effets de l'Endossement.

L'endossement a des effets différents de ceux produits par l'avenant en ce qu'au lieu d'être comme ce dernier un acte rétroactif ou attributif, il est essentiellement un acte de transmission ; il diffère également de la cession-transport à raison de sa nature spéciale et la forme qui est attachée à sa validité.

Et d'abord, l'endossement d'une police d'Assurance sur la Vie produit-il tous les effets attachés par la loi à l'endossement des titres à ordre en général ?

Il est inexact de dire que l'endossement produit tous les effets de l'endossement des titres à ordre. Il y a lieu, en effet, de déclarer inapplicables les règles de la lettre de change qui font exception au droit commun (notamment, celles concernant la prescription), qui d'ailleurs ne découlent pas nécessairement de la clause à ordre. Il doit en être de même pour les règles relatives à la compétence, au protêt, et en général pour les droits et devoirs du porteur, pour l'obligation incombant au tireur et à l'endosseur de garantir l'acceptation du tiré, pour le droit exclusif du porteur sur la provision. La nature du contrat d'Assurance sur la Vie résiste à l'application de ces règles. Les règles relatives à l'opposition au paiement de la police (art. 149 C. com.), à la perte de la police (art. 152 C. com.), à la prescription de cinq ans (art. 189 C. com.), ne s'appliquent pas aux polices d'assurances endossées.

En effet, il n'y a pas de rapport nécessaire entre la faculté d'endossement et les effets que le Code de commerce a cru devoir y attacher. Ces effets s'expliquent par des motifs tout spéciaux, qui ne se rencontrent plus en cette matière. La sécurité commerciale exigeait que le paiement des lettres de change et des billets à ordre fût entouré des plus sérieuses garanties, et que la responsabilité des signataires fût promptement dégagée.

Ces considérations sont étrangères à l'Assurance sur la Vie et on s'explique ainsi que les effets que celles-ci ont déterminés ne se produisent pas en matière d'Assurance sur la Vie (1).

En cas de perte du double de la police, il n'y a pas lieu de recourir aux règles exceptionnelles édictées pour le cas de perte d'une lettre de change ou d'un billet à ordre (2). L'existence de l'acte de cession d'une assurance-vie peut s'établir, lorsque le titre a été perdu, par d'autres documents, tels que des lettres émanant du cédant, ou par un jugement qui reproduit la substance du titre, et l'acte peut être suppléé par un avenant délivré par la Compagnie d'assurances. (3)

Quoi qu'il en soit, on peut dire que si l'endossement de la police ne produit pas tous les effets de l'endossement des titres à ordre en général, elle en produit les principaux et les plus nombreux.

Quels sont donc les effets attachés par la loi à l'endossement d'une police d'Assurances sur la Vie ?

1^o Le premier effet de l'endossement est de trans-

(1) V. LEFORT, tome II, p. 178.

(2) Pandectes Françaises. Vo Assurances sur la vie, nos 371 et 422.

(3) Bordeaux, 8 décembre 1890.

féraler *ipso facto* sans autre formalité le bénéfice de la police au cessionnaire. Cet effet résulte, par analogie, de l'article 136 du Code de commerce, qui s'exprime ainsi : « La propriété d'une lettre de change se transmet par la voie de l'endossement. »

La cession n'a pas besoin d'être notifiée à l'assureur ; le cessionnaire est *ipso facto* investi du bénéfice à l'égard des tiers et à la date de l'endossement. Aucune formalité n'est nécessaire pour accomplir ce transfert ; la clause à ordre a cet avantage de dispenser le cessionnaire de signifier ou de faire accepter par le débiteur-cédé cette cession. Les formalités des articles 1690 et 1691 sont donc ici sans application, et la cession est valable par le seul fait de l'endossement et en l'absence de toutes formalités. Il importe que le droit du cessionnaire soit opposable aux tiers, tels que le second cessionnaire, les créanciers du cédant, comme au débiteur-cédé.

On a soutenu, — sans succès d'ailleurs, — que la cession par endossement n'était valable qu'autant que les formalités des articles 1690 et suivants avaient été observées. On faisait valoir que l'Assurance sur la Vie au regard de l'assuré même commerçant n'est point un acte de commerce, mais un contrat civil de prévoyance, et que le transfert qui en est fait par voie d'endossement ne saurait modifier le caractère civil du contrat en ce qui touche l'assuré et ne saurait dispenser le cessionnaire de l'accomplissement des formalités des articles 1690 (1). Cette opinion est

(1) Besançon, 27 mars 1876. S. 77.2.132. — Trib. Seine, 17 décembre 1855. D. P. 57.2.134. S. 57.2.186.

d'ailleurs abandonnée. Elle ferait perdre à l'endossement un de ses principaux avantages.

2^o L'endossement a aussi pour conséquence nécessaire d'empêcher la Compagnie d'opposer au porteur de la police les exceptions qu'elle était en droit d'opposer aux endosseurs successifs et tirées des rapports existants entre elle et le dernier porteur.

C'est la grande différence qui distingue la transmission par endossement de la transmission par cession civile. D'après le Code civil, le débiteur cédé, auquel la cession a été signifiée, peut se prévaloir contre le cessionnaire des moyens de défense qu'il eut pu opposer au cédant, à la condition que leur existence remonte à une époque antérieure à la signification de la cession. Il en est autrement lorsque la cession a été acceptée par le débiteur cédé ; cette acceptation est considérée par le Code civil (art. 1295) comme impliquant renonciation par le débiteur cédé au droit d'invoquer contre le cessionnaire les moyens de défense qui existaient contre le cédant.

En matière de titres à ordre, en principe, tout signataire ne peut se prévaloir contre le porteur des exceptions, c'est-à-dire des moyens de défense qui étaient opposables aux porteurs antérieurs, mais seulement des moyens de défense ayant pris naissance directement contre le porteur. « On peut dire que le tiré et les signataires d'un titre à ordre sont réputés avoir, par avance, renoncé au droit d'opposer au dernier porteur les exceptions opposables aux porteurs précédents. » (1).

Ce qui se passe pour les titres à ordre en général se passe pour l'endossement d'une police d'assurances.

(1) LYON-CAEN et RENAULT. *Tr. Elém. Droit Commercial*, p. 423.

Lorsque le souscripteur (la Compagnie d'Assurances) s'oblige à ordre, il renonce par avance, envers le porteur, aux moyens de défense qu'il pourrait avoir contre le preneur. En particulier, la Compagnie est hors d'état d'exciper de la déchéance résultant d'une réticence, sauf le cas de connivence entre le cédant et le cessionnaire dans le but de faire payer une somme dont le versement réclamé par le souscripteur aurait été évité grâce à une exception. Cette exception au principe n'est, d'ailleurs, pas spéciale à l'Assurance sur la Vie ; elle est générale à la matière des titres à ordre. Le tiré peut se prévaloir contre le porteur actuel d'un moyen de défense qui eût été opposable au porteur précédent, quand il est prouvé que le porteur actuel s'est rendu coupable d'une fraude destinée à écarter le moyen de défense dont s'agit (1). Il faut mettre également en dehors du principe que nous avons posé le cas où le tiers porteur est en même temps l'ayant cause à titre universel de l'assuré (2).

Mais, de toute façon, l'assureur est en droit d'invoquer la déchéance résultant du non-paiement des primes, la condition du versement de cette somme étant de l'essence même du contrat, et le porteur étant averti, par la nature même du titre, que le paiement de la prime est la cause de l'obligation de la Compagnie.

Cet effet de l'endossement existe même si les conditions de la police indiquent que, malgré le faculté accordée à l'assuré de transmettre le bénéfice du contrat par voie d'endossement, les prescriptions de l'article 1690 devront être observées dans l'intérêt des tiers.

(1) LYON-CAEN et RENAULT. *Tr. Droit Comm.*, tome IV, n° 130 bis.

(2) NOUGUIER. *Lettres de change*, Paris, 1851, tome I, n° 720.

En effet, ce n'est là qu'une recommandation surabondante qui n'a rien d'obligatoire et dont l'inobservation ne saurait infirmer l'effet virtuel d'un transport conforme aux conditions essentielles du titre (1).

3^o Le cessionnaire par endossement succède à tous les droits de l'assuré primitif. L'assureur est obligé de lui payer le montant du capital dans le cas et aux époques où il devient exigible.

Le cédant est garant non seulement de l'existence du droit à l'indemnité, mais du paiement effectif à l'échéance. C'est là une différence avec la cession de créance. A moins de convention contraire, le cédant, d'après le Code civil (Art. 1694 et 1696) garantit l'existence et la validité de la créance cédée, mais non la solvabilité future, ni même actuelle du débiteur. En matière de titres à ordre, tous ceux qui ont signé, accepté ou endossé un titre à ordre, sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur. Cette différence s'explique par la différence des circonstances dans lesquelles interviennent une cession ordinaire de créance et un endossement. La première est assez rare ; le cessionnaire connaît le débiteur, peut s'enquérir de sa solvabilité ; il ne traite qu'à bon escient. L'endossement, lui, est fréquent ; il se fait rapidement, sans que le cessionnaire ait le temps de prendre des informations minutieuses sur le débiteur du titre à ordre. La solidarité de tous les signataires le préservera contre ce risque éventuel.

Du reste, nous devons constater que si la garantie du paiement est de la nature de l'endossement, elle

(1) Paris, 12 février 1857. S. 57.7.186. — Paris, 2 août 1879. D. P. 79.2.130.

n'est pas de son essence : elle peut être écartée expressément par la clause sans garantie ou à forfait. En pareille circonstance, l'endosseur déclare qu'il entend n'être pas responsable de la solvabilité du débiteur, mais il reste garant de l'existence du titre à ordre et de son fait personnel.

Comment se fera la remise des fonds par la Compagnie au bénéficiaire par endossement ?

Elle se fera au porteur sur la présentation du titre. Quand la police est à ordre, le droit se confond avec l'écrit qui le constate ; la quittance sans la remise du titre serait inefficace. D'après l'article 148 Code comm., celui qui paie une lettre de change sans retirer le titre n'opère point sa libération à l'égard du tiers porteur. Quand le titre n'est pas présenté, la Compagnie ne peut pas payer ; mais elle n'est pas quitte pour cela. Il en est autrement au cas où la transmission a eu lieu par voie de cession avec les formalités de l'article 1690 ; la Compagnie est libérée quand elle paie de bonne foi.

4^o Le principal et le plus important effet de la transmission par endossement est de rendre impossible toute opposition, toute saisie-arrêt de la part des créanciers des porteurs antérieurs. En matière d'Assurance sur la Vie, la Compagnie d'Assurance s'oblige directement et par avance vis-à-vis de tous les porteurs successifs du titre revêtu de la clause à ordre. Les endosseurs doivent être traités comme s'ils avaient été tous compris nominativement dans l'engagement lui-même. Ils ne sont pas des ayants cause ou cessionnaires les uns des autres, mais, au contraire, des créanciers directs ayant acquis des droits indépendants les uns des autres.

« Quand le titre est à ordre, dit M. Lefort, la loi
» purge, pour ainsi dire, la créance à chaque mutation
» nouvelle de tous les vices cachés qu'elle peut receler ;
» le droit acquis par le cessionnaire n'a plus pour
» limite et pour mesure que le droit perdu par le cédant ;
» les exceptions qui étaient opposables à ce dernier
» ne peuvent être opposées à celui qui le remplace,
» le débiteur sera comme obligé de nouveau envers
» le preneur. La clause à ordre doit donc, en quelque
» sorte par définition, faire du titre dans lequel elle est
» insérée une sorte de titre au porteur. D'où cette
» conséquence que le cessionnaire sera à l'abri de
» toutes les exceptions qui ne lui sont pas personnelles
» et qui ne résultent pas de la teneur du titre. »

Ces conséquences découlent du principe par suite duquel, en vertu de la clause à ordre, le débiteur s'est engagé non envers une personne déterminée, mais envers le porteur quel qu'il soit.

La solution se résume d'un mot : la saisie-arrêt est incompatible avec la clause à ordre.

Le doute n'est pas possible, lorsque la saisie-arrêt a été pratiquée par les créanciers d'un porteur antérieur. *Quid*, lorsqu'elle est faite par les créanciers du porteur actuel ? Dans ce cas, la solution est encore la même : le droit d'opposition est dénié aux créanciers mêmes du propriétaire venant demander leur paiement. Une pareille mesure serait complètement dépourvue d'efficacité, l'endossement n'étant pas connu et ne pouvant pas être connu des créanciers, et l'effet de la saisie risquant d'être annihilé par un endossement du porteur à un autre tiers. D'ailleurs, en dehors même de ces considérations, la règle de l'article 149 du Code de

commerce est générale et formelle ; elle ne comporte aucune exception. « Il n'est admis d'opposition au paiement qu'en cas de perte de la lettre de change ou de faillite du porteur », dit l'article 149 sus-rappelé.

En conséquence, qu'il y ait ou non des oppositions, le porteur bénéficiaire pourra en toute sécurité se présenter à la Compagnie qui ne pourra se libérer qu'entre ses mains. Cependant, de ce que la clause d'endossement empêche une saisie-arrêt soit à la requête des créanciers d'un porteur antérieur, soit à la requête des créanciers du porteur actuel, il ne faut pas dire que le Bénéfice de l'Assurance sur la Vie soit une chose insaisissable. L'article 149 Code commerce prévoit, en effet, deux exceptions : en cas de perte de la police, le porteur peut s'opposer à ce que le paiement soit fait entre les mains d'un tiers porteur qui se sera approprié le titre et cherchera à en réclamer le paiement. En cas de faillite, le porteur est dessaisi de l'administration de ses biens ; il ne peut plus ni payer, ni recevoir ; ce droit appartient à la masse créancière représentée par le syndic. Dans ces deux cas, perte de la police et faillite du porteur, l'opposition permise constitue bien plus une mesure conservatoire ayant pour but d'empêcher que le paiement ne soit fait entre les mains d'une personne qui n'a pas qualité pour recevoir et au détriment de la personne qui doit recevoir régulièrement.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que lorsqu'il y a doute sur la validité d'un endossement, l'assuré peut substituer à la police primitivement souscrite un avenant imposant à la Compagnie l'obligation de verser le capital assuré au cessionnaire par endossement.

Nous venons de voir quels étaient les effets de l'en-

dossement à raison de sa nature spéciale par antithèse avec ceux produits par la cession-transport de l'article 1690.

Il est intéressant maintenant de voir quels sont les effets de l'endossement considéré comme acte translatif, par opposition à ceux de l'avenant, acte rétroactif.

En effet, malgré les effets remarquables produits par l'endossement, celui-ci n'en est pas moins par essence un acte translatif.

Quelles sont les conséquences du caractère translatif de l'endossement sur les effets qui en dépendent ?

Suivant une distinction fondamentale, il nous faut envisager le cas où la police originaire était faite au profit d'un tiers déterminé, et le cas où celle-ci était faite au profit de l'assuré lui-même.

a) Police originaire contractée au profit d'un tiers.
— Si la police était originairement contractée au profit d'un tiers déterminé, elle constituait une stipulation pour autrui et par conséquent ne devait pas profiter au patrimoine de l'assuré. La substitution d'un nouveau titulaire à l'ancien par endossement ne modifie pas l'état du droit. Stipulation pour autrui à l'origine ; stipulation pour autrui après l'endossement. Le caractère translatif de l'endossement est étranger aux relations entre l'assuré et le premier bénéficiaire. Il est censé n'y avoir jamais eu transmission, puisque jamais le capital de l'assurance n'a existé dans le patrimoine de l'assuré. Le bénéficiaire est censé avoir eu dès le début un droit direct et exclusif au capital assuré. Le caractère translatif intervient ici aussi peu que le

caractère rétroactif en matière d'avenant, lorsque la police originaire est faite au profit d'un tiers.

L'endossement sert d'ordinaire à opérer une cession ou transmission de droit (art. 136, C. com.) ; mais il n'y a aucune raison pour que l'endossement qui, en lui-même, n'est qu'une pure formalité, ne puisse pas servir à réaliser une autre opération.

En réalité, l'opération par laquelle un assuré transmet par endossement à un tiers une assurance primitivement contractée au profit d'un tiers, est une opération d'une nature spéciale : elle contient une stipulation pour autrui, en vertu de laquelle le droit au capital assuré, n'ayant jamais appartenu à l'assuré, est né directement au profit du bénéficiaire contre l'assurance.

L'emploi par l'assuré de l'endossement n'entraîne pas cession lorsque l'assuré n'a aucun droit au capital.

Ce principe a été consacré par la Jurisprudence par un arrêt de Cassation du 4 mai 1904.

Il résulte de cette décision que l'on peut assimiler complètement la désignation d'un bénéficiaire par endossement à la désignation par avenant, lorsque la police était originairement au profit d'un tiers.

Cette assimilation n'est pas complète pourtant. En effet, quand un bénéficiaire a été désigné dans la police ou dans un avenant, l'assuré a le droit de révoquer cette désignation, en attribuant le bénéfice de l'assurance à une autre personne, tant que le premier bénéficiaire n'a pas accepté.

Est-ce que, en cas de désignation d'un bénéficiaire par endossement, l'assuré peut, par un acte postérieur, avenant ou endossement, modifier l'attribution ?

Nous ne le croyons pas. En effet, l'endossement implique nécessairement une acceptation de la part du bénéficiaire. Bien que le bénéficiaire n'intervienne pas à l'endossement pour l'accepter expressément, il arrive le plus souvent que cet endossement est suivi immédiatement de la remise de la police endossée au bénéficiaire. Ce dernier, en consentant à en devenir porteur, accepte la stipulation faite à son profit. Et, dans ces conditions, l'assuré ne peut plus, par un endossement postérieur ou par avenant, faire une attribution nouvelle du bénéfice de l'assurance.

Sauf cette différence, on peut, dans le cas qui nous occupe, assimiler les effets de l'endossement à ceux de l'avenant.

La doctrine que consacre la Chambre civile est particulièrement digne de faveur ; c'est elle qui permet le mieux et le plus complètement à l'assurance sur la Vie d'atteindre son but de prévoyance, en écartant l'application des nombreuses dispositions qui, s'il y avait cession, pourraient priver, en tout ou en partie, le bénéficiaire du bénéfice de la stipulation faite à son profit (nullité des art. 446 et 447, Com. c., art. 117 C. civ. réduction, rapport...).

Les solutions qui ont été données pour l'avenant sont les mêmes pour l'endossement d'une police primitivement contractée au profit d'un tiers.

Par conséquent, il est exact de dire que :

1^o L'endossement échappe aux règles de forme des articles 1690 et 2075 du Code civil ;

2^o Il ne tombe pas sous le coup des prohibitions des articles 559 et 564 du Code de commerce contre les libéralités faites par le failli à sa femme. D'ailleurs,

ces articles n'auraient pas de raison de s'appliquer ici pour deux raisons : la première, c'est que le capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine du failli ; la seconde, c'est que l'endossement est un mode de transmission exclusivement à titre onéreux (pour certains) ;

3^o L'endossement échappe aux règles des articles 445 et 446 du Code de commerce. Lorsque l'assurance a été contractée au profit d'un tiers désigné, l'endossement de la police, effectué par l'assuré pendant la période suspecte et avant l'acceptation du tiers qui rend cet endossement impossible, ne peut être critiqué par le syndic. En effet, l'acceptation du tiers, laquelle peut encore intervenir après la faillite, a eu pour effet d'attribuer rétroactivement à ce tiers le bénéfice de l'assurance, lequel consiste dans un capital qui n'a jamais fait partie du patrimoine du failli. L'endossement porte donc sur une valeur qui n'a jamais été le gage des créanciers.

Si donc l'assuré ne peut pas céder pendant la période suspecte par voie d'endossement ses propres droits à cette assurance, il peut céder les droits du tiers bénéficiaire n'ayant pas accepté. Et il peut même céder les droits du bénéficiaire qui a accepté, si ce tiers bénéficiaire est son conjoint, car nous savons que l'assurance entre époux, même acceptée, est révocable. (Orléans, 18 janvier 1894. S. et P. 1874. 2.76 et note).

b) Police originale contractée au profit de l'assuré.

Si l'assuré transfère à un tiers, par voie d'endossement, le bénéfice de l'assurance contractée à son profit personnel, cet endossement constitue bien un acte translatif. Le droit au capital assuré étant acquis à

l'assuré, l'endossement fait par celui-ci est un acte de transmission. Par suite, si un tel endossement est opéré pendant la période suspecte par l'assuré déclaré postérieurement en faillite ou en liquidation judiciaire, les articles 446 et 447 du Code de commerce doivent s'appliquer.

Et alors, de deux choses l'une : ou l'endossement est fait à titre gratuit (ce que certains admettent) et il est nul de plein droit comme donation, aux termes de l'article 446 du Code de commerce (1) ; ou il a lieu à titre onéreux, et alors il est nul ou annulable suivant qu'il est fait pour dettes non échues ou pour dettes échues. Si l'endossement a lieu à titre onéreux pour dettes non échues, il est nul de plein droit (2). Si l'endossement est fait pour dettes échues, il est simplement annulable (art. 447).

De même, pour ceux qui admettent la possibilité d'un endossement à titre gratuit, les articles 559 et 564 du Code de commerce contre les libéralités faites par le failli à sa femme s'appliqueront, puisqu'il s'agit ici d'un bien qui était dans le patrimoine du failli.

Du principe posé, il résulte donc :

1^o Que l'endossement d'une police primitivement souscrite au profit de l'assuré tombe sous le coup des prohibitions des articles 559 et 564 du Code de commerce ;

2^o Qu'il tombe sous l'application des articles 446 et 447 du Code de commerce.

L'avenant intervenu dans les mêmes conditions

(1) Grenoble, 2 février 1882. S. 82.2.106.

(2) Grenoble, 22 janvier 1901. S. 1903.2.17.

aurait, nous l'avons vu, des conséquences toutes autres, par suite de la rétroactivité de celui-ci.

En résumé, si l'emploi par l'assuré de l'endossement, qui est une des formes ordinaires de cession, n'entraîne pas cession quand l'assuré n'a aucun droit au capital assuré, il opère cession lorsque celui-ci a droit à ce même capital.

Dans le premier cas, il y a, comme dans le cas d'un avenant, substitution d'un bénéficiaire à un autre dont le droit remonte directement au jour de la police ; dans le second cas, il y a cession prenant date au jour même où cette cession est faite.

SECTION IV

Effets de la Cession-Transport.

Nous avons vu, dans la section précédente, les différences qui distinguaient la cession-transport de l'endossement, différences qui tiennent uniquement à la nature du titre et qui intéressent les effets de la transmission envisagée par rapport au débiteur-cédé, la Compagnie d'Assurance et aux cessionnaires successeurs.

Qu'il nous suffise de rappeler que :

1^o La cession n'est parfaite à l'égard des tiers que par l'accomplissement des formalités des articles 1690 et 1691, c'est-à-dire signification ou acceptation par le débiteur ;

2^o Le débiteur-cédé auquel la cession a été signifiée peut se prévaloir contre le cessionnaire des moyens de défense qu'il eût pu opposer au cédant, à la condition que leur existence remonte à une époque antérieure à la signification de la cession. Il en est autrement lorsque la cession a été acceptée par le débiteur-cédé (Art. 1295, C. c.) ;

3^o Le cédant est garant seulement de l'existence et de la validité de la créance cédée, mais non de la solvabilité actuelle ou future du débiteur ;

4^o La saisie-arrêt est possible en matière de cession, dans les conditions de droit commun.

Tels sont les effets produits par la cession à raison de

sa nature spéciale d'acte de transmission de droit commun par la voie civile.

Nous allons voir quels sont les effets de la cession, considérée comme acte translatif, par opposition à l'avenant, acte rétroactif.

Il nous suffirait de retranscrire ici ce qui a été dit pour l'endossement, les raisons de solutionner dans un sens ou dans l'autre étant les mêmes, puisque nous nous trouvons en face de deux procédés ayant le caractère translatif et se présentant exactement dans les mêmes conditions.

Nous allons envisager le cas où la police est originairement contractée au profit d'un tiers et celui où elle l'est au profit de l'assuré :

a) La police originaire est contractée au profit d'un tiers. Si l'emploi par l'assuré de l'endossement n'entraîne pas cession quand l'assuré n'a aucun droit au capital assuré, on ne voit pas pourquoi la même solution ne serait pas exacte au cas d'emploi d'autres formes qui sont d'ordinaire employées pour opérer des cessions. La Cour de Cassation qui avait posé le principe ci-dessus pour l'endossement par l'arrêt du 4 mai 1904, a, par un arrêt du 19 novembre 1907, complété, d'une façon parfaitement logique et très heureuse, la solution admise pour l'endossement en l'appliquant à la cession de l'article 1690, C. c.

Lorsque la police a été originairement contractée au profit d'un tiers déterminé, elle constitue, nous l'avons vu, une stipulation pour autrui, et, par conséquent, ne peut pas profiter au patrimoine de l'assuré. Dès lors, comment l'assuré pourrait-il céder un droit

qui ne lui a jamais appartenu, puisqu'il est né directement au profit du bénéficiaire désigné par la police.

De quelque manière qu'un nouveau bénéficiaire soit désigné, il y a substitution d'un bénéficiaire à un autre, et non cession.

Ce principe posé, une fois appliqué à l'endossement, pourquoi ne pourrait-on pas l'appliquer à une autre forme de cession, telle que la cession de l'article 1690 C. c. Les formes employées ne peuvent donner à un acte une nature qu'il ne peut avoir d'après les circonstances de fait dans lesquelles cet acte intervient. « Les circonstances de fait, dit M. Lyon-Caen, sous une note du Sirey (1), empêchent que l'assuré, en cas d'Assurance sur la Vie contractée au profit d'un bénéficiaire déterminé, puisse faire une cession, puisque, encore une fois, elle porterait sur une créance qui ne lui a jamais appartenu. »

Il serait illogique de traiter autrement, à cet égard, le cas d'accomplissement des formalités de l'article 1690 C. c., et le cas d'endossement.

Nous avons réfuté toutes les objections faites au cas d'endossement ; elles sont les mêmes au cas de cession de l'article 1690. Qu'il nous suffise de rappeler que les adversaires de la théorie de la Cour considèrent l'assuré comme ayant révoqué la stipulation faite dans la police au profit d'un tiers pour reprendre, pour lui-même, le Bénéfice de l'Assurance et le conférer au cessionnaire. Cette décomposition de la cession en deux actes est inadmissible ; l'assuré ne peut pas, de lui-même, modifier la nature du contrat primitif ;

(1) Cassation, 19 novembre 1907. SIREY, 1907.1.481. Note de M. LYON-CAEN.

et les formalités de la cession se remplissent sans le concours actif de la Compagnie.

Il faut donc décider que l'attribution nouvelle, quand elle s'opère par voie de cession, n'est, dans l'économie du contrat, que la mise en exercice du droit de désignation.

En conséquence, le capital assuré n'ayant jamais fait, à un moment quelconque, partie du patrimoine de l'assuré, le rapport à la masse ne peut être demandé par le syndic de la faillite de l'assuré, en vertu des articles 446 et 447 C. com., quand l'acte d'attribution a été consenti par l'assuré durant la période suspecte.

Les articles 559 et 564 du Code de commerce n'ont pas de raison de s'appliquer, et ce, pour les mêmes raisons.

b) Police originaire contractée au profit de l'assuré. Les solutions admises, lorsqu'il s'agit d'une assurance contractée au profit d'un tiers déterminé, cessent d'être exactes s'il s'agit d'une assurance contractée au profit de l'assuré lui-même. En effet, dans ce dernier cas, le droit au capital assuré prend naissance dans le patrimoine de l'assuré lui-même. Ce droit lui étant acquis, la cession qui en est faite par lui à un tiers en accomplissant les formalités de l'article 1690, constitue bien une transmission.

Et alors, comme conséquence, il est bien évident que si cette cession intervient pendant la période suspecte, elle sera soumise aux nullités des articles 446 et 447, C. com. Ce qui a été décidé par l'arrêt de la Cour du 15 mai 1904 pour l'endossement est également vrai pour la cession (1).

(1) SIREY.1905.1.257.

Si l'assuré cède sa police primitivement souscrite à son profit, il y a transmission ; le bénéficiaire de la cession acquiert de l'assuré le droit au capital assuré qui appartenait précédemment à celui-ci. L'assuré diminue son patrimoine au préjudice de la masse de la faillite. Dès lors, la cession doit être annulée sur la demande du syndic en vertu de l'article 446 C. com., s'il a été fait au profit d'un créancier dont la créance était antérieure.

En résumé, dans le cas de cession de l'article 1690 comme dans le cas d'endossement, il faut distinguer nettement le cas où la police a été originellement souscrite au profit d'un tiers de celui où elle l'a été au profit de l'assuré.

Dans le premier cas, le bénéficiaire n'est pas le cessionnaire ou ayant cause de l'assuré ; il acquiert un droit au capital assuré qui naît dans sa personne ; la cession ou l'endossement ultérieur ne peut constituer un mode de transmission. On ne peut céder ce qu'on n'a pas. La cession comme l'endossement n'est qu'un mode de désignation de bénéficiaire, la substitution d'un bénéficiaire à un autre ayant les mêmes effets généraux que la désignation faite dans la police ou dans un avenant.

Dans le second cas, le droit au capital assuré naît dans la personne de l'assuré ; la cession ou l'endossement fait par lui ne peut opérer que transmission. Le bénéficiaire acquiert un droit qui, auparavant, était dans le patrimoine de l'assuré.

Cette Jurisprudence est parfaitement logique ; la Cour de Cassation y est arrivée par étapes ; nous ne

doutons pas qu'elle admette la même solution pour les autres procédés de transmission.

Quels sont les droits du créancier nanti ?

Le créancier nanti profite des droits résultant du contrat ; il peut subroger un tiers dans les garanties résultant du nantissement sans le consentement de l'assuré, et à condition que la subrogation soit signifiée à la Compagnie. Le créancier-gagiste pourrait payer les primes pour conserver son droit au Bénéfice de l'Assurance, sauf son recours contre l'assuré pour le remboursement de ces primes.

Il serait utile, pour éviter des difficultés, de stipuler que le créancier aura le droit de demander le rachat de la police, s'il y a lieu, après avoir rempli les formalités prescrites par la loi pour la réalisation du gage (Code comm. 93).

Le créancier-gagiste n'a droit, sur la somme assurée, qu'au montant de ce qui lui est dû au jour du paiement de l'assurance (Paris, 16 août 1860).

Le paiement fait entre les mains du créancier-gagiste, s'il est remboursé de sa créance, ne serait pas libératoire pour la Compagnie (Rouen, 28 avril 1874, S. 74.2.314).

En ce qui concerne la réalisation du gage, nous avons dit plus haut qu'il était nécessaire de se conformer aux prescriptions de l'article 93 Code comm. et 2078, Code civil. Mais, l'aliénation forcée du droit de l'assuré peut-elle s'opérer à la suite d'un nantissement par la réalisation du gage ? La question est controversée. Quelques-uns soutiennent que ce consentement est nécessaire. Ceux-ci raisonnent de la façon suivante :

« Le consentement de l'assuré sur la vie duquel l'assurance repose est exigé pour l'aliénation ; nulle assurance ne peut être créée ou transmise sans le consentement de la personne sur la vie de laquelle elle repose, consentement personnel et qui doit être donné par l'assuré lui-même. » Et ils ajoutent : « Le consentement suppose nécessairement la connaissance du nouveau bénéficiaire de l'assurance, et il serait contraire à l'ordre public qu'au moyen de la mise aux enchères de la police le premier venu pût s'en rendre acquéreur sans le consentement de celui sur la tête duquel elle est assise. » Cette opinion est appuyée d'un jugement du Tribunal de la Seine du 1^{er} décembre 1876 (J. A. 1877, p. 18).

Ce consentement ne nous paraît pas nécessaire. En effet, en constituant en gage sa police et en donnant son consentement à cette constitution, l'assuré a, par le fait même, donné son consentement à toutes les conséquences de cet acte, et dont la principale est certainement la réalisation du gage.

SECTION V

Effets du Testament.

La désignation du bénéficiaire par le testament a le grand avantage de conserver le secret le plus complet sur la personne qui bénéficiera de l'assurance, jusqu'au décès de l'assuré.

Malheureusement, jusqu'ici, la Jurisprudence n'a pas cru devoir faire pour le testament la distinction logique qu'elle avait faite pour l'endossement et la cession, suivant que la police originaire est au profit d'un tiers ou au profit de l'assuré. Elle décide, dans tous les cas, alors même que la police était souscrite au profit d'un tiers déterminé, que le testament de l'assuré désignant un autre bénéficiaire vaut transmission à celui-ci du droit au capital assuré.

A vrai dire, la Cour suprême ne s'est pas prononcée encore d'une façon ferme et décisive sur cette importante question. Elle n'a eu à s'occuper que d'une espèce dans laquelle, à défaut de bénéficiaire déterminé, le capital assuré était né au profit de l'assuré ; et elle décida, dans son arrêt du 24 janvier 1902 (1), que le bénéficiaire était un légataire tenant comme tel de l'assuré testateur son droit au capital assuré.

La Cour suprême pourra, sans se déjuger, reconnaître qu'il n'y a pas un legs en cas de désignation par testament d'un bénéficiaire à la place du bénéficiaire déterminé désigné dans la police.

(1) S. et P. 1902.1.165.

En effet, il n'y a pas de raison pour que, par identité de motifs avec ceux visés en matière d'endossement ou de cession, la Cour ne décide pas qu'il n'y a pas là un legs, une transmission, mais une désignation d'un nouveau bénéficiaire à un autre par testament, ayant la même nature et les mêmes effets que la désignation par endossement ou par cession.

Nous espérons donc que la Jurisprudence consacrera cette solution qui est la seule logique et la seule rationnelle.

A la vérité, on a fait à cette théorie deux objections. Forts de l'article 895 du Code civil, les adversaires soutiennent que la désignation d'un bénéficiaire par l'assuré dans un testament est un acte de transmission, un véritable legs. A cela, on peut répondre que le testament contient des clauses ou dispositions d'espèces variées, et autres que des legs ; on trouve des reconnaissances de dettes, par exemple ; pourquoi donc ne pas reconnaître la possibilité d'une substitution d'un bénéficiaire d'une police d'assurance à un autre ? On a objecté, de plus, que la désignation faite par l'assuré étant ignorée de tout le monde, il se pourrait que l'assureur paie indûment le capital assuré au bénéficiaire désigné dans l'avenant. Cet inconvénient n'existe pas pour l'assureur, libéré par le paiement fait de bonne foi au possesseur de la créance. (Art. 1240 C. civ. et art. 70 du projet de loi.)

Nous avons donc la conviction que la Cour de Cassation reconnaîtra au bénéficiaire désigné dans un testament sur une police déjà attribuée à un tiers, lui reconnaîtra un droit direct et exclusif, comme dans les cas d'endossement et de cession.

THÉORIE D'ENSEMBLE DE LA TRANSMISSION DE L'ASSURANCE SUR LA VIE

Il n'est pas inutile de résumer en quelques lignes les principes qui régissent cette matière et de donner dans un tableau d'ensemble les différentes solutions apportées au problème de la transmission par la Cour de Cassation.

I. La théorie de l'Assurance sur la Vie comporte une distinction fondamentale :

a) Si l'assurance a été contractée au profit de l'assuré ou de ses héritiers (art. 1122), il forme le gage de ses créanciers ;

b) Si l'assurance a été faite au profit d'un tiers déterminé (art. 1121), le bénéfice de l'assurance revient directement à ce tiers, en vertu d'un droit qui lui est propre et échappe aux créanciers.

II. Cette distinction posée, quel sera le sort des actes par lesquels l'assuré, tombé en faillite, aura attribué à un tiers le bénéfice de l'assurance, au cours de la période déterminée par les articles 446 et 447 du Code de commerce ?

Seront-ils annulés en vertu de ces articles ?

Dans quels cas les articles 559 et 564 du Code de commerce s'appliqueront-ils ?

La réponse différera suivant la forme de l'acte auquel

l'assuré aura recours : avenant, endossement, cession-transport ou testament.

III. Supposons qu'on ait procédé par avenant ; il faut distinguer suivant ce qu'était la stipulation originale :

a) Si la police était originairement contractée au profit d'un tiers déterminé, en sorte que le bénéfice échappait au patrimoine de l'assuré, les créanciers n'ont aucune critique à formuler contre l'avenant, puisqu'ils ne devaient en aucun cas profiter de l'assurance.

Stipulation pour autrui, tel était le caractère de la police originale ; stipulation pour autrui, tel reste le caractère du contrat après l'avenant qui substitue un autre nom à celui primitivement inscrit. (Chambre civile, 16 janvier 1888.)

b) Si la police était originairement contractée au profit de l'assuré ou de ses héritiers en sera-t-il de même ?

Ici, il y a stipulation pour autrui substituée à une stipulation pour soi-même.

La Jurisprudence a fait produire à l'avenant intervenu pour modifier une police originairement contractée par l'assuré à son profit le même caractère de rétroactivité qu'à l'avenant intervenu pour modifier une police originairement contractée au profit d'un tiers déterminé.

Quel est le motif de cette assimilation ?

« En stipulant, par le contrat original, au profit de ses héritiers, l'assuré se réservait implicitement, mais nécessairement, la faculté de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entendait attribuer

le bénéfice de l'assurance. » (Cassation, 22 juin 1891.)

Ainsi, le contrat originaire contenait, suivant la Cour de Cassation, une stipulation pour autrui implicite, et c'en était assez pour que l'avenant — qui contenait une stipulation pour autrui bien expresse — fût censé être la simple exécution de la police primitive.

« Dès lors, l'assuré n'avait jamais été personnellement créancier de la Compagnie. »

Donc, quels que soient les termes de la police originaire, l'avenant fait corps avec cette police et investit le bénéficiaire rétroactivement depuis le jour du contrat d'un droit propre et personnel au capital assuré (1).

IV. Supposons qu'on ait procédé par endossement ou par cession-transport.

a) Si la police était originairement contractée au profit d'un tiers, elle constitue une stipulation pour autrui et, par conséquent, elle ne doit pas profiter au patrimoine de l'assuré, elle échappe aux créanciers.

La substitution d'un nouveau titulaire à l'ancien par endossement ou par cession-transport ne modifie pas l'état du droit (2).

Stipulation pour autrui à l'origine ; stipulation pour autrui après l'endossement et après la cession.

b) Si la police était originairement contractée au profit de l'assuré, quel est l'effet de l'endossement ou de la cession ?

(1) En ce sens : Amiens, 31 janvier 1889 ; Paris, 2 juillet 1896 ; Paris, 10 janvier 1900 ; Alger, 9 mars 1904.

(2) Cassat., 4 mai 1904. S. 04.1.385. — Cassat., 19 nov. 1907. S. 07.1.481.

Doit-on les considérer comme translatifs de propriété, ou comme une simple déclaration attributive, analogue à celle qu'on rencontre dans les avenants d'attribution ?

La Jurisprudence considère cet endossement et cette cession comme translatifs et les annule, quand ils tombent sous le coup de la prohibition contenue dans les articles 445 et 446 (1).

L'arrêt de la Cour de Cassation du 4 mai 1904 tendait à assimiler l'endossement d'une police d'assurance à une simple formule attributive. L'arrêt dit en termes exprès que « cet endossement n'est qu'un mode d'exécution de la clause de la police qui permet à l'assuré de désigner le bénéficiaire de son choix » (2).

Cette tentative de la Cour de Cassation a été mise en échec par la Chambre des Requêtes (15 mai 1905), qui, se basant sur l'article 1122, décide que l'endossement intervenu dans ces conditions est bien un acte translatif.

V. Supposons qu'on ait procédé par testament.

Dans tous les cas, que la police ait été originairement contractée au profit d'un tiers ou qu'elle l'ait été au profit de l'assuré, la Jurisprudence semble y voir une transmission et non une déclaration attributive.

Il est plus exact, cependant, de dire que la Cour de Cassation ne s'est pas encore prononcée sur le cas où la police originaire était souscrite au profit d'un tiers. Il est à supposer que la première fois qu'elle en aura l'occasion, elle assimilera à l'endossement et à la cession les effets du testament.

(1) Besançon, 27 mars 1876 ; Bordeaux, 15 juillet 1889 ; Nîmes, 11 mars 1904 ; Grenoble, 22 janvier 1901.

(2) Cassat., 16 janvier 1888, 22 juin 1891, 4 mai 1904.

Dans tous les cas, suivant qu'il y a ou non stipulation pour autrui, les articles 446 et 447, les articles 559 et 564 du Code de commerce s'appliquent ou pas.

Suivant que le capital assuré fait partie ou non du patrimoine de l'assuré, les solutions sont différentes, les effets contraires.

Telle est la solution admise par la Jurisprudence.

Nous avons vu plus haut ce qu'il fallait en penser. Nous n'y reviendrons pas.

CONCLUSION

Si l'Assurance sur la Vie a atteint une perfection technique et une efficacité pratique sans pareille, il faut convenir que le droit qui devrait la consacrer et lui garantir une sécurité absolue est resté dans un état d'inachèvement qui nuit à son bon fonctionnement. La législation de ce contrat et de ses attributs, particulièrement du droit de transmission, résulte presque uniquement de la Jurisprudence. Sans doute, la Cour de Cassation a joué dans la constitution de ce droit un rôle prépondérant. Nous avons vu, au cours de ce travail, avec quelle logique et quelle force de raisonnement elle est arrivée progressivement à édifier un ensemble de solutions qui ont semblé de nature à combler la lacune qui existe dans notre droit. Les décisions rendues par la Cour de Cassation sont devenues comme des manières d'arrêts de règlement. Et la valeur de cette Jurisprudence est si grande au point de vue de la théorie et des besoins de la pratique que, lorsqu'on veut faire une loi sur cette matière, on ne trouve rien de mieux que de consacrer presque toutes les décisions de la Cour Suprême.

Mais, l'œuvre de la Jurisprudence — si importante qu'elle ait été — est fragmentaire ; le juge ne statue que sur des espèces ; ses décisions peuvent servir de

ligne de conduite, elles ne s'imposent pas. Certes, dans l'intervalle de ces vingt-cinq dernières années surtout, la Cour de Cassation, par les solutions données aux diverses questions soulevées par le contrat d'assurance, a émis un véritable corps de doctrine sur la nature et les conséquences juridiques du contrat. Mais, en dépit de l'autorité qui s'attache à ses arrêts, des tribunaux ont refusé de se rallier à la manière de voir formulée par la Cour Suprême. L'œuvre de la Jurisprudence est, de plus, incomplète ; il est certaines questions, telles que la reconnaissance du droit direct du bénéficiaire désigné par testament, sur lesquelles la Cour de Cassation n'a pas eu l'occasion de statuer nettement.

En l'absence d'un texte de loi formel, la Cour de Cassation doit faire au contrat d'Assurance sur la Vie l'application de certains principes, de certaines règles juridiques qui sont contraires à l'esprit même et au but de ce contrat.

Bref, sur bien des points, il y a du flottement, de l'incertitude et des contradictions.

Or, la personne qui souscrit une police d'Assurance sur la Vie ou qui la transmet à un tiers veut principalement être sûre que le sacrifice qu'elle s'impose chaque année pour le service de la prime produira l'effet qu'elle cherche à obtenir.

Comme le dit très justement M. Lefort, dans son rapport préparatoire sur l'Assurance sur la Vie, « ce qu'elle désire, c'est la certitude que la somme promise par l'assureur sera bien remise au tiers en vue duquel elle a traité, soit à raison de sa parenté, soit à raison de son affection, soit même à raison de son intérêt, et que nul autre ne profitera du contrat. »

Or, ici, la sécurité du stipulant est-elle absolue ? L'emploi de certaines formules dont l'assuré ne connaît pas l'influence sur le sort du contrat n'est-il pas de nature à l'empêcher de contracter ? L'incertitude du sort que l'on fera subir à la formule employée le fera certainement hésiter. L'assuré, ignorant l'état de la Jurisprudence ou connaissant ses incertitudes, redoutera que le tribunal ne fasse prédominer de prétendus sentiments d'équité, et décide, par exemple, que la créance contre la Compagnie sera attribuée à la masse créancière en cas de faillite ou aux héritiers, alors que le stipulant n'y songeait pas.

A supposer même que la Jurisprudence soit bien fixée elle n'en resterait pas moins souvent inexacte, en ce sens qu'elle devra osciller dans les limites des principes généraux du droit et des institutions de la communauté matrimoniale, du rapport, de la réduction, de la faillite, etc., tout en étant attirée sans cesse hors de l'oscillation régulière par les exigences mêmes du contrat d'assurance.

On l'a dit avec raison, de tous côtés le vieux droit civil entrave le droit nouveau des assurances.

A tous points de vue, il est indispensable que le législateur intervienne pour fixer d'une façon définitive le droit en cette matière. La nécessité d'une loi spéciale n'est niée par personne. La loi seule, en réglant les droits et obligations des parties, augmentera la confiance du public dans l'institution de l'Assurance ; elle en favorisera le développement ; elle procurera à l'assuré la sécurité d'esprit et la sécurité matérielle ; elle fournira à l'assureur un puissant appui moral ; elle déterminera exactement les droits du bénéficiaire.

D'une façon générale, la Jurisprudence est formée ; grâce à des retouches très heureuses, « la Jurisprudence de la Cour de Cassation constitue, dit M. Lefort, un corps de doctrine qui paraît de nature à donner satisfaction aux nécessités nouvelles de la pratique et qui semble réclamer seulement des améliorations ».

Cette entreprise de codification est en voie de réalisation. Un arrêté ministériel du 2 mai 1902 a constitué une Commission chargée d'étudier les dispositions législatives auxquelles pourraient être soumis les contrats d'assurances. Cette Commission a terminé ses travaux ; après de longues délibérations et le dépôt de trois rapports spéciaux sur l'état de la Législation et de la Jurisprudence, la Commission a adopté un projet qui a été déposé le 17 juin 1904. M. Lyon-Caen, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, en était le rapporteur général.

Nous avons vu, au cours de cet ouvrage, dans quel sens le projet de loi avait solutionné les questions relatives au droit de transmission et nous avons pleinement approuvé sa manière de voir.

Nous voudrions cependant voir poser nettement le principe du droit direct et exclusif acquis au bénéficiaire dans tous les cas de transmission. Il importe que l'emploi d'une forme de préférence à une autre ne détermine pas des effets généraux autres que ceux qu'on croyait devoir produire.

Puisque les effets de la transmission diffèrent totalement suivant qu'il y a ou non désignation d'un bénéficiaire déterminé, il est nécessaire que le législateur dise exactement ce qu'il entend par bénéficiaire déterminé. Il est indispensable, si l'on veut éviter dans la

suite des malentendus, de décider que cette détermination pourra résulter d'une désignation, soit dans la police, soit dans un avenant, dans un endossement, une cession ou un testament postérieur, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper des termes de la police originale. Il faut, au moyen d'une prescription formelle, impérative, proclamer le droit propre et exclusif du bénéficiaire au profit de l'assurance.

Nous voudrions voir poser en thèse qu'il est de la nature de l'Assurance sur la Vie et qu'en tout cas il est de l'intention du contractant de constituer par l'assurance un droit étranger à son propre patrimoine, à moins que le contraire ne soit exprimé. Nous voudrions voir consacrer cette formule qui ferait produire à tous les modes de transmission des effets identiques : « En stipulant par le contrat originaire au profit de ses héritiers, l'assuré se réserve implicitement, mais nécessairement, la faculté de désigner ultérieurement la personne à laquelle il entendait attribuer le bénéfice de l'assurance. » Autrement dit, nous voudrions que l'on puisse dire que tous les procédés de transmission ne sont que des « modes d'exécution de la clause de la police qui permet à l'assuré de désigner le bénéficiaire de son choix ».

Du même coup, ce serait solutionner toutes les questions relatives à la réduction, à la réserve et à la faillite. Ce serait régler la situation faite soit aux créanciers de l'assuré, soit à ses héritiers.

On a envisagé le moyen de solutionner toutes ces questions et d'éviter la diversité des effets pouvant résulter du choix des formes en créant des polices d'Assurance sur la Vie payables au porteur. Cette

innovation aurait eu des résultats pratiques en ce que, tout d'abord, les formalités pour l'encaissement du capital assuré auraient été simplifiées, la Compagnie n'ayant plus à vérifier la qualité de celui qui se présente pour toucher ; et en ce qu'ensuite le porteur aurait été considéré comme ayant un droit propre et indépendant, né en sa personne, non soumis aux exceptions d'un porteur précédent. Et nous aurions été assez partisans de cette forme de police, si des arguments d'ordre juridique et d'ordre pratique n'en avaient détruit tous les avantages.

Inconvénients d'ordre pratique : en ce sens qu'en cas de vol ou de perte de la police, on risque que le titre perdu ou volé ne soit touché par une personne de mauvaise foi avant que les véritables propriétaires aient le temps de former opposition. Au cas d'opposition régulière, la loi du 15 juin 1872 ne nous permet pas de parvenir au paiement avant un délai de onze ans.

Inconvénients d'ordre juridique : la vie d'une personne ne peut être assurée sans son consentement ; comment concilier la faculté de transmettre indéfiniment et par simple tradition la propriété de la police avec l'obligation imposée à la Compagnie de faire connaître, à toute réquisition, à l'assuré le nom et le domicile de la personne qui, pour le moment, est intéressée à sa mort ? (1)

Inconvénients d'ordre moral : les polices d'Assurances sur la Vie ne sont point des valeurs destinées à circuler de main en main, comme les titres commerciaux ou les valeurs industrielles, car la vie d'un homme n'est pas une marchandise.

(1) Cet argument, à notre avis, n'a de valeur qu'autant qu'il s'agit d'une assurance contractée par un tiers sur la tête de l'assuré.

Ces inconvénients d'ordre divers nous font approuver la solution du projet de loi (art. 52) qui dit que « la police ne peut être au porteur ».

Certaines Législations étrangères, entr'autres l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche et l'Italie, ont adopté la forme au porteur. Mais, chez eux, la police n'est pas un véritable titre au porteur ; elle n'est qu'un simple titre de légitimation à l'égard de l'assureur ; elle ne se transmet pas par simple tradition, mais seulement en suivant les formes ordinaires pour la cession. C'est-dire que ces polices n'ont de porteur que le nom.

Il faut donc nous en tenir aux autres formes mises à notre disposition et dont nous avons à son temps montré les avantages.

Avant que le législateur n'ait consacré la théorie que nous avons développée et qui a pour principe d'unifier les effets généraux de la police, quel que soit le mode employé, nous tenons à faire observer qu'à l'heure actuelle l'avenant est la forme à la fois la plus simple et la plus sûre, le procédé de transmission qui répond le mieux au but et à l'esprit de l'Assurance sur la Vie.

Grâce à la fiction de rétroactivité qu'on reconnaît à l'avenant, on arrive à faire produire à celui-ci des effets absolument remarquables et à faire que dans tous les cas (que la police originaire ait été faite au nom d'un tiers ou au nom de l'assuré), le bénéficiaire par avenant soit considéré comme ayant acquis un droit direct, né en sa personne, à la date du contrat primitif. On a tiré de cette rétroactivité des conséquences telles que la Jurisprudence a admis la validité de l'avenant fait en période suspecte et intervenu sur

une police originairement souscrite au profit de l'assuré lui-même. Bien que nous ayons cru devoir critiquer les conséquences que les tribunaux ont tirées de cette rétroactivité dans l'espèce indiquée, nous ne pouvons pour le moment que constater que cette Jurisprudence existe et que les parties intéressées en bénéficient.

Nous ne doutons pas que le législateur ne vienne consacrer un jour cette solution en la déduisant d'un autre principe que celui de la rétroactivité, c'est-à-dire de la stipulation pour autrui implicite contenue dans la police originale.

D'une façon plus générale, il importe que le régime actuel pour la transmission soit corrigé et qu'il soit décidé que, dans tous les cas, la transmission vaudra attribution. Il importe que le sort du capital assuré ne dépende pas d'une formule, que le père de famille ait la certitude qu'en traitant avec une Compagnie ou en transmettant le bénéfice de l'assurance soit à sa femme, soit à ses enfants présents ou à venir, soit à un créancier, son vœu sera réalisé. Tout le reste n'a qu'un caractère accessoire.

Le jour où le législateur sera intervenu pour consacrer cette théorie, nous ne doutons pas que l'Assurance sur la Vie reçoive en France, pays d'épargne et de prévoyance, le développement qu'elle mérite.

VU :

Le Président de la Thèse,
ALBERT WAHL.

VU :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil français.

Avant-projet de loi. — Commission des Contrats d'Assurances.

Rapport par M. LYON-CAEN, 1904. Paris, Imprimerie Nationale.

BAILLY. — Observations sur la Transmission du bénéfice de l'assurance sur la vie et sur les clauses relatives à cette transmission.

COUTEAU. — Traité des Assurances sur la vie.

DALLOZ. — Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.

DEFRENOIS. — Répertoire général pratique du notariat (Recueil périodique).

DEMOLOMBE. — Traité des obligations.

DUBOIS. — Du bénéfice de l'assurance sur la vie.

DUMAINE. — Du Contrat d'Assurance sur la vie.

DUPUICH. — Le Contrat d'Assurance.

DUVERGIER. — Lois annotées, 1793.

FUZIER-HERMAN. — Répertoire général du Droit français.

GUILLON. — De la Transmission du Contrat d'Assurance sur la vie.

HERBAULT. — Traité des Assurances sur la vie.

Journal des Assurances.

LEFORT (J.). — Traité théorique et pratique du Contrat d'Assurance sur la vie.

LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de Droit Commercial.

Moniteur des Assurances sur la vie.

Pandectes Françaises. — Recueil. V^o Assurances sur la vie.

PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit Civil.

Recueil Périodique des Assurances.

SIREY. — Recueil général des lois et arrêts.

THALLER. — Traité de Droit Commercial.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION HISTORIQUE	5
NOTIONS GÉNÉRALES SUR LE CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE.....	17
DU DROIT DE TRANSMISSION. — GÉNÉRALITÉS.....	21

PREMIÈRE PARTIE

Modes de transmission du bénéfice de l'assurance sur la vie.	25
A) Transmission par le contrat	29
B) Transmission par un acte postérieur	35

CHAPITRE PREMIER

MODES DE TRANSMISSION A TITRE ONÉREUX	37
SECTION PREMIÈRE. — Modes de transmission du droit civil.	37
1. L'avenant.....	37
2. Cession de l'article 1690.....	42
SECTION II. — Modes de transmission du droit commercial.	
Endossement régulier.....	46
SECTION III. — Nantissement	59
1. Transfert en garantie de l'article 2075.....	59
2. Avenant en garantie.	61
3. Endossement pignoratif.....	61
4. Transfert en garantie d'une police non endossable..	63
SECTION IV. — Tradition.....	65

CHAPITRE II

MODES DE TRANSMISSION A TITRE GRATUIT	68
---	----

	PAGES
SECTION PREMIÈRE. — De la Donation.....	70
1. Donation par acte authentique ou sous seings privés.....	71
2. Don manuel.....	72
3. Donation déguisée.....	73
4. Avenant fait au cours du contrat.....	74
5. Don par cession de l'article 1690.....	75
6. Don par endossement.....	76
SECTION II. — Du Testament.....	80

DEUXIÈME PARTIE

Effets de la transmission du bénéfice de l'assurance sur la vie.....	83
A) Effets généraux.....	83

CHAPITRE PREMIER

QUEL EST LE DROIT TRANSMIS AU CESSIONNAIRE?.....	84
--	----

CHAPITRE II

COMMENT LA TRANSMISSION DEVIENT-ELLE DÉFINITIVE?.....	94
SECTION PREMIÈRE. — De la capacité.....	95
1. Transmission à titre onéreux.....	96
2. Transmission à titre gratuit.....	99
SECTION II. — De l'acceptation.....	101
SECTION III. — De la révocation.....	111

CHAPITRE III

NATURE JURIDIQUE DE LA TRANSMISSION.* THÉORIE DE LA STIPULATION POUR AUTRUI.....	121
SECTION PREMIÈRE. — La police originaire est contractée au profit d'un tiers.....	147
SECTION II. — La police originaire est contractée au profit de l'assuré ou de personnes indéterminées.....	158

CHAPITRE IV

	PAGES
CONSEQUENCES DE LA TRANSMISSION SUIVANT QU'ELLE CONSTITUE OU NON UNE STIPULATION POUR AUTRUI.....	169
SECTION PREMIÈRE. — Droits des créanciers.....	171
SECTION II. — Droits des héritiers.....	175
<i>B) Effets de la transmission suivant les modes employés.</i>	178

CHAPITRE PREMIER

EFFETS DE LA TRANSMISSION A TITRE GRATUIT ET A TITRE ONÉREUX.	179
SECTION PREMIÈRE. — Transmission à titre gratuit.....	183
SECTION II. — Transmission à titre onéreux.....	185

CHAPITRE II

ÉTUDE SPÉCIALE DES DIVERS MODES DE TRANSMISSION AU POINT DE VUE DE LEURS EFFETS	191
SECTION I. — Transmission par le contrat.....	192
SECTION II. — Effets de l'avenant.....	194
SECTION III. — Effets de l'endossement.....	211
SECTION IV. — Effets de la cession-transport.....	226
SECTION V. — Effets du testament.....	233
THÉORIE D'ENSEMBLE DE LA TRANSMISSION DE L'ASSURANCE SUR LA VIE.....	235
CONCLUSION.....	240

